

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



SOMMAIRE

	PAGES
PIERRE LENORMAND. <i>Le mouvement républicain dans la Somme au début de la III^e République (1870-1877) (dernier article)</i>	129
H.-I. MARROU. <i>Le siècle de Platon, à propos d'un livre récent</i>	142
A. JOBERT. <i>Les étrangers en Moscovie au temps d'Ivan le Terrible et de Godunov, d'après S. Platonov</i>	150
M. REINHARD. <i>L'historiographie militaire officielle sous Napoléon I^{er}. Étude d'une origine méconnue de la légende napoléonienne</i>	165
BULLETIN HISTORIQUE. <i>La Révolution et l'Empire, par G. LEFEBVRE</i>	185
COMPTES RENDUS CRITIQUES (<i>Pour le détail, voir au verso</i>)	215
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	234
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES	246
CHRONIQUE	252

70^e année — T. CXCVI

Avril-Juin 1946

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

P. RENOUVIN

MEMBRE DE L'INSTITUT

PROFESSEUR A LA SORBONNE

COMITÉ DE RÉDACTION :

André ATYARD, professeur à la Sorbonne; Georges BOURGIN, directeur honoraire des Archives de France; Édouard DHORME, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études; Henri HAUSSER, professeur honoraire à la Sorbonne; Gabriel LE BRAS, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, président de la section des Sciences religieuses de l'École pratique des Hautes Études; Georges LEFÈVRE, professeur honoraire à la Sorbonne; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève; Ch.-Edmond PERRIN, professeur à la Sorbonne; Charles PETIT-DUTAILLIS, membre de l'Institut, directeur honoraire de l'Office national des Universités et Écoles françaises; André PIGANIOL, professeur au Collège de France; Augustin RENAUDET, professeur à la Sorbonne; Pierre RENOUVIN, professeur à la Sorbonne.

Secrétaires généraux de la Rédaction : Ch.-André JULIEN et Maurice GROUJET

Secrétaire de la Rédaction : MARC-BONNET

RÉDACTION :

49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France),
le mercredi, de 14 h. 30 à 17 heures

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :

Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

Revue trimestrielle

ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1946

France et Colonies : 250 francs — Étranger : 300 francs

Le numéro, 75 francs

Comptes de chèques postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de cinq francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	Pages
Pierre MAZON. Introduction à l'Illiade (Paul Cloché)	215
Margret BÜNDING. Das Imperium Christianum und die deutsche Ostkriege vom zehnten bis zum zwölften Jahrhundert (E. Jordan)	217
Johannes RAMACKERS. Papsturkunden in Frankreich : Artois (E. Perroy)	220
Georges DE LAGARDE. La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen Age, t. III et IV (Id.)	221
Charles DIEHL, Lysimaque (ECONOMOS), Rodolphe GUILLAND, René GROSSET. L'Europe orientale, de 1081 à 1453 (L. Bréhier)	224
Axel E. CHRISTENSEN. Dutch trade to the Baltic about 1600. Studies in the Sound toll register and Dutch shipping records (E. Coornaert)	228
D. L. KEIR. The Constitutional history of Modern Britain, 1485-1937 (J. Vallette) ...	231

es de
Hau-
it de
des
tires-
Pau-
neco-
r en
asseur

ent
ad-

—
215

217
220

221

224

228
231

e
d
v
t

f
g
e

le
te
G
P
m
co

d
la
sa
m

ba
ta
ré

LE MOUVEMENT RÉPUBLICAIN DANS LA SOMME

AU DÉBUT DE LA III^e RÉPUBLIQUE

(1870-1877)

(Dernier article¹.)

* * *

Après ces élections de février, aux résultats très nets, les républicains se considèrent comme les maîtres incontestés des destinées du pays : l'opposition parlementaire est réduite, les troupes conservatrices, divisées, diminuées, sont démoralisées, leur presse a perdu tout ressort.

Les remous qui agitent à Paris la vie parlementaire arrivent affaiblis dans la Somme et les fonctionnaires les plus compromis, malgré de véhémentes protestations, restèrent à leur poste ; le préfet, en particulier, traversa l'orage.

Cependant, les nerfs sont à fleur de peau ; les conflits qui opposent les deux Assemblées trouvent écho en province ; le ton des journaux tourne à l'aigre, et, de même qu'à la Chambre, les deux vainqueurs, Grévy et Gambetta, ne cachent pas leur rivalité, de même, à Amiens, Petit reprend son duel avec Dauphin. Encore quelques mois, et la majorité républicaine, en Picardie, se serait effritée, non sous les coups portés par l'adversaire, mais par désagrégation interne.

Il fallut l'acte du 16 mai pour rétablir l'unité menacée. Après un désarroi passager, car l'hypothèse d'une dissolution immédiate de la Chambre la surprenait en pleine désorganisation, la gauche se ressaisit, adoptant l'attitude de Petit qui, dès la démission de Jules Simon, se lança à corps perdu contre la politique du Maréchal.

Le ministère prit l'offensive, en envoyant un vrai préfet de combat, le baron Cardon de Sandrans, pour remplacer Pougny, ami pourtant de la famille d'Orléans. Le nouvel arrivé était précédé par sa réputation : avec une poigne féroce, il avait, partout où il était passé,

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXCVI, p. 1.

à Besançon, à Saint-Étienne et plus récemment à Toulouse, combattu ouvertement pour la cause conservatrice ; ses convictions n'avaient pas changé : « Je suis disposé, écrivait-il au gouvernement, à reprendre la lutte sous un chef dont la fermeté me donnerait toute confiance et dont les principes sont les miens¹. » Un mouvement administratif analogue bouleversa les sous-préfectures.

La résistance s'organisa, et le voyage de Gambetta dans la Somme, le 10 juin, ranima les espoirs et apaisa les querelles intestines. Invité par Goblet, alors maire d'Amiens, il débarqua dans cette ville, follement acclamé par la foule. Le soir, l'aile gauche du parti républicain, au complet, offrit un banquet à son leader. Goblet porta un toast : « Vous êtes aujourd'hui, mon cher Gambetta, l'âme de la résistance légale, comme vous avez été l'âme de la résistance en 1870. A la veille de la bataille décisive, nous sommes heureux de serrer votre main et de vous dire : nous comptons sur l'union des gauches, nous comptons sur votre sagesse et sur votre fermeté. Je bois à Gambetta, au patriote, à l'orateur, au chef de la majorité républicaine. » Faut-il considérer ce dernier vœu comme une concession à la politesse ou comme l'expression d'un sentiment réel ? En ce cas, que devenait Thiers ? A ce toast, l'hôte répondit. Il montra d'abord la nécessité de lutter contre ce nouveau gouvernement, contre ces « quelques ducs infatués de leur prestige et qui ont la prétention de s'emparer de la Nation », puis, faisant un appel à une large union républicaine, il en montra les résultats : « ... Il faudra venir consulter le seul juge devant lequel je suis d'avis qu'il faut s'incliner, pouvoir, opposition, majorité, minorité, tous les partis, et le seul juge, c'est la France. Ce jour-là, la France parlera comme elle a parlé : je sens seulement qu'elle parlera plus haut que d'habitude²... » Ce discours modéré et ferme, en appelant au suffrage universel et non à l'émeute comme souverain juge des destinées du pays, ne pouvait donner prise aux soupçons du gouvernement : on ne s'attendait pas à tant de sagesse de la part du tribun.

Gambetta continua son voyage en Picardie et passa à Abbeville, où il fut reçu magnifiquement. Les représentants de la fraction modérée du mouvement républicain, Dauphin et Gauthier de Rumilly, se déclarèrent, à la dernière heure, de cœur avec ce leader. Le résultat pratique de ces deux journées où les discours se succédèrent fut

1. Lettre du baron de Sandrans au ministère de l'Intérieur, du 18 mai 1877. F¹ 157⁸⁷, dossier de Cardon de Sandrans.

2. *L'Indépendant de Péronne*, jeudi 14 juin 1877, p. 2, col. 5 et 6.

qu'un front se constitua, depuis les républicains socialisants jusqu'aux libéraux, acceptant une discipline, prêt à répondre à l'appel d'un chef.

En réponse à ce qu'il considérait comme une provocation, le gouvernement chercha à se venger. La victime désignée fut Goblet : la presse conservatrice demandait à cor et à cri sa démission de maire : « ... Ce délaissé du suffrage universel... se fait le joueur de flûte de M. Gambetta, il va l'attendre à Amiens et devient son cornac jusqu'à Abbeville¹... » Interrogé à Paris sur ces incidents, le nouveau préfet, le baron de Sandrans, en fait son affaire personnelle ; il réussit ; car le Conseil des ministres, le 28 juin, signa le décret de révocation du maire et de ses adjoints, décret qui sera complété par un arrêté préfectoral suspendant le Conseil municipal.

Cette mesure, si elle donnait aux forces conservatrices un point d'appui sérieux, fut interprétée comme un défi à l'opinion et augmenta la fièvre populaire.

Ce fut la première et la plus retentissante révocation de maire dans la Somme. Le préfet croyait avoir atteint dans sa tête le radicalisme.

Facilement, dès lors, des conflits s'allument, éclatent, s'aggravent et se prolongent entre les municipalités et l'administration ; cette dernière envenime souvent les rapports à dessein : elle cherche à effrayer les populations en brisant toute velléité d'indépendance, en sanctionnant brutalement la moindre peccadille ; elle a l'arrière-pensée de révoquer maires et adjoints, de suspendre et dissoudre tous les Conseils municipaux qu'elle estime hostiles à sa politique d'« apaisement » : un fossé se creuse plus profond entre partisans et adversaires du gouvernement.

Dès le début, les journaux sont poursuivis devant les tribunaux, les débits de boissons fermés, les sociétés interdites, les propos échangés dans la rue sont rapportés à la police. La liste de ces multiples tracasseries serait fatigante à énumérer. La presse républicaine répond à ces brutalités administratives par des articles spirituels, essayant de détourner les foudres prêtes à s'abattre sur elle. De nouvelles sanctions sont aussitôt demandées par l'administration ; une guérilla féroce s'organise. Il ressort des quelques papiers qui ont subsisté que le gouvernement, non seulement a couvert ces excès, mais encore a activé l'ardeur de ses préfets.

Voyons d'abord ce que firent les républicains, dont la plus grande crainte était une convocation brusquée des électeurs.

1. *Journal de Péronne*, jeudi 14 juin 1877, p. 1, col. 1. Article de Pradier.

Leur premier soin fut d'apaiser toutes les discordes qui couvaient dans leur sein. Le danger commun, l'appréhension d'une dictature, la suppression de la liberté les rapprochèrent ; instinctivement, ils se regroupèrent, la bourgeoisie libérale passant l'éponge sur les théories de l'extrême-gauche ; les banquets donnés en l'honneur de Gambetta apparurent, avons-nous dit, comme les manifestations publiques de l'union. Ceux, même, qui se plaisaient à lutter en francs-tireurs, comme Cattiaux, sur la gauche, et Magnez, Jametel ou Dauphin, sur la droite, renoncèrent à leur indépendance et à leurs revendications personnelles. En conséquence, les plus modérés immédiatement furent confondus, par leurs adversaires, avec les plus violents.

Puis, sous la direction de Petit et de Dauphin, rapprochés temporairement, le mouvement républicain chercha des candidats, en posant comme principe, admis, d'ailleurs, dans toute la France, que les « 363 » obligatoirement se représenteraient. Dans la réunion du 30 août, convoquée à Amiens, par Gauthier de Rumilly, sénateur, les candidatures furent examinées, puis choisies. Enfin, l'accord se fit dans la presse : tous les journaux, suivant leur clientèle, leur tempérament, la verve de leurs rédacteurs, s'acharnèrent à développer les mêmes idées et à soutenir les mêmes candidats.

Quels furent les thèmes de ces journaux ? En premier lieu, ils prirent la défense de la République, qu'une clique trop connue, abusant du nom du Maréchal, veut renverser. A cette question est liée celle de la Constitution, imparfaite, certes, mais républicaine. Que voulons-nous de mieux ? Désire-t-on de nouveaux troubles, le désordre intérieur, la paralysie du commerce et de l'industrie, conséquences inévitables d'un changement de régime ? Les vrais conservateurs sont à gauche : Thiers, émanation de la bourgeoisie, est le garant. Enfin, ils prirent la défense de la paix que légitimistes et cléricaux cherchent à saper à qui mieux mieux. Tout ce que les 363 défendent est menacé par les cléricaux. Ah ! le cléricalisme ! le plus grand des maux qui menacent la France, la plus terrible tyrannie qui veut l'asservir ! Gambetta n'avait-il pas dénoncé à Abbeville une chose stupéfiante, « c'est l'influence véritablement exorbitante qu'a prise dans notre malheureux pays le cléricalisme... On sait ce qu'est le cléricalisme, ce qu'il veut et où il nous mène, et on n'arrachera pas de la tête de nos paysans français que la main du jésuite est dans tout cela¹ ».

Le gouvernement avait laissé à ses adversaires le temps de s'orga-

1. Rapporté par le *Pilote de la Somme*, vendredi 15 juin 1877, p. 1, col. 1.

niser et de mettre l'opinion publique en garde contre toutes les accusations officielles. Cependant, son représentant, le baron de Sandrans, ne perdait pas son temps.

Aussitôt arrivé dans la Somme, ce dernier s'était mis en quête de candidats et s'assurait le concours de tous les éléments antirépublicains, où l'harmonie, d'ailleurs, ne régnait guère. Il lui fallut beaucoup de tact pour dresser la liste officielle, chaque parti voulant s'octroyer une place prépondérante; enfin, au début de septembre, il l'envoya au ministère.

Dans cette liste, nous remarquons que l'Administration ne fait appel à aucun nouveau venu dans la politique; nous notons, en outre, que les bonapartistes s'étaient taillés la part du lion: sur sept noms, nous en relevons quatre qui avaient servi l'Empire.

Puis ces candidats ayant abdiqué leur personnalité, par ordre du ministère; ce dernier se devait d'organiser leur propagande. Elle sera activement faite par des écrits, journaux, petites brochures et portraits du Maréchal; oralement, elle sera conduite par le préfet lui-même, qui effectuera des tournées.

Quels thèmes trouverons-nous exposés dans la presse gouvernementale, qui, en plus de deux importants organes à Amiens et d'une multitude de feuilles cantonales, dispose d'une feuille électorale, *l'Éclaireur picard*, et du terrible *Bulletin des communes*, qui se permettent toutes les libertés? Ses rédacteurs avaient beaucoup de peine à expliquer l'initiative du Maréchal: aussi, ils abordaient le moins possible cette question. Après s'être défendus d'avoir des projets de réforme du régime, d'avoir des convictions monarchistes, ils passaient à l'offensive en se ruant sur le radicalisme, sur ses méfaits, sur les ambitions dictatoriales du « tribun génois », qui, de la société, voulait faire table rase.

Parmi les 363, reconnaît-on, il y a beaucoup de modérés qui acceptent ce précepte: « Pas de danger à gauche! » Ces braves gens ne sont pas à craindre, certes, mais, dans leur aveuglement, ils aident leurs ennemis du lendemain: il ne faut donc pas les ménager. Bien mieux: des truquages « officiels » de phrases, d'appellations les assimilent indistinctement aux « communards », ce qui soulève des tempêtes de protestations...

Mais de quoi accusait-on les radicaux, c'est-à-dire tous les républicains? Que pouvait-on leur reprocher? C'est là où la pauvreté de l'idéologie et de la dialectique officielle fait pitié. Ne pouvant pas critiquer leur républicanisme, la propagande gouvernementale les con-

fond tout simplement avec les révolutionnaires : tout écrit, tout appel prônant le désordre leur est attribué. Non seulement, dit-on, ils désirent un vaste bouleversement social, mais encore ils réclament la guerre extérieure qui favorisera des troubles. De ce fait, ces hommes sont des ennemis de la Patrie, comme ils sont des ennemis de la société : « L'avènement du sire de Gambetta, c'est la rentrée de l'homme de la guerre, c'est le retour de tous les outranciers, c'est la folie démagogique entrevue dans la révolution... M. Gambetta, maître des choses, ce serait le signal de la guerre avec la Prusse. Chacun sait cela¹. »

Par contre, les deux adversaires professent le plus profond respect pour la Constitution : tous les deux veulent anéantir les espoirs de factieux qui ne recherchent que le désordre et les profits personnels, tous les deux désirent une France forte où les principes : Patrie, famille, religion, régneraient, tous les deux désirent la paix et se dénoncent mutuellement comme ourdissant des intrigues qui fatalement amèneront à brève échéance des difficultés et même la guerre avec l'Italie ou l'Allemagne.

Mais la seule question réellement posée, que le gouvernement embrouillait à souhait, était : République ou Monarchie. Aucun républicain par conviction, tel Petit, ou par intérêt, tel Datuphin, ne se trompera et ne combattra sous l'étendard de Broglie ; aucun royaliste ou bonapartiste n'ira se fourvoyer parmi les opposants.

La propagande officielle, bien que la période électorale ne fût pas encore ouverte, ni même fixée, s'empara de l'opinion, soit par la presse, soit par des brochures qui inondaient les campagnes — procédé qui avait la préférence des bonapartistes — soit par les visites que les futurs candidats commencèrent à rendre, accompagnés par le préfet et les sous-préfets. Le baron de Sandrans se dépensa sans compter pour appuyer de son autorité les personnalités conservatrices : plusieurs fois par semaine il partait en tournée dans son département, présentant partout ses candidats. Continuellement, il était par monts et par vaux, haranguant les fonctionnaires, flattant les uns, punissant les autres, promettant beaucoup, s'occupant de tout avec une ardeur fébrile et une activité trop souvent brouillonne. De temps à autre, il s'arrêtait dans une usine, une manufacture pour adresser aux ouvriers une allocution sur les bienfaits de la politique du Maréchal.

1. *Journal de Péronne*, dimanche 22 juillet, p. 1, col. 2.

Au fur et à mesure que les jours s'écoulaient, les passions politiques croissent, les journaux commentent les événements avec plus d'apreté. La population s'inquiète, l'industrie en général, malgré les nouvelles officielles rassurantes, marche au ralenti (pétition des sucriers du Santerre, protestation des manufacturiers et négociants d'Amiens).

Sur ces entrefaites mourut Thiers.

On aurait pu croire que la bourgeoisie et les petits propriétaires ruraux, après la mort de celui qui représentait leurs aspirations et leurs craintes, se seraient désolidarisés des républicains : il y eut flottement, mais la droite ne sut pas exploiter ces hésitations ; la publicité faite autour du « Testament de Thiers », au contraire, renforça l'autorité des 363, qui, contrairement à l'attente générale, reconnurent comme chef : J. Grévy.

Le 20 septembre s'ouvrit la campagne électorale.

Le préfet, comme par le passé, continua à frapper maires et fonctionnaires pour des motifs futiles : ainsi, par arrêté du 27 septembre, Labruyère, adjoint au maire de Belloy-en-Santerre, fut suspendu « pour avoir fait publiquement de la propagande hostile au gouvernement¹ ».

Suivons, par exemple, la campagne dans une circonscription où la lutte fut acharnée : à Montdidier, le député sortant Jametel, jouant sur la valeur des deux épithètes accolées « républicain conservateur », avait été élu l'année précédente, grâce à l'entier concours de la droite qui voulait faire échec à l'« intransigeant » Hamel. Depuis le 16 mai, Jametel, suivant son patron Dauphin, était devenu un personnage important dans le mouvement républicain. La droite lui opposa alors le baron de Fourment, de couleur politique très nette : son père avait été sous l'Empire candidat officiel et lui-même depuis 1870 avait toujours professé des opinions antirépublicaines. Actif et très riche, il avait été bien choisi. Les deux adversaires défendirent théoriquement le même programme : « Les véritables conservateurs sont les républicains et tous ceux qui, sincèrement ralliés à la République, la considèrent comme le gouvernement définitif du pays », disait Jametel, mais son adversaire ne se prétendait pas moins conservateur². Aux électeurs de s'apercevoir du fossé qui sépare les conceptions politiques des deux candidats.

Toutes les circonscriptions, même celle de Doullens, restée calme

1. *Éclairer picard*, dimanche 30 septembre 1877, p. 2, col. 1.

2. *Électeur indépendant*, 11 septembre 1877, p. 1, col. 1.

en 1876, furent troublées : chaque parti fait des prodiges pour s'attirer des sympathies, le gouvernement impose son opinion. Parfois des incidents, sans gravité, éclatent.

Les derniers jours, très enfiévrés, virent l'éclosion de multiples proclamations qui tiraillèrent les électeurs : elles n'impressionnèrent pas les hésitants, car la majorité avait fait son siège. Du côté gouvernemental, il y eut le manifeste du Maréchal, puis la circulaire préfectorale, plus nette et plus impérative : « La lutte est ouverte entre l'ordre et le désordre... Le salut social est en cause¹... » ; il y eut, enfin, les dernières proclamations des comités qui signalèrent ce dont la société serait menacée en cas de victoire de la gauche. « Entre l'illustre Maréchal, disait l'une d'elle, qui domine le radicalisme et, le citoyen Gambetta qui foment (la révolution)..., pouvons-nous hésiter un moment ? Le triomphe des radicaux amènerait la guerre civile et provoquerait des complications avec l'Europe monarchique²... »

Les opposants, pour prouver leur cohésion, publièrent eux aussi une proclamation commune dans les jours qui précédèrent les élections : elle dénonçait le péril bonapartiste qui profitera des remous politiques : « Il s'agit de savoir si le régime parlementaire qui a été institué par la Constitution sera une vérité, si le meilleur moyen de défendre la Constitution républicaine est d'élire à la Chambre des députés la majorité bonapartiste que patronnent les ministres du 17 mai, c'est-à-dire les serviteurs les plus néfastes du Président de la République³... » En outre, elle insistait sur l'insécurité économique et diplomatique, sur les désordres qu'infailliblement une victoire de Broglie amènera : « Électeurs qui seriez tentés de donner vos voix à des bonapartistes ou à des royalistes, rappelez-vous, avant d'aller au vote, que la monarchie c'est la guerre », et, pour prouver cette affirmation, des articles menaçants de la presse allemande étaient habilement reproduits.

Ainsi partisans ou adversaires du ministère ont recours à la même tactique : ils cherchent à effrayer, à convaincre l'électeur que la révolution et la guerre menacent la France, que des solutions extrémistes vont inévitablement dérégler la vie sociale. En même temps, ils se présentaient comme des « modérés » : la droite s'abritait sous

1. *Journal d'Amiens*, dimanche 14 octobre 1877, p. 1, col. 5.

2. Circulaire du « Comité bonapartiste de la Somme ». Archives départementales de la Somme, M. 96.505.

3. *Journal d'Amiens*, dimanche 14 octobre 1877, p. 1, col. 1.

le patronage du Maréchal, la gauche faisait parler en sa faveur les deux hommes les plus respectés du département, dont les attaches, la situation sociale, les habitudes témoignaient qu'ils ne pouvaient nullement être en collusion avec Gambetta, qu'ils ne nourrissaient aucune sympathie pour les révolutionnaires : Dauphin et Gauthier de Rumilly. Ils publièrent un placard habile et modéré, vrai rapport académique, qui constituera un véritable arsenal où les républicains puisèrent à pleines mains des armes. Son retentissement fut d'autant plus énorme que le préfet avait empêché sa diffusion : l'attrait du fruit défendu en augmentait le prix.

Il y a un aspect de la lutte sur lequel on ne saurait trop insister : c'est l'intrusion de l'administration. Ouvertement, elle donne son avis, propage ses idées et invite les électeurs à les partager, tout en ne tolérant aucune contradiction. Le gouvernement croyait encore que celui qui tient les fonctionnaires tient l'opinion, qu'un bon préfet est préférable à tout autre moyen de propagande et qu'une intervention bien à propos de la justice suffirait pour arrêter la contagion d'une idée subversive et même pour déraciner le mal : conviction héritée de l'Empire.

En conséquence, il y eut une véritable orgie de pressions, de manœuvres peu honnêtes, de vexations. Nous avons noté les démarches entreprises par les sous-préfets et par le préfet dans les circonscriptions. « L'œil du maître engraisse le cheval », dit un proverbe slave. Mais ce ne fut qu'un début. Cette propagande orale était insuffisante : il fallait créer une obsession, il fallait que le pays fût envahi par une psychose de la peur. Brochures, journaux, tracts, bandes, lettres individuelles, affiches officielles, tout doit servir à la gloire du ministère. Par contre, les républicains se voient interdire la réplique.

Nous n'insisterons pas sur tous les privilèges qu'apportait l'investiture officielle : banderoles où le Maréchal désignait son candidat, affiches blanches, emploi abusif du *Bulletin des communes*, et nous évoquerons les mesures coercitives prises contre la propagande républicaine. Contre les journaux, l'administration a le choix entre plusieurs armes : elle peut les ignorer, ne pas leur accorder l'autorisation de se vendre sur la voie publique, saisir les numéros (et l'un d'entre eux, *l'Anthie*, fut saisi deux fois dans la même journée), ou bien elle peut les poursuivre devant les tribunaux. Les écrits clandestins — et le directeur de la Sûreté générale en dresse une liste — sont activement recherchés. Les affiches sont lacérées et ce mal-

heur arriva aux placards de Dauphin et Rumilly ; dans les campagnes, les procédés les plus spectaculaires furent employés pour faire impression sur les paysans : par exemple, dans la deuxième circonscription d'Amiens, les affiches furent arrachées dans 132 communes ; parfois elles sont simplement saisies dès leur arrivée, comme à Villers-Bocage et à Vignacourt, et c'est le moindre mal ; le plus souvent, la force est étalée avec complaisance.

Les grandes victimes de l'Administration soupçonneuse sont les fonctionnaires : maires et adjoints sont facilement révoqués, les instituteurs surtout ont tout à craindre de la Préfecture, où ils sont mal vus. La plupart sont avertis de ce que le gouvernement attend d'eux, les plus compromis tombent en disgrâce immédiatement.

L'Administration a d'autres armes pour impressionner ceux qui ne dépendent pas directement d'elle : les débits de boisson furent surveillés et nombre d'entre eux furent fermés, au moindre motif. Et toutes ces mesures officielles se superposaient aux pressions, aux agissements, aux menaces que certaines notabilités locales se permettaient d'exercer sur la population : telle est l'atmosphère anormale qui précéda le scrutin.

Pourtant, le département de la Somme, comme d'ailleurs toute la France, ne retira pas sa confiance aux « 363 ».

Les gains de la droite furent minimes, en comparaison avec les efforts déployés. Celle-ci enlevait un siège, mais le succès était fragile, car la marge entre les deux concurrents se révélait bien petite. Dans les autres circonscriptions, situation sans changement : nulle part les conservateurs ne gagnaient des voix sur leurs adversaires. Leur propagande n'avait pu entamer le bloc des « 363 » ; elle ne put enregistrer, à son actif, ni défection, ni abandon, ni défaillance.

Donc, les républicains avaient tenu bon, et, sentant leurs adversaires essouffés après ce pitoyable assaut, ils comptent passer eux-mêmes à la contre-attaque ; mais, le premier enthousiasme passé, ils s'étaient aperçus que la fatigue menaçait leurs troupes : « ... Que (l'Assemblée), écrira l'un, sache bien que le pays se lasse, que les habitants des campagnes sont tout à fait timorés et qu'une nouvelle élection législative serait un véritable désastre pour les républicains¹... » Telle est l'impression que rapportent les informateurs et que les élections cantonales de novembre confirmeront.

Cherchons pourquoi cette ultime tentative des conservateurs —

1. Lettre d'un huissier à Douville-Maillefeu, 30 novembre 1877. Archives départementales de la Somme, C. 3497.

qui ne purent jamais reprendre le pouvoir sous la III^e République — tentative minutieusement préparée, conduite par un homme de talent, comme le duc de Broglie, exécutée par un ministre décidé, comme Fourtou, appuyée sur un ensemble de partis homogènes, aux cadres solides, n'a pas abouti? En premier lieu, le programme présenté était vague : il proposait uniquement de combattre un péril qui, en Picardie, était inexistant, car la gauche, depuis quelques années, et nous l'avons noté, s'était embourgeoisée. De ce fait, les masses, malgré les manifestations officielles, ne comprirent pas la nécessité d'un coup de barre à droite. De plus, les accusateurs passent au banc des accusés : ce sont les conservateurs qui sèment le trouble et paralysent les affaires ; ce malaise indisposa les industriels amiénois qui, par vengeance, votèrent en bloc à Amiens pour le candidat de gauche. Ajoutons un troisième facteur : les fonctionnaires, sur lesquels le gouvernement comptait tant, n'ont plus le prestige dont ils jouissaient sous le Second Empire ; par ce canal, la volonté officielle ne peut plus s'écouler jusqu'au peuple.

Voyons les conséquences de cette consultation : la République est définitivement installée et dans la Somme et dans le pays. Le département est maintenant conquis par la gauche qui s'est emparée des leviers tantôt en présentant son aspect révolutionnaire (Barni), tantôt son petit air bourgeois (Dauphin). A l'heure du danger, ces deux tendances se coalisent : en face, les partis conservateurs, même lorsqu'ils sont animés d'un esprit combattif, sont impuissants.

* * *

Nous venons de constater les progrès du mouvement républicain. Entre 1870 et 1877, ils furent extrêmement rapides, et le courant devint si fort que les obstacles multipliés en hâte durant l'été 1877 furent sans effet. Le revirement de l'opinion en sa faveur, avons-nous vu, date de juillet 1871 : à partir de ce moment, nous le voyons conquérir les villes, puis la vallée, enfin le plateau. L'est du département abandonna facilement les conservateurs et même, dès 1876, accueillit des propos de tendance socialiste — nous en avons vu les raisons au début de cette étude ; dans l'ouest, la partie fut plus dure : d'une commune à l'autre, la fortune change ; mais les idéaux démocratiques ont pu y prendre pied. Enfin, dans le centre, dans l'arrondissement d'Amiens, en dehors de la ville elle-même, le pays reste

fidèle aux souvenirs bonapartistes et aux grandes familles traditionalistes.

Comment les républicains s'imposèrent-ils à l'opinion?

Ils se servirent principalement du suffrage universel et eurent confiance en lui. Même lorsque les urnes se prononçaient contre eux, comme en 1871, ils ne voyaient pas d'autres moyens pour s'emparer du pouvoir qu'en conquérant les bulletins de vote. Faisant une propagande intense avec, souvent, un zèle admirable, ils n'avaient qu'un but : gagner des sièges à toutes les élections. De ce fait, en dehors des comités électoraux, ils n'organisèrent rien : ni syndicats ni formations professionnelles.

Que proposa-t-on aux électeurs?

Le problème social est rarement évoqué, si ce n'est sous une forme négative ; aucune réforme n'est proposée pour détruire cette tare de la société, tare qui pourrait devenir mortelle, tant, à droite comme à gauche, on craint d'être assimilé à des révolutionnaires. La gauche, accusée de désirer un bouleversement général, reste prudente et ne cherche guère à attirer à elle ouvriers et paysans en épousant leur cause et en défendant leurs revendications ; elle entend se montrer plus conservatrice que l'extrême-droite, qui, de temps à autre, parle des associations ouvrières. Peut-être veut-elle faire oublier que nombre de ses chefs, comme Petit, jadis, avaient milité dans le mouvement coopératif. Le libéral Dauphin, en se ralliant à la République, lui a servi de garant : dès ce jour, la bourgeoisie, moins intimidée, l'accepta.

La question politique, par contre, est à l'ordre du jour.

Elle se posa dès la signature de la paix, mais elle n'apparut pas, jusqu'en juin 1872, tant que de fortes personnalités se portèrent candidats : Faidherbe ou Dauphin. Elle domina ensuite les débats, mais le corps électoral n'y répondit pas franchement avant 1876 : ainsi, en juin 1872, le régime républicain ne rallie pas la majorité des votants ; au bout d'un an et demi d'attente, la Picardie, comme l'Assemblée nationale, est hésitante. Mais le provisoire lasse, et le courant vers la gauche, qui, d'une part, propose une solution immédiate, et, d'autre part, a désavoué ses éléments révolutionnaires, devient violent ; la bourgeoisie et la paysannerie acceptent peu à peu des principes qui concordent avec leurs intérêts (propriété, libertés politiques, lutte contre l'influence cléricale) ; les représentants de ces classes (Magnez, Goblet) évinceront à la Chambre les membres de la noblesse qui voit décroître son influence.

Enfin, nous voudrions insister sur le rôle de tout premier plan tenu par Frédéric Petit. Il est plus que le créateur du mouvement républicain, il l'anime constamment, il lui insuffle son esprit combattif et conquérant : rien ne se fait dans ses rangs sans sa permission, il n'y souffre aucune contradiction, aucune personnalité qui pourrait contester son autorité absolue ; pour cette raison, il combat Dauphin et cette rivalité, avec des accalmies temporaires, durera tant que les deux lutteurs vivront. Même lorsque Petit ne paraît pas, on sent dans les événements politiques locaux que secrètement il intervient et fait pencher la balance. Son action est incessante et, ses amis ne sont que des pions qu'il déplace à son gré. Grâce à son enthousiasme, à son sens manœuvrier, à ses dons de polémiste, il mènera son parti à la victoire ; par son ascendant personnel, il s'impose et impose ses idées. Mais aux purs de la première heure se rallie une fraction importante de la bourgeoisie, suivant l'exemple donné par Dauphin ; tout ce qui, dans le mouvement républicain, était apparu révolutionnaire (Cattiaux, Hamel, *Cercle du Don*) est dès lors contre-balancé par cet élément socialement conservateur. Ce que la gauche perd en homogénéité, elle le retrouve en confiance accrue qu'elle inspire à la masse, grâce aux industriels, aux négociants, aux « notables » des villes et des campagnes qui prêtent leurs noms. Le programme, dès 1872, s'affadit, son texte est expurgé, le souci de défense sociale l'emporte sur les revendications primitives ; mais les troupes n'ont pas encore perdu leur combativité, l'esprit d'offensive les anime : la résistance du 16 mai ne fera que les exaspérer.

Pierre LENORMAND.

MÉLANGES

LE SIÈCLE DE PLATON

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT¹

Il faut tenir la parution de ces deux volumes pour un événement considérable. Je suppose n'avoir pas besoin de rappeler à nos lecteurs ce qu'est l'auteur : il y a peu, dans le domaine des études classiques, de personnalités de cette taille vivant à l'heure actuelle ; on sait quelle est son activité comme philologue, historien, humaniste et penseur, quelle profonde influence il a exercée sur l'érudition allemande par son enseignement et son rayonnement : il avait groupé toute une école autour de lui, qui s'exprimait, en particulier, dans la revue *Die Antike* (1925 et suiv.). Ce grand esprit, héritier et émule des Rohde et des Wilamowitz, honneur de la science allemande, a été, lui aussi, victime de la barbarie nouvelle qui a régné sur son pays. Bien qu'il ait, dans une certaine mesure, parfois trop, à notre goût, sacrifié à l'esprit nouveau que les nazis faisaient triompher², il a dû, atteint indirectement par les lois raciales, quitter l'Université de Berlin et chercher refuge aux États-Unis, comme tant d'autres, comme les savants byzantins du xv^e siècle l'avaient cherché en Italie. C'est de l'Université Harvard que sont signées les préfaces de ces deux volumes, dont le texte allemand est encore inédit et qui paraissent ici dans la traduction anglaise du professeur Gilbert Highet de Columbia.

On sait quelle noble ambition anime l'œuvre de ce grand éducateur qu'est W. Jaeger : humaniste, il ne sépare pas la connaissance de la vie ; ses études sur l'histoire spirituelle du monde grec sont pour lui un moyen de travailler au développement de la culture du temps présent. Sa vocation d'érudit est soutenue par la conviction que notre civilisation, en dépit de l'élargissement de son horizon, reste un secteur de l'aire *hellénocentrique* (expression de la préface du recueil, au titre significatif, *Altertum und Gegenwart*, Leipzig, 1920, p. 11, reprise au début du t. I de *Paideia*). Selon la curieuse formule

1. WERNER JAEGER, *Paideia, The Ideals of Greek Culture*, vol. II et III. Oxford, Blackwell, 1945, 2 vol. in-8°, xviii-442 et viii-374 p. ; 22 s. 6 d. chacun.

2. Je pense à l'éloge qu'il fait de l'esprit dorien, de son racisme, de ses tendances artistocratiques et guerrières, si marqué dans le t. I et dont subsistent ici quelques échos (III, 79, 236).

qui termine la préface de la deuxième édition de ce volume I, son étude de la *paideia* grecque est aussi une étude de l'homme grec en tant que *paideia*, une contribution, que l'auteur estime essentielle, à l'éducation, à la formation, *Formung*¹, de l'homme de notre temps, à la prise de conscience de l'idéal de notre propre culture.

Il est facile de définir en quelques mots la méthode et l'originalité de ce grand ouvrage : il représente l'exemple le plus remarquable de ce que j'ai osé appeler « le nouvel esprit historique »², cette attitude philosophique à l'égard de l'histoire qui, sans mépriser l'histoire « événementielle », condition première, base indispensable de toute construction, la considère néanmoins un peu comme elle-même fait des sciences auxiliaires. Le nouvel esprit historique s'intéresse avant tout à l'histoire des idées, à une histoire pour qui l'effort scientifique et désintéressé pour dégager du document la réalité du passé est un moyen, une condition, de la reprise d'idées et de valeurs valables par l'homme vivant. C'est sous le patronage de Platon lui-même (par exemple dans la synthèse de l'esprit dorien et de l'esprit attique que représentent les interlocuteurs des *Lois*) que W. Jaeger place (III, 218) « cette attitude philosophique envers l'histoire qui, au départ de faits historiques imparfaits, s'efforce de s'élever, en s'appuyant sur eux, à quelque chose de parfait et d'absolu », entendez une essence, *Wesen*, valable pour nous, support de valeur — en l'espèce, ici, la *paideia* grecque, l'*arété*, la valeur spirituelle de l'homme grec, de l'homme tout court (cf. III, 338, n. 29).

Dans cette perspective, l'auteur a renoncé délibérément à une description concrète de l'éducation, des méthodes pédagogiques antiques : il se tient à un degré supérieur d'abstraction, de profondeur, et analyse les idées fondamentales qui sous-tendent cette éducation, son idéal. Le tome I s'achevait sur un beau chapitre sur Thucydide, apogée et crise de l'esprit attique ; après dix ans³, W. Jaeger nous offre la suite attendue : le siècle de Platon, suite attendue avec impatience ; nous savions l'intérêt passionné que l'auteur porte à Platon et les articles-programme parus dans *Die Antike* en 1928 nous donnaient déjà un aperçu de la thèse de l'auteur (*La place de Platon dans l'édification de la culture grecque*, notamment le troisième article, *La philosophie platonicienne comme « paideia »*). Notre attente n'a pas été déçue : ce n'est pas, comme l'annonçait la préface du tome I^{er}, un, mais deux gros volumes que W. Jaeger nous donne sur « l'âge de Platon » (ainsi que le sous-titre du tome III définit le IV^e siècle), disons mieux sur Platon lui-même, dont Jaeger célèbre magnifiquement le rôle hors de pair dans le

1. Dans le premier volume, *Paideia* avait comme sous-titre « La formation, *Formung*, de l'homme grec ».

2. Cf. *Dieu vivant*, 1945, 3, p. 146-147.

3. La préface du t. I est datée de juillet 1935 ; de la seconde édition allemande (Berlin, 1936) existe une traduction italienne (éd. La Nuova Italia, Florence, 1936) et une traduction anglaise que l'éditeur Blackwell nous annonce en voie de réimpression.

développement de la pensée et de la tradition grecques et à l'étude duquel il s'attache avec tant de complaisance qu'il finit par faire éclater les cadres primitivement imposés à son œuvre : le lecteur finit par se demander si le véritable sujet du livre n'est pas une initiation à l'étude de Platon et si toute cette « morphologie génétique » de la *paideia*, de la tradition culturelle grecque, n'est pas simplement amenée à titre « d'indispensable arrière-plan philosophique à la compréhension de Platon » (II, 84).

Oui, en somme, ces deux volumes constituent un *Platon* analogue comme méthode au beau livre que nous avait déjà donné W. Jaeger sur *Aristote*¹; comme celui-ci, nous avons ici « les fondements d'une histoire du développement spirituel » de Platon. Particulièrement heureux est l'effort pour replacer cette évolution intérieure dans son milieu et son temps : A. Rey eût aimé le beau chapitre sur la valeur culturelle de la médecine grecque (III, 3 et suiv.), dont Jaeger montre l'influence profonde, au moins égale à celle des mathématiques, qu'elle a eue sur Platon (idéal de la connaissance efficace, unissant théorie et praxis, schéma méthodologique qui a permis l'élaboration de la théorie des Idées); de même, les chapitres qui suivent, sur Xénophon et Isocrate, intercalés entre l'analyse de la *République*, d'une part, celle du *Phaédre* et des *Lois*, d'autre part, servent-ils à illustrer l'effort toujours repris par Platon pour assouplir sa doctrine, assimiler toutes les influences. Subtilement, W. Jaeger montre Isocrate, dans l'*A Nicoclès* et l'*Antidosis*, répondant au *Gorgias* et, par contre-coup, le *Phaédre* amené à reconsidérer sur une base nouvelle le problème de la rhétorique; dans ce débat, Platon n'est pas seul : l'auteur souligne l'intérêt de l'œuvre de Speusippe, du rôle du jeune Aristote « privat-docent » de rhétorique à l'Académie. De même, il détecte dans les *Lois* une critique de la *Cyropédie* ou une influence du *Cynégétique*, tandis que, par ailleurs, les *Mémorables* du même Xénophon contribuent au même mouvement de propagande « réactionnaire » que l'*Aréopagitique* d'Isocrate.

Par de telles observations se dessine peu à peu devant nous un tableau remarquablement précis et nuancé du *Zeitgeist* qui fait de ce livre une contribution remarquable à l'histoire de cette période attachante (à mesure qu'elle nous est mieux connue) qu'est le IV^e siècle. L'historien, j'entends celui qui s'intéresse d'abord à l'histoire politique, aura, en particulier, beaucoup à relever dans les chapitres consacrés à Isocrate (III, 46 et suiv.) : celui-ci nous apparaît comme le porte-parole de la nouvelle droite, disons de la droite constitutionnelle modérée, pour qui le grand homme fut et resta l'élève préféré d'Isocrate, Timothée, fils de Conon, que Jaeger oppose, dans une formule heureuse, au « battle-scarred swashbuckler » Charès, « l'idole du parti radical » (III, 139). Reprenant les conclusions de son mémoire des *Harvard Studies* de 1941, W. Jaeger date l'*Aréopagitique* d'avant (et non, comme d'autres, d'après) les désastres de la guerre sociale (357-

1. *Aristoteles, Grundlegung einer Geschichte seiner Entwicklung*. Berlin, 1923.

355) : ce discours prend ainsi la valeur d'un avertissement prophétique que le parti de Timothée, alors écarté des affaires, adresse à la politique de ses successeurs incompetents (III, 109-110). Cette droite modérée, dont Platon et Aristote incarnent eux aussi, par moments, la position, tire les leçons de la chute de la Seconde Confédération athénienne et propose une politique de repliement, l'abandon de toute politique de constructions navales et d'interventions lointaines (III, 239). Quant au stade final de la carrière d'Isocrate, à la « trahison » qui le fait collaborer avec Philippe, Jaeger n'hésite pas à en faire l'apologie : entre la Macédoine et Isocrate se noue un front commun de résistance spirituelle : si l'essence du génie national d'Athènes c'est la culture, la *paideia*, la Macédoine était l'alliée désignée pour sauver celle-ci, compromise par les démocrates grossiers, défenseurs de la cause non seulement perdue, mais inutile, de la petite *polis* (III, 152-154).

Enfin, le chapitre final, qui fait un peu hors d'œuvre, sur Démosthène, sera à l'usage un résumé commode de la thèse soutenue par Jaeger dans son livre de 1938¹ et qui, réagissant contre la dépréciation systématique dont la mémoire du grand orateur est l'objet en Allemagne depuis Droysen, vise à le réhabiliter en l'éclairant par une connaissance plus précise de son temps : Démosthène apparaît comme l'héritier des leaders de la Seconde Confédération, ces impérialistes assagis par l'amère expérience de la génération de la défaite, et notamment de Callistrate, « clear headed and strong-willed » ; Démosthène appartient à ses débuts au milieu d'Eubule, à cette tendance néo-conservatrice qui s'exprime, par ailleurs, dans le discours *Sur la Paix* d'Isocrate et le traité des *Revenus* de Xénophon. Peu à peu, il élargit l'ambition de ses discours, dont Jaeger célèbre la portée éducative : dans cette démocratie à gouvernement direct, abandonnée aux mauvais bergers, il n'y a de salut que dans un effort pour éduquer le peuple lui-même, l'amener à la maturité politique. Apologie nuancée, sans illusion : le souvenir de Démosthène apparaît à Jaeger comme enveloppé de mélancolie, triste comme les visages de Scopas...

Si intéressantes que soient ces pages, elles ne viennent qu'en supplément : l'essentiel de l'effort est consacré, je l'ai dit, à Platon. Sur ce sujet, l'auteur s'est épanoui, s'attardant à plaisir à relire devant nous ces belles œuvres. Une à une, il les analyse, égrenant au passage ses réflexions et ses commentaires. La lecture en est un peu ralentie (l'analyse devient parfois si détaillée, par exemple pour les livres VIII-IX de la *République*, qu'elle devient traduction) et on s'impatiente : le lecteur d'aujourd'hui est toujours si pressé ! Jaeger est un humaniste.

Il nous donne donc ici son *Platon* : une grande synthèse analogue à celle de Wilamowitz. Analogue et rivale : c'est l'adversaire vis-à-vis de qui Jaeger sent le besoin de se poser — de s'opposer (ainsi II, 88, 93, 96...). De

1. *Demosthenes, The Origin and Growth of his Policy*. Berkeley, 1938.

façon générale, Jaeger ne s'attarde pas en polémiques de détail : soucieux de se situer dans le courant de l'histoire de l'interprétation de la pensée platonicienne (forme moderne de la permanence du platonisme même), il se contente pourtant de se définir vis-à-vis de quelques grands noms, Schleiermacher, Gomperz, Wilamowitz. Comme il est de tradition chez les savants allemands, Jaeger ne s'intéresse guère à l'érudition étrangère (si non à l'« école écossaise » : Burnet, Taylor), ne cite guère qu'en passant Diès, Rey ou Gilson et ignore les synthèses platoniciennes de Festugière ou Moreau. Aussi retrouve-t-il pour son compte bien des idées déjà familières au lecteur français : nous connaissons par P. Boyancé la portée de la législation des banquets et des fêtes dans les *Lois* (ici III, 223 et suiv., 226 et suiv.), par le P. des Places la disqualification, en Tyrée, de l'idéal archaïque, ou spartiate, de la vertu guerrière (III, 221, 230).

Mais on ne peut demander à un savant de la classe de Jaeger de s'astreindre, tel un candidat au doctorat, à se situer minutieusement vis-à-vis de ses prédécesseurs : il nous apporte ici le résultat d'une longue méditation, et son exposé, dégagé de tout débat, fonde sa conviction moins sur une discussion minutieuse d'arguments que sur l'impression d'ensemble que laisse à l'auteur une longue expérience. Méthode évidemment dangereuse, que seul un maître peut se permettre et qui, même en de si bonnes mains, ne laisse pas de donner l'impression de l'arbitraire. Ainsi, le chapitre initial sur Socrate nous surprend un peu par l'assurance avec laquelle il trie chez Platon ce qui est proprement platonicien et ce qui doit être compté à Socrate (ainsi II, 42, 49, 151, 154, 304). Surtout après que Jaeger lui-même eût remarquablement analysé l'ambiguïté essentielle, que dis-je le caractère insoluble, du problème : il faut bien que Socrate ait été lui-même ambigu pour avoir donné naissance à l'agnosticisme d'Antisthène aussi bien qu'au dogmatisme de Platon ; et l'effort même que nous tentons pour dégager Platon de Socrate est condamné par Platon lui-même, qui n'a jamais consenti à se penser distinct de l'influence que Socrate a eue sur lui (II, 19). Mais nous n'allons pas soulever à nouveau tout le problème de la structure logique de la certitude en histoire : dans ce domaine, où l'*épistémè* épictétique est inaccessible, il faut se résigner à demeurer au niveau de la *doxa*. Nous n'avons ici qu'une opinion sur Platon ; c'est au moins, je le répète, celle d'un maître, qui parle au nom de toute son autorité.

Il est difficile d'analyser la richesse de ces deux volumes. Si Jaeger enrichit l'histoire de préoccupations philosophiques, il reste bien un historien par son sens du réel, du concret : Platon ne se dissout pas en un réseau d'opinions abstraites, il reste devant nous un homme. D'où des remarques qu'aucun philosophe de profession, pour qui le système importe plus que la personne, n'aurait su faire (sur la signification, par exemple, du réalisme platonicien : la théorie des Idées est antérieure aux découvertes d'Aristote sur le concept : II, 101 et suiv. ; ou encore sur Platon comme prédécesseur de Freud : II, 343).

S'il s'oppose si consciemment à Wilamowitz, c'est que, parti du même point de départ (l'authenticité des lettres VI-VIII) et mû par la même ambition (décrire l'itinéraire spirituel de Platon), W. Jaeger atteint un résultat différent. Alors que Wilamowitz, plus littéraire, plus biographe, n'hésitait pas à morceler l'œuvre du maître, ne voyant, par exemple, dans les dialogues socratiques que des œuvres de jeunesse, simples exercices littéraires sans apport philosophique positif, Jaeger souligne l'unité profonde de tout Platon. Son héros nous apparaît, un peu comme le *César* de J. Carcopino, comme un personnage très unifié, remarquablement conscient de lui-même, possédant, jeune encore, une vue arrêtée sur ce que devait être l'œuvre de sa vie. « Quand il écrivait les premiers mots de son premier dialogue socratique, il savait déjà ce que serait l'ensemble où il viendrait s'insérer. L'entéléchie de la *République* se dessine déjà clairement dans ces premiers dialogues » (II, 96).

Réagissant contre la tendance littéraire de Wilamowitz à voir dans la succession des dialogues un reflet de l'évolution psychologique de Platon et comme une « confession lyrique », W. Jaeger souligne leur caractère objectif, resserre la trame qui les unit : des jalons posés dans le *Protagoras* amorcent le *Gorgias*; le *Gorgias*, à son tour, annonce la *République* comme le *Ménon* enchaîne avec *Protagoras*. La succession des œuvres engendre un système : avec, bien entendu, un art consommé, sans rien qui sente l'application mécanique d'un programme à priori : l'œuvre unique et variée grandit sous nos yeux « avec la liberté et l'assurance d'un puissant arbre » (II, 96) — ou, si on préfère, d'une courbe savante dont chaque nouveau segment, une fois construit, amène à reconsidérer l'ensemble.

La destinée de Platon se joua dans le choc psychologique qu'a représenté pour le jeune aristocrate ambitieux de politique la rencontre de Socrate ; la conversion morale qu'il effectue l'amène non à renoncer à la politique, mais à placer à la base de celle-ci la vertu, ou mieux, comme Jaeger nous invite à traduire l'intraduisible *aretè*, la « perfection spirituelle ». Rejeté dans la pensée pure par le malheur des temps (de la mort de Socrate aux désillusions et aux tragédies de Sicile), Platon reste fidèle à cette double ambition : une politique saine fondée sur la vertu. D'où son idée maîtresse (que Jaeger reproche amèrement à Gömperz d'avoir méconnue) : l'État, pour être fondé sur la vertu, doit se faire éducateur, sa fonction essentielle étant non la conquête de la puissance, mais d'élever les citoyens, et d'abord leurs chefs, à la perfection morale. C'est pourquoi l'œuvre centrale de Platon est la *République*, et la *République* est avant tout un traité d'éducation (sa cité idéale étant un État artificiellement imaginé pour le mettre en mesure de remplir sa tâche éducative). Jaeger reprendrait volontiers à son compte le titre du livre de J. Stenzel, *Plato der Erzieher* (1938), Platon l'Éducateur. A ses yeux, la pédagogie n'est pas un aspect, fût-il privilégié, de son œuvre : elle constitue l'essence même du génie platonicien.

Point de vue original, remarquable — évidemment violemment orienté,

comme le faisceau de lumière d'un projecteur qui fouille profondément l'objet dans une direction propre, laissant le reste dans l'ombre. Si cette hypothèse rend compte de la place éminente qu'occupent la *République* et les *Lois* dans l'œuvre de Platon et celle que les problèmes d'éducation prennent dans ces chartes constitutionnelles, elle néglige les dialogues que d'autres lecteurs, plus métaphysiciens qu'humanistes, revendiqueront comme essentiels. Je ne parle pas du *Timée*, que la synthèse de Jaeger ne réussit qu'imparfaitement à intégrer (il s'en excuse : III, 346, n. 215), mais du *Théétète*, du *Parménide* ou du *Sophiste*, qu'elle abandonne tout à fait, quitte à les qualifier dédaigneusement de « sèches investigations méthodologiques » (II, 176).

Point de vue, donc, nécessairement partiel, partial. Fécond, cependant : encore une fois, je renonce à en énumérer les aperçus ingénieux ; l'analyse de Jaeger aboutit à souligner le caractère profondément religieux de la pensée platonicienne : pensée « extatique » où c'est Dieu, et non plus l'homme, qui devient la mesure de toutes choses (*Lois*, 716 b : ici II, 287 ; III, 241). De façon un peu paradoxale, Jaeger formule son jugement en concluant que l'éducation platonicienne apparaît comme une anticipation prophétique de ce que devait devenir... le catholicisme (III, 252) ; traduisons : parti pour construire une cité, Platon aboutit à rêver d'une Église ; Plotin n'avait donc pas si tort à rêver d'une Platonopolis qui eût été une espèce de couvent¹...

Mais point de vue passionné : comme pour Ch. Picard, l'art grec, et peut-être l'art humain, trouve son apogée et sa justification dernière en Phidias ; la culture grecque, pour Jaeger, atteint avec Platon sa forme suprême. Cette décision l'amène à un véritable parti pris : son Isocrate, si richement dessiné, si fouillé soit-il, est en définitive délibérément sacrifié à Platon (III, 69, 148).

On hésitera à ratifier toujours ce jugement. Dire que Platon est « le vrai philosophe de la *paideia* » (II, xi) revient, au fond, à dire que, pour Jaeger, le message platonicien est celui-là même que la culture moderne a surtout besoin d'écouter. Mais je ne sais pas s'il ne se laisse pas trop séduire par l'évidente puissance de cette haute pensée. Je crois possible d'envisager le devenir de la *paideia* antique sous un autre éclairage. Il faut revenir ici sur le fait que la place démesurée accordée par notre auteur à Platon a fait éclater le plan qu'il se proposait d'abord de suivre : Jaeger nous annonce sans doute un volume ultérieur sur les destinées de la culture à l'époque hellénistique², mais, à voir comment déjà il dénonce chez Aristote « un

1. Cf. É. BRÉHIER, *Introduction à son édition des Ennéades de Plotin*, p. XIII.

2. Il voudrait même aller plus loin et poursuivre jusqu'à l'époque chrétienne (n'oublions pas que W. Jaeger avait assumé la direction de l'édition critique de saint Grégoire de Nysse), mais il n'ose trop préciser sa promesse : ce grand travailleur atteint et mesure les limites de la vie humaine ; il jette dans une note (II, 414, n. 39 b) l'esquisse d'une *Théologie de Platon*, d'une suite à sa *Théologie des philosophes grecs archaïques* (*Gifford Lectures de St. Andrews*, 1936, actuellement sous presse), suite qu'il n'est pas sûr de pouvoir donner un jour.

remarquable déclin d'intensité » dans la conception de la *paideia*, je ne suis pas sûr qu'il soit en mesure de lui rendre pleine justice et d'y voir autre chose qu'une lente décadence.

Alors qu'au contraire je situerais volontiers à l'époque hellénistique (prolongée jusqu'à la fin du Haut-Empire romain : je crois à l'unité de l'*hellenistisch-römische Kultur*) l'akmé de la *paideia* antique, l'apogée de l'art de modeler la forme intérieure de la personnalité humaine. Par contre-coup, j'en viendrais à revaloriser, vis-à-vis de Platon, le rôle historique d'Isocrate, le grand initiateur au point de vue des institutions pédagogiques, le fondateur de la grande tradition de l'école antique. Car, historiquement, Platon est un vaincu ; ce n'est pas lui qui a été suivi par les générations d'après ; disons que l'ambition si haute et si pure qui l'animait l'a empêché de voir les limites de la nature humaine, de répondre aux aspirations réelles de l'humanité de son temps. Philosophiquement, et je dirai même humaine-ment, Isocrate ne peut être mis en parallèle avec Platon, qui le dépasse de cent coudées. Historiquement, sociologiquement, son rôle a été bien autrement considérable. Platon avait trop attendu de l'homme : son rêve quasi messianique d'un philosophe-roi est demeuré sans réalisation. Isocrate, plus terre à terre, a couru au plus pressé : faire des hommes, *hic et nunc*, et il a jeté les bases d'une pédagogie dont toute une civilisation, la civilisation antique, dont toute une tradition, la tradition classique, ont vécu, dont nous vivons encore.

Sans doute est-ce là aussi un point de vue, tout aussi passionné et partiel que celui de W. Jaeger. Je ne suis pas sûr d'être en mesure de jamais le défendre avec autant de puissance persuasive et de fécondité que W. Jaeger l'a fait pour le sien.

H.-I. MARROU.

Professeur à la Sorbonne.

LES ÉTRANGERS EN MOSCOVIE

AU TEMPS D'IVAN LE TERRIBLE ET DE GODUNOV

D'APRÈS S. PLATONOV¹

Certain chevalier Poppel, ayant fait un premier voyage à Moscou, y était revenu comme agent de l'empereur Frédéric III et se vantait auprès d'Ivan III que l'on ne sût rien de la Moscovie en Allemagne que par lui (1490). Or, Moscou était depuis des années habitée ou visitée par de nombreux étrangers : des Lithuaniens et des Polonais, des Allemands, des Italiens et des Grecs.

Le mariage d'Ivan III avec Sophie Paléologue (1472), nièce de l'empereur byzantin réfugiée à la cour de Rome, avait fondé sur des bases solides la colonie étrangère de Moscou. Les Italiens y dominaient : une pléiade d'artistes construisaient les palais en pierre du Kremlin ; Aristote Fioravanti, architecte de la cathédrale de l'Assomption, frappait les monnaies d'Ivan III et dirigeait la fabrication des armes. Ces Italiens et ces Grecs avaient gagné Moscou soit par la Baltique et la Livonie, comme l'impératrice Sophie, soit par la Pologne et Smolensk, toujours en traversant l'Allemagne.

Le Vénitien Contarini, qui se reposa quelque temps dans la capitale d'Ivan III au retour d'une périlleuse ambassade en Perse, note qu'« il se rassemble pendant l'hiver à Moscou une foule de marchands venus d'Allemagne et de Pologne pour acheter des fourrures de toute sorte » (1476).

Il est bien regrettable que M. Platonov ne nous dise rien autre sur les relations entre Moscovites et Allemands jusqu'en 1547, plus regrettable encore qu'il ne mentionne guère, pour tout le ^{xvi}^e siècle, l'État polono-lithuanien qu'à propos des guerres.

LE BLOCUS DES FRONTIÈRES

Des vantardises du chevalier Poppel en 1490, M. Platonov passe à la mission de Hans Schlitte en 1547 et au blocus des frontières russes. Rappelons

1. *Moskva i Zapad*. Berlin, Obelisk, 1926, in-8°, 155 p. — Dans ce petit ouvrage, écrit d'une plume alerte, M. Platonov n'a d'autre prétention que d'exposer les principaux aspects des rapports entre *Moscou et l'Occident* aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, ou plus précisément entre Ivan le Terrible et Pierre le Grand. Nous présentons ici au lecteur français une adaptation des premiers chapitres. Ils comportent quelques indications bibliographiques ; nous avons cru devoir les reproduire.

que les rivages de l'océan Arctique demeuraient inconnus aux navigateurs européens et que le commerce russe de la Baltique se faisait à peu près exclusivement par des ports étrangers. La république de Novgorod possédait, à vrai dire, les bouches de la Néva, menacées de trop près par les Suédois de Finlande, et les côtes de l'Ingrie jusqu'à Narva, qui bornait la frontière des possessions de l'ordre Teutonique. Aucune vie maritime ne s'était développée sur les rivages russes de la Baltique et Novgorod demeurait tributaire des ports de Revel, de Pernau, de Riga, affiliés à la Hanse.

Ivan III, qui détruisit en 1478 les libertés de Novgorod et dressa face à la place forte teutonique de Narva la citadelle d'Ivangorod, ne remédia nullement à cette dépendance économique. Bien plus, les vieilles haines entre Allemands et Novgorodiens allaient s'exaspérant et, à la suite de troubles sanglants, Ivan III abolit en 1494 les privilèges trois fois séculaires de la Hanse, et le comptoir de Novgorod resta fermé pendant vingt ans¹.

Cependant, les grands princes de Moscou, ayant rassemblé la terre russe par la réunion des apanages, ressentaient de plus en plus fortement le manque d'hommes instruits, d'artistes et de techniciens, pour tenir leur rang de souverains et pour lutter contre leurs puissants ennemis polono-lithuaniens et tatars.

De là la mission de Hans Schlitte (1547). Ce Saxon avait vécu à Moscou pendant la jeunesse d'Ivan le Terrible, faisant du commerce et apprenant la langue russe. Le gouvernement moscovite, qui employait volontiers des étrangers pour ses relations avec l'Occident, le chargea de recruter des gens instruits de toute sorte et le munit d'une lettre où Ivan IV demandait à Charles-Quint d'autoriser leur départ pour Moscou.

L'Empereur venait de remporter sur les princes protestants l'éclatante victoire de Muhlberg et se trouvait alors à Augsbourg (1548). Schlitte craignait d'être éconduit, d'autant plus qu'il était originaire de Gosslar, ville protestante. Il eut recours à une habile manœuvre. Il se prétendit chargé d'une mission diplomatique et proposa, au nom d'Ivan, d'ouvrir des négociations au sujet de l'union des Églises. Charles-Quint, vainqueur des hérétiques, fut séduit par l'idée de triompher du Schisme et permit à Schlitte d'enrôler les personnes qui lui étaient nécessaires, sous condition que nulle d'entre elles ne passerait chez les Turcs, les Tatars ou autres infidèles.

L'agent moscovite engagea, d'après un document contemporain, des intellectuels (médecins, « docteurs, magisters et autres savants ») et nous rapprocherons de ce groupe papetiers et imprimeurs; des artistes (orfèvres et lapidaires); des techniciens (puisatiers et architectes, mineurs et fondeurs) propres à des travaux civils et militaires. Au total, 123 personnes. Toutes étaient réunies à Lübeck, prêtes à s'embarquer, lorsque Schlitte fut

1. Nous tirons ces précisions de l'excellente étude d'Inna LUBIMENKO, *Les relations commerciales et politiques de l'Angleterre avec la Russie avant Pierre le Grand*, p. 1-6 (Bibl. de l'École des Hautes-Études, 261^e fasc., 1933).

jeté en prison, sous prétexte d'une dette à la ville de Lübeck, et les savants et artisans qu'il avait enrôlés pour la Moscovie se dispersèrent.

Simple prétexte que cette affaire de dette. En réalité, la mission de Schlitte avait retenti jusqu'en Livonie et les membres du Conseil de Revel avaient écrit à Lübeck, capitale de la Ligue hanséatique, en demandant de ne point laisser partir Schlitte et ses gens. Ils évoquaient les malheurs qui menaceraient la Livonie et même toute la nation allemande le jour où les Moscovites se seraient assimilés l'art militaire et, d'une manière générale, les techniques de l'Occident.

Schlitte s'évada et renouvela ses intrigues en Allemagne et à Rome, en jouant toujours de l'union des Églises. Les ambassadeurs polonais envoyés en 1553 auprès de l'Empereur et du pape assurèrent que les Moscovites demeuraient irréconciliables envers Rome et la catholicité, et soulignèrent, comme les bourgeois de Revel, les dangers que représentait la puissance d'Ivan IV.

Ainsi se trouvait posé devant l'Europe le problème du « péril russe ». Les villes hanséatiques et livoniennes interdirent le passage aux personnes qui pourraient civiliser la Moscovie et interceptèrent les envois d'armes et de marchandises présentant quelque caractère militaire. Ivan le Terrible protesta contre ce blocus, il menaça même la Livonie de guerre dès 1551, mais sept années s'écoulèrent encore avant l'ouverture des hostilités, sept années au cours desquelles devait s'amorcer une véritable révolution dans les relations maritimes.

A vrai dire, le blocus livonien et polonais ne suffit jamais à isoler la Moscovie. Restaient les royaumes scandinaves. M. Platonov nous donne, à ce propos, des précisions intéressantes sur les progrès de l'art militaire en Moscovie. En 1535, les Lithuaniens assiégeaient Starodub, en Sévérie, où les Russes venaient de construire une forteresse. Ils s'en emparèrent au moyen « d'une sape souterraine », car les Moscovites ne connaissaient pas cette ruse. Mais déjà, en 1552, lors de la prise de Kazan, un « Allemand » pratiquait l'art des mines, assisté d'élèves moscovites. Les Russes employaient le terme d'Allemand dans un sens très extensif, et ce maître dans l'art des sapes s'appelait Rasmussen, nom danois. En 1553, Ivan le Terrible demandait à Christian III de Danemark de laisser partir pour la Moscovie un certain Arnd « avec les hommes du tsar ».

LA ROUTE MARITIME DU NORD

C'est en cette même année 1553 qu'un événement inattendu vint transformer la situation. Les Russes, établis depuis des siècles sur les rivages de l'Océan Glacial, n'ignoraient pas la route du cap Nord. Quatre fois, entre 1496 et 1507, des ambassadeurs moscovites l'avaient empruntée sur de petits bateaux que l'on traîna d'un golfe à l'autre à travers certains isthmes étroits, plutôt que de s'aventurer en pleine mer. Ces diplomates débarquèrent

à Trondhjem ou à Bergen, d'où ils gagnèrent les détroits par voie de terre et, enfin, Copenhague¹. Encore ces expéditions périlleuses ne semblent-elles pas s'être renouvelées par la suite.

L'initiative passa aux Anglais, gagnés, comme les autres peuples de l'Occident, par la fièvre des découvertes. Trois vaisseaux furent envoyés à la recherche d'une route maritime vers la Chine et l'Inde par les mers du Nord. Deux navires se perdirent avec tout leur équipage sur des rivages glacés, mais l'*Edward Bonaventura* aborda le 24 août 1553, auprès du monastère de Saint-Nicolas, en Carélie, dans une île des bouches de la Dvina. Son capitaine, Richard Chancellor, se présenta au village russe le plus proche, à Kholmogory. Ivan IV, informé de sa présence, l'appela à Moscou et le reçut magnifiquement.

Dans les années suivantes, les Anglais renouvelèrent leurs tentatives en direction de l'Orient et organisèrent en même temps l'exploitation du marché moscovite. A la recherche du passage maritime du Nord-Est, Stephen Borough atteint en 1556 l'île de Vaigatch et la Nouvelle-Zemble². D'autre part, Ivan le Terrible avait récemment conquis les royaumes tatars de Kazan (1552) et d'Astrakhan (1554); Anthony Jenkinson résolut d'utiliser la route de la Volga et de la Caspienne. Dans un premier voyage plein d'aventures, il atteint Boukhara, mais les brigandages de nomades et la guerre le contraignent à renoncer à son but dernier : la Chine (1557-1559). Dès 1561, il repartait à Moscou, retour d'Angleterre, et, avec l'autorisation du tsar, se rend en Perse, où il négocie avec le schah.

Dans le même temps, la *Moscovy Company* reconnaissait les routes de la Russie du Nord jusqu'à la Baltique, jusqu'à Moscou et aux abords de l'Oural, et établissait ses factoreries aux points les plus favorables. Les Anglais construisirent un port, des magasins pour les marchandises et des habitations à l'endroit même où avait débarqué Chancellor, auprès du monastère de Saint-Nicolas, et ils appelèrent cette île *Rose Island*, parce qu'elle se couvrait au printemps de roses sauvages. Rose Island demeura leur principal établissement maritime jusqu'à la fondation d'Arkhangelsk.

A l'ouest de la Dvina, ils atteignirent les îles Solovki, les lacs Onega et Ladoga, et Novgorod. Droit au sud, la Dvina ouvrait la route de Vologda et de Moscou. Vologda leur parut excellemment située sur le fleuve; ils y construisirent une factorerie « grande comme un château », selon l'expression d'un contemporain. A Moscou même, dans Kitai Gorod, la *Moscovy Company* fonda un établissement près de l'église de Maxime le Confesseur. Trente Anglais, hommes, femmes et enfants, y périrent dans les flammes lors de l'invasion des Tatars (1570). Enfin, à l'est de la Dvina, ils s'avancèrent par la mer et par les fleuves jusqu'à la Petchora et fréquentèrent

1. LUBIMENKO, *op. cit.*, p. 9-10.

2. Nous écrivons Borough comme la *National Biography*. On écrit aussi Burrough et Bor-row. Le détroit entre l'île Vaigatch et la Nouvelle-Zemble porte le nom de ce navigateur.

particulièrement Lampojnia, sur la Mézen, où se tenait deux fois l'an la foire la plus considérable du Nord.

La *Moscovy Company* fonda même des établissements industriels : dès 1557, à Kholmogory, des maîtres venus de Londres montèrent une manufacture de cordages pour les besoins de la marine anglaise ; peu après, la Compagnie construisit sur la rivière Vytchegda une forge pour l'utilisation des minerais de fer locaux.

La Compagnie anglaise reçut d'Ivan le Terrible toute une série de privilèges. Les plus avantageux furent obtenus pour elle, en 1567, par l'explorateur Jenkinson et, en 1569, par l'ambassadeur Randolph. Ils interdisaient aux autres étrangers les ports des rivages septentrionaux de la Moscovie. Selon les habitudes de cette époque, les Anglais prétendaient se réserver cette route du Nord qu'ils avaient découverte.

Déjà les Hollandais s'y étaient lancés à leur suite, mais, moins heureux que leurs devanciers, ils ne découvrirent pas tout de suite la meilleure voie de pénétration, celle de la Dvina. C'est à Kola, sur la côte mourmane, qu'ils apparurent en 1565. En 1566-1567, Van Salingen et de Meier, partis de Kola sans autorisation du tsar, pénétrèrent clandestinement à Moscou, puis à Novgorod et rapportent dans leur patrie de précieux renseignements. Salingen devait passer plus de trente ans à reconnaître le nord de la Russie ; il dressa une carte de la Scandinavie, de la Laponie et de la Finlande. Il parlait le russe, rédigea des rapports pour les Hollandais et les Danois et fut même employé comme ambassadeur par le roi de Danemark.

Vers le même temps que Salingen, sur un des premiers vaisseaux hollandais, était arrivé à Kola un jeune homme originaire de Bruxelles, Olivier Brunel. On l'envoya à Kholmogory apprendre le russe. A la suite de quelque dénonciation, il fut arrêté, conduit à l'intérieur du pays et jeté dans la prison de Iaroslav. C'était alors la coutume que de livrer moyennant caution les prisonniers de guerre à des particuliers qui les faisaient travailler. Brunel fut traité en prisonnier de guerre. Dans son malheur, il eut la chance d'être engagé par les Stroganov, les pionniers de la colonisation russe vers le Nord-Est. Ces grands hommes d'affaires envoyèrent maintes fois Brunel vendre leurs pelleteries à Anvers et à Paris. Plus tard, ils l'expédièrent deux fois en Sibérie par mer, des bouches de la Petchora aux bouches de l'Ob'. Enhardi par ces voyages, Brunel alla, au nom des Stroganov, commander deux vaisseaux à des armateurs hollandais (1581) et se lança à son tour sur l'Océan Arctique (1584), espérant atteindre la Chine. Les glaces l'arrêtèrent. Il quitta peu après les Stroganov et passa au service du Danemark.

Entre temps, Brunel avait rendu à ses compatriotes un précieux service. C'est, assure-t-on, sur ses indications que les Hollandais trouvèrent la route de la Dvina. Un premier vaisseau aborda au monastère de Saint-Nicolas en 1577 ou 1578, conduit par Jean Van de Valle. Cependant, les Hollandais ne s'installèrent pas à *Rose Island* à côté des Anglais ; ils établirent d'abord

leur port 15 verstes plus au nord, à Poudojem, pour le transférer bientôt un peu en aval encore, au monastère de Saint-Michel-Archange (1582), où bientôt le gouvernement moscovite fit construire la forteresse d'Arkangelsk, avec des entrepôts pour les marchandises (1584).

Jean Van de Valle, surnommé à Moscou Barbe-Blanche, avait gagné la bienveillance d'Ivan le Terrible par de riches présents. Les Hollandais s'établirent bientôt à Moscou et dans les principaux centres commerciaux à côté des Anglais.

Le privilège de la *Moscovy Company* ne fut donc jamais strictement respecté, puisque les Hollandais avaient déjà atteint Kola lorsqu'il lui fut accordé. Ivan le Terrible le révoqua, d'ailleurs, dès 1570, mécontent de n'avoir pu obtenir l'alliance d'Élisabeth¹. Les négociations commerciales reprirent bientôt et se prolongèrent jusque sous le règne de Fédor Ivanovič. Les Anglais faisaient valoir « qu'ils étaient arrivés les premiers par la route de mer, au prix de grandes pertes et de grandes souffrances », que dans tous les pays ceux qui frayent la route et qui trouvent les ports sont tenus en grand honneur. Les Moscovites répondaient : « Cette route de Dieu, la mer Océane, comment pourrait-on la restreindre et la fermer² ? » ; les Anglais ont réalisé de grands profits dans le commerce avec la Russie et ils n'ont jamais été les seuls étrangers à fréquenter le pays, car, dans les années où ils étaient seuls à aborder dans les bouches de la Dvina du Nord, les autres utilisaient la Baltique. C'est seulement au moment où les Moscovites perdirent Narva (1581) qu'ils invitèrent les étrangers à fréquenter la Dvina et qu'ils créèrent la ville d'Arkangelsk (1584).

En 1586, le tsar Fédor, sur les conseils de son beau-frère Boris Godunov, accordait à la *Moscovy Company* une charte qui devait demeurer en vigueur pendant plus d'un demi-siècle : les Anglais étaient récompensés de leur rôle de pionniers par l'exemption de tout impôt, mais tous les étrangers pouvaient librement utiliser la route des mers du Nord.

LA GUERRE DE LIVONIE (1558-1581)

L'établissement de relations directes avec l'Angleterre et la Hollande par les mers arctiques était survenu comme à point nommé, dans les années mêmes où l'État moscovite avait grand besoin d'armes et de techniciens pour mener la guerre de Livonie.

Puisque l'ordre Teutonique organisait, comme nous l'avons vu à propos de Hans Schlitte, le blocus de la Moscovie, Ivan le Terrible n'avait plus qu'à rompre le blocus par les armes. La Livonie semblait incapable d'une résistance sérieuse ; les chevaliers teutoniques y continuaient leurs vieilles querelles avec l'archevêque de Riga, et le luthéranisme désagrégeait leur orga-

1. LUBIMENKO, *op. cit.*, p. 48.

2. Lettre du tsar Fédor à Élisabeth.

nisation, comme il avait déjà ruiné leur province de Prusse. Mais le tsar ne prévoyait pas toutes les complications qui allaient surgir de la part de la Pologne, de la Suède et même du Danemark.

Au début de l'année 1558, Ivan le Terrible lança ses armées sur la Livonie. Il conquiert la ville de Narva et s'empara d'une foule de prisonniers qui furent emmenés à l'intérieur de la Moscovie. Ces deux faits eurent des conséquences importantes au sujet des rapports entre Moscou et l'Occident, car la Moscovie posséda ainsi jusqu'en 1581 un bon port sur la Baltique, tandis que les captifs venaient grossir considérablement le nombre des étrangers établis en Russie.

En mai 1558, les Russes franchissaient la rivière et enlevaient la place de Narva. Cette ville fut l'enfant chéri d'Ivan. Tandis que ses armées apportaient partout ailleurs la dévastation, il fit réparer les bâtiments qui avaient souffert de l'incendie et de l'assaut, jeter un pont entre Ivangorod et Narva. Pour éviter la famine, les paysans des alentours reçurent des grains, des chevaux, du bétail. Les habitants de Narva furent autorisés à demeurer dans leur ville; ceux qui avaient été faits prisonniers pendant l'assaut furent libérés. Le tsar ouvrait tout grand à Narva le commerce de la Moscovie et garantissait aux navires de toutes nations pleine sécurité et pleine liberté de trafic. Il confiait à Narva le rôle, jadis assumé par Novgorod, de porte de la Russie sur le monde de la Baltique.

Mais l'invasion moscovite fut bientôt arrêtée par le grand maître Kettler, qui fit appel à Sigismond-Auguste de Pologne, tandis que l'Esthonie appelait les Suédois et que les Danois s'installaient dans l'île d'Æsel. Les Moscovites ne purent se rendre maîtres que d'une partie des rivages esthoniens du golfe de Finlande; la marine de Revel s'employa de son mieux à couper le commerce de Narva.

Nous voyons dans le port baltique de la Moscovie les mêmes pavillons que dans les mers arctiques : Anglais non affiliés à la *Moscovy Company*, Hollandais. Il s'y presse surtout les navires de Lübeck et des villes occidentales de la Hanse, toujours indifférentes au « péril russe », et même des vaisseaux suédois et finlandais, car Éric de Suède, qui sur terre soutenait Revel dans sa lutte contre Moscou, fermait les yeux sur ce trafic. Pour se rendre à Narva ou pour ressortir du golfe de Finlande, tous ces navires marchands devaient éviter soigneusement la marine de Revel, qui leur donnait la course. Moscou eut aussi ses corsaires pour protéger la route de Narva. Ils étaient commandés par l'Allemand Carsten Rode.

Malgré tous les périls, Narva était devenu un port très actif, mais, à la faveur de la vigoureuse campagne qui conduisit Batory et ses Polonais jusque sous Pskov, les Suédois s'emparèrent de Narva (1581) et même de l'Ingrie et des bouches de la Néva. Ivan le Terrible ne conservait rien de ses conquêtes; il perdait même les médiocres rivages que la Russie avait jusqu'alors possédés dans le fond du golfe de Finlande. Les navigateurs étrangers furent invités à fréquenter désormais Arkhangelsk.

La guerre de Livonie avait fait affluer en Moscovie une foule de prisonniers de guerre ou de déportés. Le nombre de ces nouveaux venus était considérable, car Ivan le Terrible procéda parfois à des déportations en masse. Ainsi, en 1565, il fit transporter tous les Allemands de Dorpat à l'intérieur de la Moscovie, à Vladimir, à Kostroma, à Nijnii-Novgorod, à Ugliç, parce que, disait-il, certains des leurs avaient rejoint le grand maître de Livonie pour lui demander de marcher sur leur ville avec une forte armée.

Le sort des prisonniers de guerre dépendait de leur condition sociale. Les plus humbles étaient attribués aux guerriers qui les avaient capturés : ceux-ci pouvaient les revendre sur place ou bien en faire leurs serfs. Cette catégorie, nous dit M. Platonov, fut composée en très grande majorité par une populace allogène, finnoise ou lette, qui convenait aux gros travaux de force.

Les soldats de condition plus relevée et les nobles devenaient serfs de l'État, et l'historien russe nous dépeint leur sort sous un jour favorable. Les serfs de l'État furent dispersés dans tout le pays, notamment dans les provinces orientales, où ils formèrent des garnisons dans les villes. D'après un document allemand composé pour l'Empereur peu après 1560, le tsar traite avec bienveillance les prisonniers allemands de Livonie ; 9.000 d'entre eux ont été répartis en diverses villes et non réduits au servage comme il en courait le bruit. Un document russe de la même époque nous montre à Laichev, petite forteresse sur la Kama qui protégeait Kazan à l'est, 150 prisonniers de guerre transformés en *posadnik*, en bourgeois, et dotés de lots importants de bonne terre labourable. Cette bonne terre retint dans les forteresses de la Volga des garnisons d'Allemands et de Lithuaniens, même après la fin de la guerre de Livonie (1582).

Quant aux nobles, ils trouvaient à Moscou un sort meilleur. Faits prisonniers sur le champ de bataille, Johann Taube et Elert Kruse, conseillers de l'évêché de Dorpat, passèrent au service d'Ivan pour l'aider à s'emparer de la Livonie. Le tsar les employa à des négociations avec les autorités livoniennes et le Danemark, puis leur confia des commandements militaires. Ils échouèrent devant Dorpat et, craignant de tomber en disgrâce, passèrent en Lithuanie rejoindre l'hetman Chodkiewicz, auquel ils remirent un mémoire fameux sur « la tyrannie inouïe » d'Ivan. Or, eux-mêmes l'avaient servi pendant six ans (1566-1572), au plus fort du régime de l'*opriçnina*, sans en avoir nullement pâti. Les deux transfuges avaient reçu du tsar des maisons et de vastes terres. Deux autres nobles de Dorpat, Adrien Kalb et Gaspard Von Eberfeld, passaient en Allemagne pour jouir des faveurs d'Ivan, qui, disait-on, appelait toujours Eberfeld à la *duma* des *bojars*. Et l'on pourrait encore, ajoute M. Platonov, citer beaucoup d'autres Livoniens qui entrèrent au service du gouvernement moscovite et ne souffrirent pendant leur captivité ni du besoin ni de mauvais traitements.

Les Russes virent donc parmi eux, sous le règne du Terrible, des étran-

gers plus nombreux que jamais : marchands anglais et hollandais, colonies entières d'Allemands de Livonie avec leurs pasteurs.

IVAN LE TERRIBLE ET LES ÉTRANGERS

Les étrangers pouvaient s'établir où bon leur semblait dans la ville de Moscou, mais une *sloboda*, c'est-à-dire un faubourg, leur était particulièrement réservée. M. Platonov note incidemment : « Une fois seulement, dans les dernières années de sa vie, Ivan le Terrible s'emporta contre les Allemands de la *sloboda* et y fit un cruel massacre, après quoi, cependant, la *sloboda* se restaura et reprit sa vie comme avant¹. » Par contre, l'historien russe insiste sur les manières familières d'Ivan le Terrible avec les étrangers et sur son esprit de tolérance religieuse.

Pour bien apprécier les anecdotes qu'il nous rapporte au sujet du tsar et de divers Anglais, il faudrait d'abord évoquer la pompe des audiences moscovites, le cérémonial minutieux emprunté à la cour de Byzance. Au légat du pape, Ivan manifestait son mépris en se lavant fréquemment les mains dans un bassin en or. Et la canne du tsar se levait parfois sur la tête de quelque *bojar* pour l'abattre mort devant son maître.

Plusieurs agents de la compagnie ou du gouvernement anglais bénéficiaient des meilleures grâces d'Ivan. En janvier 1558, il rencontre Jenkinson, le reconnaît sous le manteau russe dont il était couvert et lui fait en personne une invitation à dîner. Un an et demi plus tard, l'explorateur, revenant de Boukhara, se trouve de nouveau à la table du tsar, qui lui fait raconter ce qu'il a vu.

L'ambassadeur Sir Thomas Randolph rapporte que, peu après l'avoir reçu en audience publique (février 1569), Ivan le fit convoquer par un *bojar* à une entrevue secrète. Le soir venu, Randolph fut conduit dans un lieu écarté, où il trouva le tsar, et tous deux conversèrent librement de questions politiques et commerciales jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Après avoir traité des affaires d'État avec Sir Jerome Bowes, en 1583, le tsar vante les objets que lui a vendus le marchand hollandais Van de Valle. Retirant de son doigt un anneau, il le montre à l'ambassadeur, ainsi que l'agrafe de son bonnet, une grosse émeraude. Les « hôtes » anglais, dit-il, ne m'ont jamais apporté rien de pareil. L'ambassadeur baisa l'anneau du tsar et se répandit en compliments.

Les étrangers ont remarqué aussi avec quelle liberté Ivan abordait avec eux les questions religieuses. A Lübeck, centre du commerce avec Narva et Moscou, on racontait, vers 1560-1570, que le tsar aime à parler de religion avec ses prisonniers de Livonie, qu'il examine les différences entre l'orthodoxie et le catholicisme et songe peut-être sérieusement à l'union des Églises. On ajoutait que Von Eberfeld, ce noble de Dorpat appelé à siéger

à la *duma*, exposait librement devant Ivan les supériorités du protestantisme sur l'orthodoxie ; que Johann Wettermann, pasteur de Dorpat, fut admis à consulter la bibliothèque du tsar, remarquable pour un théologien par sa collection de manuscrits grecs. Ivan avait poussé la tolérance jusqu'à autoriser la construction d'un temple pour les captifs allemands.

On connaît aussi l'entrevue du tsar avec le Frère morave Jean Rokita. Réfugié de Bohême en Pologne avec les membres de sa secte, ce théologien se joignit à l'ambassade qui vint négocier à Moscou la trêve de 1570. Il eut avec Ivan une longue conversation « sur la foi », sans convaincre le tsar. Après quoi les deux interlocuteurs rédigèrent leur dispute. Rokita écrivit en polonais son exposé, qui parut en 1582 en traduction latine. Les paroles du tsar restèrent en manuscrit jusqu'au xix^e siècle et il est difficile de discerner si elles ont été rédigées par lui ou sur son ordre. D'après un historien moins favorable à Ivan, cette discussion publique aurait plutôt consisté en « violentes invectives » contre Rotika. « Ivan l'avait déclaré avant-coureur de l'Antéchrist et lui avait défendu de prêcher en Russie sous peine de mort¹. » M. Platonov retient le fait que Rokita eut la possibilité d'exposer sa foi, et il ajoute qu'Ivan ne se montra pas toujours aussi tolérant. Comme un pasteur comparait un jour devant lui Luther à l'apôtre saint Paul, le tsar le frappa sur la tête avec sa canne : « Va-t'en au diable avec ton Luther ! »

Pourquoi Ivan fit-il preuve d'une certaine tolérance envers les protestants ? Il leur laissa célébrer leur culte parce qu'il avait un intérêt pratique à ménager captifs livoniens et marchands. Il autorisa ou engagea des conversations sur la doctrine protestante par goût des problèmes religieux : la Réforme était pour lui une nouveauté et Ivan ne voyait pas de danger à satisfaire sa curiosité, puisque le mouvement était dirigé contre le catholicisme. Il est inutile de supposer que le tsar ait été ébranlé dans sa foi orthodoxe.

Quant à l'Église catholique, Ivan ne parut s'y intéresser que le jour où, vivement pressé par les armées polonaises et suédoises, il sollicita la médiation du pape. Le jésuite italien Antoine Possevin, envoyé comme légat par Grégoire XIII, avait ordre de travailler à l'union des Églises, mais, dès la première minute où Possevin mettait le pied sur le sol moscovite, il devenait dangereux pour Ivan d'aborder le débat sur la foi. Le commissaire (*pristav*) qui accueillit le légat à la frontière (juillet 1581) avait pour instruction de se refuser à toute conversation religieuse, en déclarant qu'il n'avait jamais appris à lire. Lors du premier séjour de Possevin à Moscou, Ivan ne l'entretint que des problèmes politiques à résoudre et le renvoya à Batory en promettant que, la paix conclue, il l'autoriserait à parler de la foi.

Possevin fit signer une trêve et, revenu à Moscou (février 1582), demanda

1. Le P. PIERLING, *La Russie et le Saint-Siège*, t. II, p. 165.

que le tsar voulût bien « l'entendre ne fût-ce qu'une fois seul à seul », selon les termes du mémoire qu'il remit aux *bojar*. Ivan ne voulait point d'un tête à tête compromettant, mais n'osa point refuser au médiateur de la paix une audience en présence de quelques témoins et de secrétaires qui en rédigerent un procès-verbal.

Tout d'abord, le tsar se refusa pour deux raisons à parler de religion : premièrement, il n'avait pas reçu pour cela « les bénédictions et l'imposition des mains » du clergé orthodoxe ; en second lieu, il craignait de troubler par une querelle théologique l'accord politique récemment conclu. « L'ambassadeur Antoine s'entêta » et insista « avec importunité », assurant qu'il ne s'élèverait point de querelle. Ivan céda, mais porta à dessein la discussion sur des bagatelles, en déclarant tout uniment : « Nous ne voulons point parler avec toi des grands problèmes de la foi, afin que tu n'aies point de chagrin. »

Pourquoi Possevin ne porte-t-il pas la barbe ? Pourquoi se prosterne-t-on jusqu'à terre devant le pape ? Pourquoi le pape porte-t-il sur sa *botte* une croix alors qu'il est indécemment de porter une chose sainte au-dessous de la ceinture ? Et, finalement, cette provocation : le pape donne l'exemple de l'orgueil et non de l'humilité, « le pape ne vit pas selon l'enseignement du Christ et la tradition des apôtres ; le pape est un loup, non un pasteur ». — « Si le pape est un loup, pourquoi parlerai-je ? », répondit le jésuite, convaincu maintenant de l'inutilité de l'entretien. — « Je te l'ai dit, répliqua Ivan avec bonhomie, si nous parlons de religion, cela n'ira pas sans paroles de discorde », et il congédia bienveillamment le légat en lui donnant sa main à baiser.

Le récit de M. Platonov ne cadre que dans les grandes lignes avec celui du P. Pierling, qui a utilisé à la fois les documents russes et les manuscrits de Possevin. Et les deux historiens aboutissent à des conclusions toutes différentes. Pour le P. Pierling, « le royal polémiste » voulait accabler le légat « par la force du raisonnement » et ne lui opposa que des objections « plus naïves l'une que l'autre¹ ». M. Platonov admire, au contraire, l'habileté du tsar, qui parvient à ne rien dire au sujet de l'union en soulevant de menus problèmes, tactique qui lui permettait en même temps de satisfaire son goût pour la plaisanterie et la raillerie.

COURANT HOSTILE AUX ÉTRANGERS

Ivan avait su obtenir par la médiation pontificale des résultats politiques avantageux sans se compromettre avec l'Église catholique aux yeux de son peuple orthodoxe. Mais la faveur qu'il témoignait en général aux étrangers soulevait un mouvement d'hostilité dans une partie de son entourage et jusque chez le peuple des provinces. On en voulait surtout à un étrange per-

1. PIERLING, *op. cit.*, t. II, p. 170.

sonnage, Eliseus Bomelius, médecin et astrologue fameux à Londres, qui s'établit à Moscou en 1570 et jouit pendant dix ans de la faveur d'Ivan. On l'appela le Tentateur universel. Bomelius s'empara, en sa qualité d'astrologue, de la confiance du tsar et lui fournissait des poisons pour se débarrasser des gêneurs. On lui attribuait la perte de nombreux *bojar*. C'est lui, pensait-on, qui donna à Ivan l'idée d'épouser Élisabeth d'Angleterre. Aussi se réjouit-on lorsqu'il fut accusé de trahison et cruellement supplicié (1580)¹.

Bomelius était si connu et si grande sa renommée qu'une chronique rédigée dans une province lointaine nous parle de lui sur un ton épique et fantastique. Ce sont, à l'en croire, les ennemis de Moscou, Allemagne et Lithuanie, qui envoyèrent chez Ivan ce Bomelius, « un Allemand, cruel magicien, nommé Élysée », qui finalement détourna le tsar de la foi. Ivan se montra terrible aux Russes et bienveillant aux étrangers. Il songeait même à se rendre en Angleterre et à s'y marier. Enfin, l'influence de Bomelius aurait été abattue par les *bojar*, qui l'auraient mis à mort.

A Moscou même, un autre chroniqueur de ce temps, le *diak* Ivan Timofeev, juge l'affaire plus sainement et avec une plus grande prudence. Il note brièvement qu'Ivan le Terrible fit périr les grands de son peuple ou les chassa dans des pays infidèles et qu'à leur place il s'éprit des étrangers : il combla certains d'entre eux de grands dons et fit de quelques-uns ses conseillers favoris. Il en était même — allusion à Bomelius — qui, au lieu d'apporter au tsar la santé, lui apportèrent le mal moral et « lui firent haïr ses sujets ». Et Timofeev s'étonne qu'un tsar « d'une telle sagesse », que ses ennemis n'avaient pu vaincre, ait succombé « par la faiblesse de sa conscience » et qu'il ait lui-même placé sa tête « dans la gueule de l'aspic ». « Hélas ! s'écrie le chroniqueur, tous ses secrets étaient dans la main des barbares », ils faisaient de lui ce qu'ils voulaient.

C'est dans le même esprit qu'au décès d'Ivan le Terrible (1584) le *diak* André Čelkalov envoyait annoncer à Sir Jerome Bowes : « Votre tsar anglais est mort. »

BORIS GODUNOV ET L'ÉTUDE DES LANGUES ÉTRANGÈRES

Dès les premières années du règne de Fédor (1584-1598), Čelkalov et les *bojar* les plus hostiles aux étrangers furent écartés des affaires par Boris Godunov, qui continua sur ce point la politique bienveillante d'Ivan le Terrible. Devenu tsar (1598-1605), Boris dinait souvent avec ses médecins étrangers et les diplomates. Il tenta de marier sa fille Xénia tour à tour au prince Gustave de Suède, qui fit à Moscou mauvaise impression, puis au

1. La *National Biography*, article *Bomelius*, indique comme date de sa mort 1574. Né en Westphalie, Bomelius avait obtenu à Cambridge le grade de docteur en médecine. Il jouit longtemps, comme astrologue, de la confiance de William Cecil, le ministre d'Élisabeth.

duc Jean de Holstein, fils du roi de Danemark, qui mourut de maladie à Moscou au bout de six semaines. Le bruit courait à l'étranger que Boris voulait fonder une université dans sa capitale ; il envoya du moins de jeunes Russes étudier à l'étranger.

La connaissance des langues occidentales était extrêmement rare chez les Moscovites¹. M. Platonov cite seulement Pisemskij et les Lykov. Fedor Pisemskij, né dans la noblesse de Galič, apparaît en 1550 à Moscou, prend part à la conquête d'Astrakhan. Les Livoniens, qui le font prisonnier en 1559, notent avec étonnement qu'il possédait le latin, le grec et le polonais, comprenait dans une certaine mesure l'allemand et le français. Comme rien n'indique qu'il ait passé sa jeunesse à l'étranger, il reste à supposer qu'il avait appris ces langues à Moscou et qu'il avait été formé en vue du service diplomatique. Il fut, en effet, envoyé plusieurs fois en ambassade en Crimée et en Pologne, à Londres en 1582, sans parler de négociations avec Possevin et avec les Suédois.

Le prince Kurbskij, dans son *Histoire de la grande principauté de Moscou*, nous parle un peu confusément d'un certain Michel Lykov. Son père, Mathieu Lykov, avait péri en 1534 dans la guerre contre les Polonais ; le jeune Michel et son frère Ivan furent recueillis à la cour de Sigismond le Vieux, qui leur fit enseigner le latin et les fit instruire en jeunes nobles. Une ambassade moscovite obtint, en 1542, de les ramener tous deux de Cracovie dans leur patrie, patrie « ingrate envers les hommes instruits et indigne d'eux », déclare Kurbskij : Michel Lykov figura au nombre des victimes d'Ivan le Terrible.

En même temps que lui périt un de ses proches parents, dont Kurbskij ne mentionne pas le nom. C'était « un jeune homme très beau ». « Envoyé pour études au delà des mers en Germanie », il avait bien appris à lire et à écrire l'allemand, visitant tout le pays.

Boris Godunov envoya cinq jeunes gens à Lübeck et quatre en Angleterre, d'après un document ; selon un témoignage contemporain, dix-huit en tout : six en Angleterre, six en Allemagne, six en France. Les uns moururent pendant leur séjour ; d'autres, répugnant aux études, s'échappèrent ; certains se fixèrent à l'étranger. Tel ce Nikifor Alfer'evic Grigoriev, qui devint pasteur anglican et fut dépossédé de sa cure en 1643 comme puritain². En vain les diplomates moscovites demandèrent-ils aux gouvernements étrangers de leur remettre ces jeunes envoyés en mission : aucun des « boursiers d'études » de Boris Godunov ne revint prendre du service en Russie.

1. Référence à la brochure du professeur V. I. SAVVA, *Quelques cas où des Russes apprirent des langues étrangères dans la seconde moitié du XVI^e siècle*. Kharkov, 1913.

2. Référence à N. V. GOLICYN, *Relations scientifiques et culturelles entre la Russie et l'Occident au début du XVI^e siècle*, dans *Ctenia v Mosk. Ob. Ist. i Drevn.*, 1898.

L'INFLUENCE INTELLECTUELLE DE L'OCCIDENT¹

Dans ces conditions, l'Occident ne pouvait exercer grande influence intellectuelle. La Moscovie du x^v^e siècle, éloignée de tout centre culturel et retardée dans son développement par la lutte contre les Tatars, s'attarde à une conception du monde encore médiévale, fondée « sur un byzantinisme incompris ou mal compris » : un exclusivisme religieux et plus tard national, une conception formelle de la religion, l'attachement à la lettre, une profonde ignorance.

Déjà, cependant, une réaction s'était produite, « surtout dans les régions les plus fréquentées par des Occidentaux, à Novgorod et à Pskov ». « Sans parler de l'hérésie peu connue des *strigolniki* », qui se manifesta dès le xiv^e siècle à Novgorod, « l'hérésie des judaisants comportait sans aucun doute des éléments occidentaux ». Cette doctrine, qui niait la Trinité, se répandit jusqu'à Moscou sous le règne d'Ivan III et obtint grand succès dans les sphères gouvernementales. Les conciles de 1490 et de 1504 la condamnèrent ; ses adeptes furent persécutés. Mais il subsista certaine disposition d'esprit à la critique, certain scepticisme envers le dogme et l'organisation ecclésiastique. Sans tomber dans l'hérésie ou l'apostasie, on était assez porté à croire seulement ce que l'on trouvait conforme à la raison et au bien des âmes.

C'est dans ces milieux que naquit le désir de connaître la production littéraire de l'Occident. Vers la fin du x^v^e siècle et le début du xvi^e siècle, on avait traduit quelques livres de religion, quelques traités scientifiques (logique et cosmographie) et des ouvrages d'astrologie. Dès le milieu du xvi^e siècle apparurent clairement les résultats de ce travail.

Deux tendances contraires se manifestent, l'une conservatrice et l'autre progressiste. Les uns inclinent vers l'Occident et, en familiarisant peu à peu la Moscovie avec la littérature européenne, préparent le triomphe final de la civilisation occidentale. Les autres s'efforcent de refréner les audaces de la libre pensée, d'en montrer la vanité : pour eux, les vieux principes ne sont pas morts, mais seulement négligés ; il faut les restaurer. A cette dernière tendance appartiennent Ivan le Terrible et son mentor spirituel, le métropolite Macaire.

C'est précisément sous le règne de ce tsar qu'un afflux d'étrangers vient poser de nouveaux problèmes devant la société moscovite. Ivan, protecteur de la vieille foi et du vieil idéal, se laissa fort entraîner aux nouveautés des « Barbares », ce qui provoqua, nous l'avons vu, un profond mouvement d'étonnement et d'indignation. Telles sont les remarques auxquelles se

1. Référence à M. N. SPERANSKIÏ, *Les mouvements d'idées dans l'ancienne Moscou*, dans l'ouvrage collectif *Moscou dans le passé et dans le présent*, 2^e partie, publié par la société *Obrazovanie*.

borne M. Platonov sur l'influence intellectuelle de l'Occident au xvi^e siècle, remarques trop brèves pour assouvir notre curiosité.

Quels sont les « éléments occidentaux » qui, colportés par les Hanséates jusqu'à leur comptoir de Novgorod, s'associèrent aux doctrines de Juifs lettrés pour jeter le trouble dans l'Église orthodoxe?

Grecs et Italiens, si nombreux à Moscou vers la fin du *Quattrocento*, y jouèrent dans l'histoire des idées un rôle moins important, sans doute, que dans le progrès des arts, mais sur lequel nous aimerions recevoir quelques indications.

Nous soulèverons, enfin, le problème des rapports avec l'État polono-lithuanien, auquel M. Platonov ne touche qu'incidemment : au xv^e siècle, le Vénitien Contarini signale à Moscou de nombreux marchands polonais; au xvi^e siècle, parmi les très rares Moscovites qui parlent une langue vivante occidentale, Pisemskij n'en possède qu'une parfaitement, le polonais, et Michel Lykov a été élevé à la cour de Cracovie. Hélène, mère d'Ivan, est la nièce du transfuge lithuanien Michel Gliński. Inversement, le prince André Kurbskij passe au service de Sigismond-Auguste (1564), pendant qu'Ivan IV doit étouffer dans le sang les complots d'un parti « polonais ». Les relations politiques sont donc très actives.

Or, l'État polono-lithuanien est à demi « russe »; la moitié des sujets de Sigismond-Auguste sont des Ruthènes orthodoxes qui, par leur dialecte, se distinguent à peine des Moscovites. Il conviendrait de rechercher dans quelle mesure ces Ruthènes, frottés de civilisation occidentale au contact des Polonais catholiques¹, ont été les intermédiaires naturels entre l'Europe et la Moscovie.

Ambroise JOBERT.

Maître de Conférences à l'Université de Grenoble.

1. Voir le remarquable travail d'Antoine MARTEL, *La langue polonaise dans les pays ruthènes, 1569-1667*. Lille, 1930.

I
Gor
titr
il é
tra
d'un
abo
de
épu
rech
bliss
léon
O
Sain
auss
et d
faisa
grap
cher
a pu
une
Depu
ne va
d'écr
tant
Bo
homr

L'A

L'HISTORIOGRAPHIE MILITAIRE OFFICIELLE

SOUS NAPOLEON I^{er}

ÉTUDE D'UNE ORIGINE MÉCONNUE DE LA LÉGENDE NAPOLEONNIENNE

La légende napoléonienne a été rattachée aux écrits de Sainte-Hélène par Gonnard, qui voulut ainsi en expliquer les origines et la source. A juste titre, nombre de critiques et d'historiens protestèrent, remarquant combien il était abusif de placer si tard la naissance d'une légende, dont les premiers traits sont fort antérieurs à ces publications, et de prétendre se contenter d'un seul courant pour rendre intelligible un ensemble si complexe et si abondant. On ne manqua pas de signaler beaucoup d'autres composantes de cette transposition légendaire. Malgré tant d'écrits, le sujet n'est pas épuisé, comme nous l'ont prouvé divers documents rencontrés au cours de recherches effectuées dans les archives du ministère de la Guerre. Ils établissent l'existence d'une historiographie officielle au temps même de Napoléon.

On aurait grand tort, en effet, de supposer que les loisirs immenses de Sainte-Hélène ont seuls incité l'Empereur à se raconter et à rédiger, lui aussi, ses Commentaires. Loin de là, parmi tous les travaux que l'on sait, et dès le début de ses hautes charges et de ses desseins ambitieux, Bonaparte faisait écrire le récit de ses exploits et se préoccupait de guider les historiographes pour servir sa gloire. C'est armé de ces travaux, du fruit des recherches de nombreux auxiliaires, du souvenir de leurs efforts, que l'exilé a pu reprendre et parfaire, à son gré, la rédaction de ses campagnes. Ce fut une conclusion et non un essai, une mise au point et non une improvisation. Depuis les lettres du général en chef de l'armée d'Italie jusqu'aux récits *ne varietur* de la campagne d'Italie fixés à Sainte-Hélène, une longue suite d'écrits a engendré la légende, transposant progressivement les faits et exaltant le personnage.

Bonaparte au pouvoir trouva l'œuvre amorcée, les documents et les hommes capables d'en assurer la continuation.

LES RELATIONS OFFICIELLES, LES PLANS ET LES TABLEAUX

L'Ancien Régime avait ses historiographes. La Révolution se contenta

de substituer à la gloire du Roi celle de la Nation, et suivit une coutume propre à conserver le souvenir des hauts faits de patriotes aussi bien qu'à en susciter d'autres, en piquant les lecteurs d'une héroïque émulation. Lazare Carnot fut très particulièrement soucieux de publier ces témoignages ; il recourut à la presse, aux placards, aux journaux, aux brochures, mais il fit plus : il remania le Dépôt de la Guerre.

Ce dépôt avait été fondé, en 1617, pour rassembler des mémoires militaires et en tirer les extraits utiles à la conduite des opérations. Au XVIII^e siècle, on y avait entrepris la rédaction de divers historiques de campagnes, ceux-ci avaient été consultés par le Comité central d'État-Major dès avril 1792. Deux ans plus tard, en août 1794, Carnot avait détaché du Dépôt de la Guerre le *Cabinet historique et topographique* afin de disposer d'un instrument plus souple, tant pour préparer et suivre les opérations que pour rassembler les matériaux d'une histoire militaire de la Révolution¹. Le général Clarke, puis le général Dupont, amis de Carnot, furent directeurs de ce cabinet ; ils rassemblèrent des documents sur les opérations, notamment sur la campagne d'Italie, et recoururent à des historiographes².

L'œuvre fut continuée sous le Second Directoire : Lacuée, puis d'Hastrel composèrent un *Journal pour servir à l'histoire de la guerre d'Italie*³. C'était une sorte d'abrégé, fondé sur les pièces officielles dont la plupart avaient été publiées dans la presse : lettres de Bonaparte, de Berthier, des commissaires aux armées, des Directeurs, etc...

Sous le Consulat, une impulsion nouvelle fut donnée à cette entreprise. Le *Dépôt de la Guerre* reçut une mission digne de ce régime réorganisateur : classement des archives, vérification de l'authenticité des pièces, rédaction d'un « journal des faits pour servir de canevas et de base à l'histoire » (en somme, ce que Lacuée et d'Hastrel avaient fait pour la campagne d'Italie),

1. Le *Cabinet historique et topographique* devait, notamment, rassembler des matériaux pour écrire l'histoire de la guerre et des traits héroïques (CARNOT, *Réponse à Bailleul*, p. 225). L'état des archives montre bien qu'il s'agit de conservation et non encore de rédaction.

2. Le terme d'historiographe était officiellement usité : « Vous m'aviez nommé historiographe militaire », écrit un officier à Carnot, le 22 mars 1801. (Archives de M. le Colonel Carnot.) Voir aussi « Musée de la Géographie » (Bibliothèque nationale, nouvelles acquisitions françaises, n° 9611).

3. Avec ce journal commence le travail de rédaction. *Mémoires historiques*, n° 417 (Archives historiques de la Guerre. Nous donnerons les références à cette série en abrégéant : *Mém. hist.*).

Lacuée de Cessac était un officier du génie ami de Carnot. Il avait rédigé les articles militaires de l'Encyclopédie. Conseiller d'État, il remplaça Carnot du 16 floréal au 2 prairial an VIII, il devint directeur de l'Administration de la Guerre en 1810 (lettre à Garrau, 8 novembre 1795. Archives de M. le Colonel Carnot. Dossier Lacuée de Cessac, Archives administratives de la Guerre).

D'Hastrel appartient au Cabinet historique et topographique de mai 1797 à octobre 1798, il fut adjoint au directeur du Dépôt de la Guerre, de mars 1800 à juillet 1801. C'était un protégé de Clarke et de Carnot (dossier d'Hastrel, Arch. adm. de la Guerre). Les notices administratives des généraux sont résumées dans le précieux dictionnaire de G. Six.

et comblement des « lacunes qui existent dans l'histoire militaire écrite¹ ». On entend bien qu'il s'agit de toute l'histoire militaire, celle de l'Ancien Régime comme celle de la Révolution. En fait, sous Bonaparte et sous Berthier, les campagnes du nouveau César retinrent seules l'attention et l'on se consacra à l'histoire de la campagne d'Italie. L'œuvre fut menée principalement par Pascal Vallongue², officier du génie comme Carnot. Dans le même temps, un autre officier du génie, Allent³, consignait les règles qui devaient présider à l'établissement des « mémoires militaires », insistant sur l'exactitude de l'information, sur la clarté et sur la précision des exposés et sur la nécessité d'adjoindre au récit des plans et des croquis, sinon de véritables tableaux d'histoire, selon une tradition qui avait parfois engendré des chefs-d'œuvre.

N'oublions pas que le Cabinet était topographique aussi bien qu'historique, il rassemblait les cartes d'intérêt militaire, tant pour les besoins de l'état-major en campagne que pour ceux des historiographes. Un corps d'ingénieurs-géographes était voué à cette tâche. Une lettre de l'adjudant-commandant Brossier⁴, directeur du Cabinet topographique, en date du 22 septembre 1800, expose à un chef de bataillon le travail qui leur incombe. La guerre finie, les ingénieurs-géographes mettaient au net les plus intéressants des croquis de campagne, ils les complétaient et les corrigeaient sur les lieux des combats et interrogeaient, d'autre part, les témoins accessibles.

Des dessinateurs, des peintres, des géomètres civils, et même étrangers, pouvaient être adjoints à ce corps d'officiers. Le Piémontais Bagetti, aquarelliste réputé, dessinateur du roi de Sardaigne, fut attaché, comme ingénieur-géographe provisoire, à l'armée d'Italie en 1800. Il prit une part éminente à la représentation des champs de bataille et laissa, comme le précise une note de son dossier, « des monuments admirables à la gloire des armées françaises⁵ ». Par une évolution opposée, un officier français, Bacler d'Albe, se transforma en topographe, aquarelliste et peintre de batailles⁶.

Le nouveau directeur du Dépôt de la Guerre, Sanson⁷, général du génie,

1. Arch. hist. de la Guerre. Pièces diverses non cotées (émanant du général Charpentier).

2. *Pascal Vallongue*, officier du génie, était sorti du corps des Ponts et Chaussées. Il était l'obligé de Carnot (Arch. de M. le colonel Carnot). Adjoint au directeur du Dépôt de la Guerre, le 24 mai 1801, il devint directeur des Fortifications en novembre 1801 (dossier P. Vallongue, Arch. adm. de la Guerre).

3. *Allent* était un familier et collaborateur de Carnot. Il fut attaché au Cabinet topographique du Directoire, du 25 février 1796 au 10 octobre 1797 (dossier Allent, Arch. adm. de la Guerre).

4. Dossier Martinel (Arch. adm. de la Guerre).

5. Dossier Bagetti (Arch. adm. de la Guerre). Carton Bagetti (Arch. hist.).

6. *Bacler d'Albe* commanda le bureau topographique de l'armée d'Italie. Il devint le chef des ingénieurs-géographes attachés au Dépôt de la Guerre, en l'an VII, et dirigea le Cabinet topographique à partir de septembre 1804. En fait, il se consacra à peindre les batailles de l'armée d'Italie (Arch. adm. de la Guerre).

7. *Sanson* avait été professeur à Sorèze. Il dirigea le Dépôt de la Guerre en 1802, partit en

et Clarke, directeur du bureau topographique du Premier Consul, avec d'Hastrel pour adjoint, pressèrent la réalisation du grand travail topographique et historique entrepris à la gloire de la première campagne d'Italie. Sous la direction du chef de bataillon du génie Martinel¹, un lever méthodique des champs de bataille fut réalisé sur les lieux. Des enquêtes se poursuivaient en même temps et le récit des batailles était confié au chef de bataillon Schouanny². Enfin, à la même époque, Bagetti était invité à composer des aquarelles, mais son art, plus souple, était caporalisé selon une méthode fort instructive, en ce qui concerne les exigences et les procédés de la propagande.

Les sujets lui étaient dictés avec une précision toute militaire : lieu, point de vue, angle, échelle, *nombre de centimètres minimum* à réserver aux principaux personnages, emplacement des troupes, moment de l'action. Combien de fois Bagetti a-t-il protesté que de telles exigences étaient inconciliables avec la création artistique³ !

L'entreprise progressa lentement. En avril 1805, les historiographes avaient seulement achevé leur Journal et les topographes achevaient le lever des champs de bataille de Dego ; ils se proposaient d'aborder celui de Loano⁴. Or, l'Empereur, plus encore que le Premier Consul, voulait donner de la grandeur et de l'éclat à ces monuments élevés en son honneur, et les faire continuer au rythme même de ses campagnes successives. Les récits de campagnes se substituent aux récits de batailles. Sanson dut organiser une vaste enquête. Il fit adresser aux principaux acteurs de la campagne des questionnaires sur les actions, les effectifs, les lieux, en somme sur toutes les informations nécessaires pour répondre aux « intentions de l'Empereur et aux ordres du ministre de la Guerre⁵ ». Ainsi furent interrogés les anciens capitaines, chefs de brigade et généraux de l'armée de 1796. Ils étaient devenus au moins colonels, souvent généraux et dignitaires de l'Empire ; ils disposaient d'une suffisante autorité pour accréditer leur version des événements. En même temps, les collections privées furent mises à contribu-

campagne en 1805 et revint commander le Dépôt en 1809, il le quitta pour la campagne de Russie (Arch. adm. de la Guerre).

1. Martinel, sorti de l'École militaire de Turin, se mit au service de la France en 1798. Il entra dans le corps des ingénieurs-géographes en 1801. Il travailla « à la gloire du Premier Consul », comme écrit Brossier (Arch. adm. de la Guerre, dossier Martinel). Martinel fut historiographe à l'occasion (Mém. hist., n° 412).

2. Schouanny, ancien garde suisse, ancien dragon, il devint graveur avant d'être ingénieur-géographe (Arch. adm. de la Guerre, dossier Schouanny).

3. Martinel exigeait que le terrain fût représenté comme l'avait vu le général commandant au moment du combat. « Les figures, sur le devant, doivent, autant que possible, avoir 4 cm. de hauteur. S'il y a un fait principal, celles qui le représentent ne doivent pas avoir moins de 2 cm. Si même on est forcé de les réduire autant, il faut au moins les éclaircir d'une manière très saillante, pour y attirer les yeux du spectateur » (BERTHAUT, *Les ingénieurs-géographes*, t. I, p. 289, et carton Bagetti, Arch. hist. de la Guerre).

4. Dossier Martinel (Arch. adm. de la Guerre).

5. Mém. hist., n° 428 (2).

tion, comme le prouve une curieuse lettre du directeur au général Chasseloup-Laubat : il le prie de lui communiquer les mémoires et les plans que ce chef du génie de l'armée d'Italie avait eu « le bon goût de recueillir¹ ».

Sous les ordres de Sanson, les chefs de bataillon Blein² et Parigot³ s'adressaient aux moindres personnages et rédigeaient des récits historiques. Leur travail était soumis aux corrections de Pascal Vallongue. Parigot ne dédaignait pas de faire interviewer l'aubergiste de Montenotte ; il obtenait aussi, grâce aux démarches de Sanson, des entretiens plus flatteurs, par exemple du général Sérurier.

Ces travaux donnent une idée plus favorable à la conscience des rédacteurs qu'au bon ordre d'un dépôt qui aurait dû contenir la plupart des informations sollicitées. Le directeur ne dissimulait pas qu'il était « à chaque pas arrêté par le défaut de renseignements positifs sur l'emplacement des corps et sur les détails topographiques ». Il ne cachait pas non plus son peu de confiance dans l'œuvre effectuée au Dépôt sous le Consulat : « Le Journal du Dépôt... eût été plus détaillé et plus vrai si le rédacteur avait été sur les lieux et mieux informé⁴. »

Ces bureaux de rédaction font parfois songer à une salle de concours où l'on poursuivrait une compétition historico-littéraire. Il advint, en effet, que plusieurs rédacteurs traitèrent le même morceau ; ainsi on trouve deux récits de Mondovi, l'un dû à Parigot et l'autre à Blein. Celui-ci, pour des raisons qui ne sont pas formulées, mais qui se devinent à la lecture, tint le rôle le plus important. Toute la hiérarchie impériale s'intéressa à son œuvre : le colonel Pascal Vallongue, le général Sanson, le ministre de la Guerre Berthier et l'Empereur lui-même. Dès juin 1806, une tranche « au net » était soumise à Napoléon⁵.

A la même époque, l'Empereur réclamait les plans, spécialement celui du champ de bataille d'Arcole ; il y fit porter, en trois phases sur trois planches, les mouvements de troupes, définis par les documents et les enquêtes⁶.

Installé sur les lieux, Bagetti peignait ses aquarelles en s'efforçant de concilier les règles dictées par Martinel, les exigences de la vérité et celles de l'histoire.

1. Mém. hist., n° 428 (2). Lettre du 28 mars 1805. Les documents dont il s'agit sont aujourd'hui entre les mains de M. le comte de Chasseloup-Laubat, qui prépare une biographie de son aïeul.

2. Blein passa des ponts et chaussées au génie militaire. Il fut promu chef de bataillon par Carnot, il fit une brillante carrière (dossier Blein, Arch. adm. de la Guerre).

3. Parigot fut attaché au Dépôt de la Guerre en 1811, de février à octobre (dossier Parigot, Arch. adm. de la Guerre). Ses relations figurent dans les Mém. hist., n° 428 (1). Un récit des débuts de la campagne d'Italie fut écrit par un autre historiographe : Fontanille (Mém. hist., n° 412 et 413).

4. Mém. hist., n° 428 (1).

5. Mém. hist., n° 428 (1).

6. BERTHAUT, *op. cit.*, t. II, p. 26. Les plans gravés sont conservés à la Bibliothèque du ministère de la Guerre (L II, section 53).

« Après de mûres réflexions, écrit-il, par exemple, le 20 octobre 1807, je me suis décidé pour le moment où le pont d'Arcole a été forcé (*sic*) le 27 brumaire an V (*sic*). » Il sollicita l'autorisation de modifier l'angle de prise de vue, afin de mieux mettre en valeur le pont et le village. Le programme célébrait l'originalité de cette représentation : « Ce tableau de la bataille d'Arcole, tout différemment conçu que ceux qui ont été exécutés jusqu'à présent sur le même sujet, aura le double avantage de réunir l'exactitude du site à la vérité historique. » Effectivement, l'impression d'ensemble est forte : dans un site largement traité, les troupes avancent, comme un vol d'oiseaux migrateurs, en deux colonnes convergentes, pour suivre Bonaparte qui brandit un drapeau. A dire vrai, les injonctions de Martinel s'excusent quand on constate à quel point Bagetti subordonnait les personnages au paysage. Dans ces conditions, le libellé du sujet, dans la légende accompagnant le tableau, devait jouer un rôle important pour faciliter l'interprétation.

L'artiste, consciencieux, mais maladroit, avait proposé un texte assez plat : « Le général en chef Bonaparte, s'élançant sur le pont un drapeau à la main, fait faire un dernier effort aux troupes du général Augereau. » L'Empereur ne le goûta pas et le fit remplacer, le 21 janvier 1808, par une phrase glorieuse et lapidaire : « L'Empereur force le passage, prend l'armée ennemie à revers et la met en pleine déroute¹. » Saisissant exemple d'un raccourci tendancieux qui substitue la légende à l'histoire.

Peu après ces retouches, un littérateur fut chargé de mettre en œuvre le travail historique effectué par les officiers, tant sur la campagne d'Italie que sur celles qui l'avaient suivie. Ce personnage, nommé Tranchant de Laverne, manquait un peu d'envergure et de notoriété ; sans doute, son obscurité même garantissait sa docilité. On peut pourtant lui supposer quelque compétence ; il venait, en effet, de publier un roman historique, *Annibal fugitif*, en 1808, et une *Histoire du feld-maréchal Souvorof liée à celle de son temps*, en 1809². Le rôle dévolu à Laverne a été défini par lui-même : « J'ai cru pouvoir hasarder de faire un titre et une introduction, n'en ayant point trouvé dans les pièces qui m'ont été remises. Je n'ai eu en cela que le but de donner plus d'ensemble et une forme historique à cet écrit. Je ne me suis permis aucune réflexion ni dissertation, je n'ai fait que des tableaux. Si j'ai parlé quelquefois des idées et des desseins de l'Empereur, c'est que l'événement les a dévoilés³. » C'est donc un simple rédacteur.

Les pièces auxquelles Laverne fait allusion sont principalement, il a pris soin de le préciser : le manuscrit d'un officier piémontais, les notes de M. Parigot, le manuscrit de M. Souteville et les ordres du jour du prince de

1. Dossier Bagetti.

2. TRANCHANT DE LAVERNE avait écrit, en 1804, un ouvrage sur *L'esprit de l'influence de la réformation de Luther* et un second sur *Le voyage d'un observateur de la Nature et de l'Homme dans les montagnes du canton de Fribourg*.

3. Mém. hist., n° 428 (2).

Neuchâtel¹. L'examen des textes oblige à remarquer qu'il oublie l'essentiel : le récit du chef de bataillon Blein. Or, il l'a suivi parfois d'assez près, jusqu'à lui emprunter des pages entières !

A ce propos, Sanson compléta ses enquêtes : il constatait que certaines des réponses obtenues en l'an XIII ne correspondaient ni à d'autres documents, ni aux ordres du jour, ni aux registres de Berthier².

Le galop d'essai, pour ainsi parler, porta sur les opérations autour de Saint-Georges et d'Arcole, pour la première campagne d'Italie, et sur Austerlitz. Napoléon examina les papiers et envoya son approbation au prince de Neuchâtel : « Cette relation me paraît bien. Me la remettre avec les planches » (4 février 1810)³.

Quelques jours plus tard, le 24 février, Berthier retournait à l'Empereur la relation de Saint-Georges « réimprimée » et accompagnée des cartes. Selon le désir impérial, tous les acteurs y portaient leurs nouveaux grades et titres : Bessière, par exemple, était commandant des guides et duc d'Istrie. Napoléon voulut des précisions plus grandes et il chargea, le 12 juin, le général Deponthon de s'adresser au général Bertrand « pour toutes les notes qu'il aurait ou qui auraient été faites sur la bataille d'Arcole et autres batailles des campagnes d'Italie et d'Allemagne⁴ ».

Laverne poursuivit son œuvre en rédigeant successivement le deuxième, puis les troisième, quatrième et cinquième volumes des *Campagnes de Napoléon*. Les trois derniers furent remis à Berthier au début d'avril 1813. A la même date, il préparait des extraits de la dernière campagne destinés au *Moniteur*. Ses préparateurs militaires continuaient de lui fournir des matériaux très élaborés.

PROPAGANDE ET LÉGENDE

Les documents conservés aux Archives historiques du ministère de la Guerre permettent d'apprécier ces travaux et de suivre la genèse de la légende par la grâce des récits et des historiographes officiels.

D'Hastrel avait tracé, à la fin de 1798 et en 1799, un schéma chrono-

1. Diverses notes, sans intérêt, émanant d'officiers piémontais, sont conservées dans les Mém. hist., n° 414. Je n'ai pas retrouvé le manuscrit de M. Souteville. Les ordres du jour de Berthier existent en plusieurs copies, somptueusement reliés ; celles-ci, rédigées à sa gloire, lui attribuaient des ordres que les originaux font émaner de Bonaparte (Arch. hist. de la Guerre, B² 126 à 129 — 130 à 155 — 156 à 179 — 170 à 185).

2. Lettre de Sanson à Berthier, 6 février 1810. Mém. hist., n° 428 (1).

3. Cette lettre a été publiée dans le *Journal des sciences militaires*, t. XXII (1831), p. 174, accompagnée de commentaires d'une surprenante inexactitude. La relation d'Austerlitz a été publiée par L. HENNET (1879).

4. L. HENNET, *op. cit.* L'un des textes des Relations des batailles de Saint-Georges, d'Arcole et d'Austerlitz porte des ratures où l'on a reconnu les écritures de Berthier et du général Bertrand (Mém. hist., n° 635 — cf. catalogue Tuetey).

gique, très dépouillé, mais assez précis¹. Le ton était celui d'une relation impersonnelle, nullement celui de mémoires; l'auteur désignait naturellement le général en chef de l'armée d'Italie sous le nom de Bonaparte. Nous avons vu plus haut l'intérêt de cette remarque apparemment oiseuse.

Tout le précis reposait sur la documentation officielle, en majeure partie publiée : lettres de Bonaparte et de Berthier, lettres du commissaire Saliceti. De ce fait, il accréditait les interprétations fournies par ces personnages et intégrait dans l'historiographie des éléments de propagande qui nourrirent la première légende. Il convient donc d'examiner brièvement ces lettres.

On admettra sans peine que le général et son chef d'état-major s'étaient préoccupés de faire connaître leurs succès et d'atténuer leurs échecs. Le fait a été remarqué depuis longtemps. On peut même justifier par la raison d'État cette méthode peu historique. En effet, selon la remarque de Decker, les Bulletins et les lettres devaient soutenir le moral des troupes — et des civils. — Dans ces conditions, il importait de voiler les échecs, de masquer les fautes par des « mots », de grossir le nombre des prisonniers, des canons et des drapeaux capturés². Prenons pour exemple les relations de la bataille d'Arcole.

La première lettre écrite sur cette bataille le fut au soir même du second jour, par le chef d'état-major Berthier. Elle était adressée à Baraguey d'Hilliers, commandant de la Lombardie; elle avait pour but principal de fournir un compte-rendu qui contiendrait les Lombards et tous les Italiens, agités depuis les derniers échecs de l'armée française³.

Le plan de manœuvre était indiqué en quelques lignes : « couper les derrières de l'ennemi » en franchissant l'Adige à Ronco. L'échec devant Arcole était estompé : « Le général en chef, prenant lui-même un de nos drapeaux, s'élança à la tête d'une de nos colonnes pour forcer la chaussée de la digue... enfin la colonne du général Guieux ayant passé décida la victoire, et à six heures du soir le village d'Arcole fut à nous. » Le résultat était exagéré : 2.800 prisonniers, 10 canons, « beaucoup » d'ennemis tués et blessés, « tout annonce des succès décisifs ».

Dès le lendemain, une nouvelle lettre avait été envoyée par Berthier à Baraguey. Elle confirmait le succès et recommandait la propagande : « Donnez la plus grande publicité à ma lettre, ... faites-en passer une copie, ainsi que de ma dernière, au général Clarke, directeur du Cabinet topographique du Directoire à Paris⁴. » Un nouveau placard bilingue fut affiché. Clarke fut aussi informé directement, à la fin de la bataille, par une lettre datée du 19 novembre⁵. Berthier insistait sur l'infériorité des effectifs — moitié des troupes

1. Mém. hist., n° 428 (1).

2. DECKER, *Der Feldzug in Italien in den Jahren 1796-1797*. Berlin, 1825, p. 159.

3. « Faites part de ma lettre à tous ceux que nos succès intéressent » (Arch. de la Guerre, B² 178).

4. Ibid.

5. Arch. de la Guerre, B² 35.

adverses — et précisait la manœuvre : « tomber à l'improviste sur les derrières du général Alvinzi ; » il signalait les difficultés du terrain — cependant choisi par Bonaparte — et il avouait l'échec initial : Bonaparte avait pris la tête de la division Augereau, il avait rappelé aux hommes qu'ils avaient naguère emporté le pont de Lodi, ensuite il avait « cru (*sic*) s'apercevoir d'un mouvement d'enthousiasme », mais « à trente pas du pont » la terreur avait été telle que les troupes lâchèrent leur général qui fut renversé dans un marais. Il notait aussi, avec une remarquable discrétion, cette singularité étonnante : Arcole, si difficilement abordé, pris grâce à un mouvement tournant, avait été évacué presque aussitôt ; on ne disait pas qui en avait donné l'ordre. Enfin, la surprise était manquée, l'ennemi avait modifié son dispositif, il avait fait face, en forces, au lieu d'être menacé sur ses derrières. Berthier indiquait sommairement les maladresses du lendemain : essai malheureux de franchissement de l'Alpone, par Bonaparte lui-même, à l'aide de moyens qui négligeaient imprudemment les effets du courant, essai tout aussi malheureux de passage à gué. Mais il exaltait la victoire du troisième jour, victoire pourtant incomplète. Le bilan était flatteur : 5.000 prisonniers, « une énorme quantité » de blessés et de tués, 4 drapeaux et 18 canons. Berthier n'avouait que 200 tués et 800 blessés français, dont un nombre inquiétant de généraux et d'aides de camp. Cette lettre était destinée à faire valoir l'armée d'Italie et son chef ; Berthier écrivait pour qu'on publiât son récit. La publication ne fut d'ailleurs pas intégrale. Le même jour, Berthier avait aussi écrit à Baraguey, indiquant 5.000 prisonniers et 3.000 tués ou blessés, mais reconnaissant qu'Alvinzi allait se rallier et craignant que Davidovitch ne se plaçât hors d'atteinte dans le Tyrol¹.

C'est aussi le 19 novembre que Bonaparte adressait sa relation au Directoire. Un exorde habile annonçait tout ensemble que Bonaparte ne pouvait « faire connaître tous les mouvements militaires » et que la bataille venait « de décider du sort de l'Italie ». Naturellement, le général en chef exposait son plan et la réalisation, il mettait en bonne place l'épisode du pont, alors que les autres relations insistaient sur le danger qu'offrait, non le pont, mais la digue d'accès, battue de flanc et présentant aux hommes la puissante tentation de s'arrêter pour se blottir derrière le remblai. « Je m'y portai moi-même, écrit-il, je demandai aux soldats s'ils étaient encore les vainqueurs de Lodi. Ma présence produisit [Berthier avait noté plus justement l'illusion de son chef : *il crut*] sur les troupes un mouvement qui me décida à tenter le passage². »

La légende en germe dans ces lettres rencontra un terrain favorable et grandit en quelques semaines. Le processus est digne d'attention, pour qui s'intéresse à la genèse et au développement des légendes. Le choc initial une fois donné, la légende s'accroît d'elle-même et se sépare de plus en plus auda-

1. Arch. de la Guerre, Bxⁿ 178.

2. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. II, n° 1196.

cieusement de la réalité que contenaient encore ses aspects initiaux. Les autorités publiques, les littérateurs et les peintres, c'est-à-dire tous ceux qui exercent une action sur l'opinion publique, entrent en lice.

Le Directoire avait reçu, coup sur coup, quatre récits : deux lettres de Berthier transmises par Baraguey, une troisième envoyée à Clarke et, enfin, la lettre de Bonaparte. Il informa le Corps législatif, Ancien et Cinq-Cents : « Citoyens législateurs, nous attendions impatiemment les dépêches officielles du général en chef Bonaparte, pour vous faire part de la victoire décisive qui vient d'être emportée... Il ne fallait pas moins que le génie de cet intrépide guerrier... ». Ainsi le Directoire rehaussait l'éclat de ces relations déjà flattées. Certains législateurs surenchérirent et trouvèrent les expressions propres aux développements légendaires. Jean de Bry, aux Cinq-Cents, intervint en termes caractéristiques, après la lecture du message : « Il est des traits particuliers de courage... dignes des plus beaux jours de la Grèce et de Rome, dignes aussi de la République française, que je ne puis me dispenser de vous faire connaître à l'instant. Les généraux Bonaparte et Augereau, voyant les troupes hésiter un instant, saisirent chacun un drapeau, le plantèrent au milieu des bataillons ennemis et la victoire fut décidée. » Il demandait « qu'il soit fait don de ces drapeaux aux généraux que j'ai nommés. C'est la plus belle récompense que vous puissiez accorder à leur courage¹ ».

Jean de Bry reprit sa proposition un peu plus tard, le fait ayant été confirmé : « le trait appartient à l'histoire ». La proposition fut agréée².

L'enthousiasme soulevé dans l'opinion pour la bataille d'Arcole, ainsi officiellement consacrée comme une victoire décisive et totale, fut immense, d'autant plus que l'inquiétude avait été vive et qu'elle faisait place à l'espoir que la campagne allait être close grâce à cette victoire : « Bonaparte est placé au rang des plus illustres conquérants³. »

La scène décrite par Jean de Bry fut alors, et plusieurs fois, racontée, puis représentée par l'image : elle frappait l'imagination et servait la gloire de la France, de l'armée d'Italie et de Bonaparte. Dès le 29 novembre, le *Corriere milanese* avait narré l'épisode⁴. Un peu plus tard, une estampe grossière

1. *Journal des Défenseurs de la Patrie*, p. 1263. Mém. hist., n° 416, fol. 15.

2. Le ministre de la Guerre informa Bonaparte et Augereau, le 31 janvier 1797, que les drapeaux leur étaient donnés « comme gage de la reconnaissance nationale » (Arch. de la Guerre, B⁹ 38). Bonaparte confia le sien à Lannes, c'était celui de la 51^e demi-brigade (*Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. III, n° 639). Ce drapeau fut perdu ensuite. Celui d'Augereau fut donné à l'État par sa veuve et placé au musée de l'Artillerie (*Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, t. LI, col. 442 et 573).

3. AULARD, *Paris sous le Directoire*, t. III, novembre 1796. M. REINHARD, *Avec Bonaparte en Italie*, p. 160.

4. Kirchheisen a émis l'hypothèse saugrenue que le « Corriere » fit naître une légende sans fondement, Bonaparte n'ayant pas pris le drapeau ni tenté de guider ses troupes (*Napoleons Feldzug in Italien*, p. 244, édition de 1913). Sulkowski, témoin oculaire, affirme le contraire (voir M. REINHARD, *op. cit.*, p. 178).

représentait Bonaparte et Augereau, côte à côte, portant leur drapeau sur le pont, traduisant ainsi littéralement le discours de Jean de Bry¹.

A cette époque fut peint le célèbre tableau de Gros. Il avait été esquisse le 30 novembre 1796. Le talent du peintre, le rare privilège qu'il avait eu d'obtenir quelques instants de pose, le caractère saisissant du portrait, tout cela rendit bientôt l'œuvre fameuse ; elle fut gravée et contribua à illustrer l'épisode et à propager cette légende que Bonaparte avait gagné la victoire sur le pont d'Arcole².

Des opuscules de propagande apparurent dès ce moment, par exemple *Bonaparte dévoilé aux yeux de la France et de l'Europe entière*. Ils signalaient la bravoure du général au pont de Lodi et au pont d'Arcole. Le rapprochement effectué entre ces ponts suggérait un égal succès militaire. Ces opuscules s'autorisaient des tableaux et des gravures : « *La peinture l'a déjà représenté* plantant un drapeau sur le pont d'Arcole et criant à ses soldats de l'aller reprendre³. » De même, *Le Héros ou les Campagnes de Bonaparte*, petit livret laudatif, mais plus fidèle, où l'épisode est raconté d'après Berthier⁴. De même, le *Recueil des plans de bataille*⁵. On trouve trace d'une traduction italienne du *Héros* sous le titre de *Fasti militari di Bonaparte*. Le goût du mélodrame lui donne une saveur originale, notamment dans le récit de la mort de Muiron, l'auteur prête à Bonaparte ces mots renouvelés de Varus : « *Alvinzi, rendi mi'il caro Muiron !* », « sublime et noble douleur d'un ami »⁶.

Ainsi s'était formée une version héroïque et simplifiée de la bataille, toute à la gloire de Bonaparte, dont le génie et la bravoure triomphaient également. Accoutumés au portrait de Gros, les Français qui virent Bonaparte, au lendemain de Campo-Formio, imaginèrent aussitôt les plis flottants du drapeau autour de son visage émacié, et la mitraille tombant en grêle, sans pouvoir fléchir la dureté du regard. C'est à peu près ce que dit Talleyrand, le 10 décembre 1797 : « Chacun croyait le voir commandant à la victoire du pont de Lodi, à Arcole, au passage du Tagliamento⁷. »

1. L'image porte une mention manuscrite : « acheté en thermidor an V » (juillet-août 1797) (Cabinet des Estampes, Histoire de France, 15 novembre 1796). D'autres estampes montrent Augereau et Bonaparte, côte à côte, sur le pont, brandissant un drapeau. Sous le Consulat et l'Empire, Napoléon sera représenté seul.

2. Ce tableau fut gravé à Milan par J. Longhi, dès 1798. Gros écrivit à sa mère que ce fut Joséphine qui eut l'idée de placer un drapeau (DELESTRE, Gros, p. 30 ; GACHOT, *Masséna*, t. I, p. 193). Parfois ce tableau fut interprété comme représentant le passage du pont de Lodi (BOUVIER, *La campagne d'Italie*, p. 532 ; DELESTRE, *op. cit.*, p. 30 ; LA VALETTE, *Mémoires*, t. I, p. 193). Cette confusion, banale dans une évolution légendaire, est d'autant plus curieuse que Bonaparte n'était pas sur le pont de Lodi.

3. J.-T. BIGNAT, *Bonaparte dévoilé aux yeux de la France et de l'Europe entière*, 1797.

4. *Le Héros ou les Campagnes de Bonaparte*, p. 67.

5. *Recueil des plans de bataille*, texte analogue à celui du *Héros*, qui fut aussi repris dans d'autres écrits.

6. *Fasti militari di Bonaparte in Francia, in Italia, in Africa, in Marengo, etc.* Milan, an IX.

7. LACOUR GAYET, *Talleyrand*, t. I, p. 263. Dans le même temps des médailles étaient

Sur les pas du général, la troupe galvanisée s'avance, renversant tout sur son passage au mépris de la mort, telle la colonne de Lodi. C'est le deuxième trait légendaire. Le passage des dépêches officielles qui avait mentionné la défaillance des troupes avait été supprimé dans toutes les publications. Les relations un peu précises qui mentionnaient l'échec devant le pont faisaient un tel tableau de la situation que l'honneur et le prestige des soldats ne pouvaient être mis en cause : ils signalaient les chaussées étroites, la puissante artillerie autrichienne, les maisons crénelées. Ils soulignaient l'infériorité numérique française. Ils donnaient parfois à penser² que le Directoire (le premier Directoire) avait laissé Bonaparte « exprès sans ressources... on voulait qu'il succombât sous le nombre des ennemis¹ ».

C'est sur ces documents et dans cette atmosphère que travailla d'Hastrel. Il accrédita une partie de la légende, sans se laisser entraîner par les écrits sans autorité ni par les tableaux ou les gravures. Il s'appuyait sur les lettres officielles. Le ton de l'écrit n'est pas celui du panégyrique, il feint l'impartialité sereine, les échecs se devinent, et même une certaine défaillance des troupes ; somme toute, le travail est honnête si l'on rappelle la nature des correspondances qui constituent sa seule source. Sans doute est-ce pour cela qu'il ne suffit plus lorsque Bonaparte fut devenu consul.

Alors intervint Pascal Vallongue.

Son *Précis des opérations de la campagne de l'an V, terminées par les préliminaires signés à Leoben*, date de floréal an X — mai 1802 — se réclame des « pièces officielles du Dépôt et des archives du gouvernement³ ».

C'était beaucoup plus que les documents dont avait usé d'Hastrel : il y ajoutait la correspondance de Garrau, commissaire du Directoire, et les historiques des divisions et des brigades. Nous allons les apprécier en prenant à nouveau le récit de la bataille d'Arcole pour exemple. Quelques pièces montreront le parti qu'il en pouvait tirer.

Ainsi la lettre du commissaire du Directoire aux armées, Garrau, adressée « à son ami Carnot », le 25 novembre 1796. L'auteur incriminait « l'affaiblissement de l'esprit public », la « frayeur » des troupes. Il les accusait de n'avoir su ni attaquer Arcole, ni le garder, ni franchir l'Alpone. Il reconnaissait que la défaite de l'ennemi n'avait pas été « entière⁴ ».

Ainsi encore la relation de Sulkowski, dont Carnot possédait une copie, or, la correspondance de Carnot, saisie au 18 fructidor, ne lui fut rendue qu'après l'établissement du Consulat⁴ ; et la lettre de Louis Bonaparte, à

frappées pour commémorer ces exploits de « Bonaparte l'Italique » (Millin et Millingen, *Histoire métallique de Napoléon*).

1. DESJARDINS, *Campagnes d'Italie ou Histoire de la Révolution*, t. IV, p. 267. Cet ouvrage, publié dès l'an VI, à Paris, réédité en 1802, a joué dans l'évolution légendaire un rôle assez important, il fut consulté par les écrivains étrangers. Il reposait, lui aussi, essentiellement sur les correspondances officielles.

2. *Mém. hist.*, n° 423.

3. Arch. de la Guerre, B⁹ 35.

4. REINHARD, *op. cit.*, p. 176.

Fleury, « employé auprès de Clarke », écrite le 4 décembre 1796¹. Tous ces documents insistaient sur la défaillance du moral des troupes.

Parmi les historiques des divisions les plus intéressants, en l'occurrence, étaient ceux de Masséna et surtout d'Augereau. Ils avaient été réunis en *Journal historique de l'armée*.

Le Journal de la division Augereau était tenu par l'adjudant général Bel-liard, qui avait joué un rôle actif au cours de ces journées². Il était précis, détaillé, et avait été rédigé peu après les événements : la relation d'Arcole avait été dressée dès le 23 novembre. La lâcheté des troupes était formellement condamnée, tant le manque de mordant au premier jour que les défaillances au second, et même la véritable panique au troisième jour. Le Journal de la division Masséna, plus bref, exaltait la bravoure des troupes de cette unité, bravoure qui sauva la situation, mais il contenait une précision d'un intérêt exceptionnel sur l'évacuation d'Arcole : elle fut effectuée « par des ordres supérieurs », c'est-à-dire sur l'ordre de Bonaparte³.

Les historiques des demi-brigades, rédigés à la fin de la campagne, s'appliquaient à présenter favorablement les actes de chaque unité : ils rela-taient les faits d'armes et exploits personnels, mais ils laissaient suffisamment filtrer la vérité pour qu'elle fût reconnaissable. Sans aborder l'en-semble des opérations, ils critiquaient volontiers le choix du terrain⁴.

Or, Pascal Vallongue ne tira aucun parti de ces documents. Son récit, au contraire, transposa le schéma tracé par d'Haastrel en un discours élogieux et pompeux : « Les Annales françaises n'offraient peut-être pas encore de campagnes plus remplies de jours mémorables que celle de l'an IV... L'ar-mée d'Italie, faible de nombre, mais forte du génie de son nouveau chef... » Tel est le ton. Il rappelle davantage celui des opuscules de propagande que le ton de l'histoire. Bonaparte est sans cesse en pleine lumière, il étonne « comme la foudre ». Si nous considérons les faits eux-mêmes, dans cette nouvelle relation, nous devons reconnaître qu'ils sont à peu près les mêmes que ceux narrés par d'Haastrel. La transposition est dans le ton, non dans le fond. Au total, l'œuvre est médiocre et brève, elle ne pouvait donner satis-faction au Premier Consul⁵. Pascal Vallongue passa la plume à Blein.

Avec Blein, il s'agit d'un travail d'une toute autre nature : une série

1. Lettre citée par GACHOT (*op. cit.*, t. I, p. 199) et publiée par GODECHOT, *Annales histo-riques de la Révolution française*, t. IX, p. 534.

2. Arch. de la Guerre, B⁹ 35.

3. Arch. de la Guerre, B⁹ 35. KOCH, *Mémoires de Masséna*. Paris, 1848.

4. Historiques conservés aux Archives de la Guerre, publiés en partie dans le *Mémorial*, et intégralement par FABRY, *Rapports historiques des régiments de l'armée d'Italie, 1796-1797*, Paris, 1905. Ces récits furent publiés sur l'ordre de Bonaparte (18 frimaire an V, 8 décembre 1796), les textes furent rédigés en septembre 1797. L'influence des écrits postérieurs aux évé-nements y est perceptible. Ainsi décrit-on la tentative de Bonaparte à Arcole selon le récit de J. de Bry (*op. cit.*, p. 487).

5. « Précis des opérations de la campagne d'Italie, terminée par les préliminaires de Leoben », « Inter ancipitia clarescunt » (Tacite). Manuscrit de 64 pages in-folio. Mém. hist., n° 423.

de relations narre toute la campagne d'Italie, ou presque, avec un détail assez fouillé. L'œuvre est datée de l'an XIII, elle fut soumise à l'Empereur en juin 1806¹. L'auteur, nous l'avons signalé, s'est livré à de minutieuses enquêtes, sollicitant des informations de tous les acteurs : de ventôse à floréal an XIII (février à mai 1806), il questionna successivement les chefs des divisions et des brigades engagées à Lodi, à Castiglione, à Saint-Georges, à Arcole². Il demandait la distribution des corps de troupes sous les principaux chefs, leurs positions successives, l'horaire et les phases des rencontres. La précision des questions indique nettement qu'il se souciait autant des exigences présentées par la confection des plans de bataille, où l'on dessine l'emplacement des unités, que du récit historique lui-même. D'ailleurs, les questionnaires mentionnaient la préparation des « plans de bataille » aussi bien que celle des « historiques ». Que valent les réponses ? La suite nous montrera qu'elles furent souvent en contradiction avec les documents écrits conservés aux archives du Dépôt de la Guerre. Un correspondant, le général Ménard, en fournit sans détours l'explication : « Quand on a conservé avec peine quelques papiers, que neuf ans et plus se sont écoulés, que, d'un autre côté, on n'a, eu égard aux circonstances urgentes, reçu le plus souvent dans les batailles que des ordres verbaux par l'intermédiaire des officiers d'état-major, il est difficile de se rappeler exactement tout ce qui s'est passé³. » D'autres, moins scrupuleux, ne répondirent pas, ou renseignèrent au petit bonheur.

Armé de ces compléments d'information, Blein reprit les récits antérieurs. Son exposé n'a ni prétentions ni valeur littéraires. Assez détaillé, parfois confus, il sert toujours la cause de Bonaparte. Le récit d'Arcole, par exemple, comporte l'exposé préalable de la situation initiale, en Italie et en Allemagne, la comparaison des forces aux prises, l'indication — assez mal venue — du plan de Bonaparte et le récit des trois journées de bataille. Bien des difficultés sont esquivées : choix du point de franchissement, opportunité d'une attaque frontale puisqu'il avait un mouvement tournant, emploi malheureux des fascines. Le rôle de Bonaparte, au pont, est exalté, la défaillance des troupes est voilée, l'évacuation d'Arcole n'est pas critiquée. Tout s'explique par la supériorité de l'ennemi. Le succès final est exalté par la statistique : 8.000 prisonniers, 30 canons pris, 5.000 ennemis hors de combat. En somme, Blein confirme la légende avec la rigueur d'un géomètre.

Pascal Vallongue retoucha le texte et lui imprima la marque de sa grandiloquence flagorneuse. Il parla de « ces résolutions hardies qui p'appartiennent qu'au génie », il montra que les « difficultés qui abattent souvent les esprits ordinaires ne sont, pour les esprits supérieurs, que de nouvelles occasions de gloire ». Il chanta les morts qui ont cherché « à se signaler aux yeux du héros dont le suffrage était pour eux le plus beau titre et la plus belle récom-

1. Six relations narrent les batailles de la campagne d'Italie, de Mondovi à Rivoli, 90 pages in-folio. Mém. hist., n° 428 (1).

2. Les questionnaires et les réponses figurent dans les Mém. hist., n° 428 (1).

3. Lettre du 12 thermidor an XII, 31 juillet 1805. Mém. hist., n° 428 (1).

pense ». Il transposa ou effaça ce qui était encore réticent ou terne sous la plume de Blein. Il fit de la propagande officielle, sans fausser brutalement les faits, mais en les sollicitant d'une façon méthodiquement tendancieuse.

Tel fut l'aboutissement du travail des historiographes, *ad maiorem imperatoris gloriam* !

Et pourtant les supérieurs de Vallongue n'en furent pas satisfaits, ils choisirent Tranchant de Laverne pour imprimer la griffe du littérateur sur l'œuvre des militaires. Avec ce dernier historiographe, on atteint les *Mémoires*, et c'est dès 1810 que fut rédigée et, pour une part, imprimée l'œuvre la plus voisine de celle qui sortit de Sainte-Hélène.

TRANCHANT DE LAVERNE PRÉCURSEUR DU « MÉMORIAL »

Les historiographes avaient beaucoup peiné, de Lacuée jusqu'à Blein et Vallongue, sans aboutir à une œuvre durable. La trame des événements restait définie par les écrits officiels : lettres et relations. Le style oscillait entre la sérénité de l'histoire et les redondances du panégyrique. Tranchant de Laverne sut résoudre la difficulté et créer un récit dont l'Empereur se déclara satisfait et qui se rapproche beaucoup du *Mémorial* et des *Mémoires*.

Quand il entreprend sa tâche, en 1809, il ne se soucie pas, nous le savons, de remonter aux sources. Il s'agit, pour lui, de donner une forme aux travaux de ses prédécesseurs, auxquels sont joints quelques documents assez insignifiants. Il est le rédacteur officiel d'une histoire fondée sur les documents officiels. C'était la volonté de cet Empereur qui devait déclarer, à Sainte-Hélène : « C'est avec les pièces officielles que les gens sages, les vrais talents, écriront l'histoire¹. » Certes, Napoléon savait la portée de ce conseil, car ces pièces avaient été rédigées à sa gloire. Nous avons étudié le cas des lettres racontant la bataille d'Arcole, il n'est pas exceptionnel. Kilmaine dit un jour à Landrieux : « Je ne sais comment Berthier, qui était un homme honnête, ne rougit pas de prostituer ainsi sa plume à toutes ces impertinences qui nous font rire de pitié à leur retour en Italie sur les journaux démagogiques... Et ces 19.000 prisonniers à Bassano quand il y en avait 1.900 ? Et Loano ? Et Provera² ? » Landrieux lui-même écrit, à propos du succès de Loano qui fit peu de bruit : les informateurs « n'ayant aucun Berthier à leur état major, loin de connaître l'emphase mensongère des bulletins qu'ils eussent rougi d'employer, savaient à peine rendre compte de leurs belles actions³ ». Laugier exprime des reproches plus graves quand il accuse Berthier de construire les plans de bataille après coup, pour donner à penser que tout avait été prévu et voulu comme cela se déroula : « Le général Berthier, dans sa dépêche, parle de présomption et d'avance⁴. » Landrieux con-

1. *Mémorial*, t. IV, p. 274.

2. LANDRIEUX, *Mémoires*, p. 116.

3. LANDRIEUX, *Mémoires*, p. 7.

4. LAUGIER, *Mémoires historiques*, p. 131.

forme : « On formait... des rapports et des lettres au Directoire et ailleurs, c'est-à-dire des histoires complètes avec des dates convenables. Avec cette méthode, il était facile d'arranger tout ce qui était arrivé... Et Berthier écrivait modestement que tout avait été prévu et amené¹. » Faut-il un autre témoin? Roguet abonde dans le même sens : « Après l'affaire, on rédige un rapport où tout s'est passé selon les règles, d'après d'habiles prévisions. » Ce qui n'empêche pas Roguet de trouver ces comptes-rendus instructifs : « Quand ces bulletins sont faits par un Napoléon, ils ont toujours une haute utilité, lors même qu'ils seraient inexacts ; ils enseignent ce que la plus savante théorie pratique aurait voulu pouvoir faire dans la circonstance². » Napoléon lui-même rappela à Gourgaud que, dans l'armée, « on disait communément : menteur comme un bulletin³ », contre quoi il proteste, naturellement. Mais, un autre jour, à la lecture des proclamations d'Égypte, il eut ce mot : « C'est un peu charlatan⁴. »

Telle est la matière première mise en œuvre, aussi bien par Laverne, et par ses prédécesseurs, que par les rédacteurs de Sainte-Hélène, Las Cases, Montholon, Gourgaud et, derrière eux tous, Napoléon, qui corrigea Laverne et guida les généraux en exil.

La composition n'est pas sans analogie. Le *Mémorial* et les *Mémoires* ne traitent qu'une petite partie de l'histoire militaire napoléonienne. Tranchant avait composé une œuvre beaucoup plus large : en 1813, son cinquième volume exposait la campagne de 1809⁵. Mais on avait imprimé seulement des fragments de la campagne d'Italie et une relation de la bataille d'Austerlitz⁶. Il est permis de penser que Napoléon disposait d'un exemplaire de cette œuvre à laquelle avait collaboré l'un de ses compagnons d'exil, le général Bertrand. Celui-ci a laissé des notes concernant la narration et le plan de la bataille d'Arcole, il a raturé la relation imprimée. On reconnaît aussi sa main dans des corrections apportées au récit d'Austerlitz, et ces corrections furent incorporées dans un nouveau tirage⁷.

Blein continuait d'être l'informateur technique. Il a laissé un récit de la campagne de 1805. Il aspirait même à supplanter Laverne et avait tenté d'établir des relations directes avec Berthier, mais il fut rappelé à l'ordre par le directeur du Dépôt de la Guerre. Sous la Restauration, il essaiera de faire valoir ses droits d'auteur ; il lui sera signifié que son œuvre n'avait pas été accomplie à titre personnel, mais en service commandé, elle ne lui appartenait donc pas⁸.

1. LANDRIEUX, *Mémoires* (dans le manuscrit, t. I, p. 837).

2. ROGUET, *Mémoires militaires*, t. I, p. 26.

3. *Mémorial*, t. III, p. 33.

4. *Revue d'Études napoléoniennes*, 1914 (1), p. 264.

5. Campagne d'Égypte, campagnes de 1805 (t. III), 1806-1807 (t. IV), 1809 (t. V). *Mém. hist.*, n° 535, 639, 640, 641, 664 (1 et 2).

6. *Mém. hist.*, n° 634 et 635. Imprimerie nationale, 1810.

7. *Mém. hist.*, n° 428 (1) et 634.

8. Le récit de Blein figure aux *Mémoires historiques*, n° 637. La lettre concernant son œuvre est dans le mémoire n° 638.

Si nous comparons des fragments d'histoire militaire du *Mémorial* et des *Mémoires* aux passages correspondants de Laverne, l'analogie n'est pas douteuse. La distribution de la matière est effectuée à peu près de la même façon, elle assure une grande clarté à l'exposition. Dans le cadre des chapitres de Laverne, il serait aisé d'introduire la numération des paragraphes telle qu'on l'observe dans les écrits de Sainte-Hélène. Le choix des faits est analogue, il sacrifie tous les détails inutiles, mais il n'interdit pas de traiter avec complaisance un épisode suggestif ou utile à la démonstration. L'ensemble des opérations, même sur les autres théâtres, est rappelé chaque fois qu'il est nécessaire pour expliquer les événements. La pensée stratégique et tactique du général en chef anime et guide la narration. Tout gravite autour de Napoléon : exposés de situation, analyse de manœuvres, narration des marches et combats. Berthier, Augereau et Masséna, qui semblaient parfois faire figure de conseillers, s'effacent dans leur rôle d'exécutants, les généraux ennemis eux-mêmes perdent tout caractère de stratégies. Cet art dans le groupement et l'éclairage fait irrésistiblement songer aux consignes imposées aux peintres des batailles napoléoniennes. La méthode est beaucoup plus insidieuse et efficace que les morceaux de bravoure et les éloges oratoires dédiés au génie de Napoléon par Pascal Vallongue et ses collaborateurs.

Le style tend vers la sérénité objective et technique, les mouvements sont définis quasi mathématiquement, dans le langage militaire : position centrale, l'armée fait un « à gauche », etc..., le tout est minuté selon un horaire précis. Faut-il rappeler que le récit est fait à la troisième personne ? Il était évident que Laverne, comme tous les historiens et les historiographes, devait employer cette forme ; par contre, des mémoires se prêtaient plutôt au récit direct, à la première personne. Or, les généraux de Sainte-Hélène ont agi comme Laverne, il est vrai qu'il ne manquait pas d'illustres précédents, tels ceux de César et de Sully. Tous les acteurs, nous le savons, portent leurs grades et leurs titres impériaux, ce qui annoblit le récit.

Le caractère dépouillé du style permettrait de faire passer des éloges autrement flatteurs que les périodes ampoulées des panégyristes. Présentés comme des préceptes d'art militaire, ils plaçaient Napoléon bien au-dessus de ses compagnons de combat, de ses contemporains, parmi ceux qui sont nés pourvus du génie de la guerre, les César et les Condé. Ainsi Laverne écrit-il :

« Les militaires trouveront de grandes leçons dans ces combinaisons, la prudence et l'audace qui les caractérisent, l'obstination dans leur exécution et la variété de leurs conceptions. Il faut dans la grande guerre autant de solidité dans le jugement que de fertilité dans l'imagination¹. »

C'est le procédé didactique qu'on retrouve dans les *Mémoires*, il n'est pas nouveau dans la littérature militaire, d'Aubigné en fait foi.

La conviction qu'il s'agit d'un génie est amenée par l'emploi discret d'épi-

1. Conclusion de la relation d'Arcole. Mém. hist., n° 635. Les écrits du Dépôt de la Guerre étaient destinés à fournir des exemples et des préceptes d'art militaire.

thètes : « vastes conceptions », « combinaisons profondes et audacieuses », « l'ennemi ne pouvait rien comprendre à des manœuvres aussi extraordinaires », et par quelques réflexions sur la situation redoutable à laquelle le général devait faire face.

L'historiographe a donc efficacement contribué à créer ce « mythe de l'infailibilité » napoléonienne, dont parlaient Schütz et Schutz à propos des écrits de Sainte-Hélène¹. Il a pétri un mélange indissociable de « vérité et de fiction », pour s'exprimer comme un critique des *Mémoires*².

En tout cela, Laverne est très supérieur à ses précédesseurs et comparable à ses successeurs. Il a le sens de la grandeur et trouve des formules frappantes : Napoléon avait, pendant cette journée, « remporté des avantages qui, dans une situation commune, auraient été considérés comme une victoire ». Les corrections introduites dans son texte par les divers lecteurs éliminaient de son récit quelques trivialités : l'ennemi « fait mine » devient « l'ennemi feint », « vu les circonstances » fait place à « dans les circonstances », « lorsqu'il est bien nuit » est changé en « la nuit étant obscure », « se rendit de sa personne » est remplacé par « partit sur-le-champ ».

Confrontons, pour mieux préciser la position de Laverne, quelques-uns de ses récits avec les versions adoptées par Blein et Vallongue et par les généraux de Sainte-Hélène, par exemple le récit d'Arcole. La composition tripartite est identique : situation au lendemain de la bataille de Saint-Georges — mouvements et rencontres jusqu'au soir du combat de Caldiero, manœuvre et récit des trois journées de la bataille d'Arcole — Laverne est beaucoup plus clair que ses devanciers, dans l'explication comme dans la narration, il n'atteint pas, pour autant, la vigueur nerveuse du *Mémorial* et des *Mémoires*. Les difficultés sont remarquablement surmontées. On avait déjà critiqué l'emplacement du pont jeté à Ronco : il étranglait les troupes sur des digues entre des marais, il contraignait à franchir l'Alpone, après un long passage sous le feu de l'ennemi, et en forçant un pont étroit et facile à défendre, le pont d'Arcole. Vallongue et Blein avaient esquivé la discussion, Laverne l'aborde de front et la domine.

« L'endroit où il devait passer l'Adige ne pouvait être douteux », affirme-t-il audacieusement, puis il signale les inconvénients présentés par le passage à Albaredo, où l'on évitait pourtant d'avoir à enlever le pont d'Arcole. Les motifs allégués sont déjà ceux des récits de Sainte-Hélène³.

L'évacuation d'Arcole, si péniblement conquis, et effectuée au soir même de la première journée, exigeait une justification. Là encore, Vallongue et Blein s'étaient tirés d'affaire par des expédients, comme les premières lettres écrites au lendemain de la bataille par Berthier et par Bonaparte. Laverne, au contraire, explique le repli derrière l'Adige par les soucis que causaient la

1. VON SCHÜTZ UND SCHUTZ, *Geschichte der Kriege*, t. IV, p. 250.

2. C. VON B. K., *Zur Psychologie des grossen Krieger* : « Wahrheit und Dichtung innigt vermengt. »

3. Ceux-ci sont pourtant plus détaillés et plus précis, car Jomini avait écrit dans l'inter-
valle et il fallait le réfuter.

situation critique et l'absence de nouvelles de Vaubois et par la nécessité de pouvoir l'épauler sans délai. C'est ce que répéteront le *Mémorial* et les *Mémoires*, en termes très voisins.

Seul l'échec de la manœuvre initiale était voilé par un expédient assez fâcheux : Laverne affirmait l'existence, au milieu du pont d'Arcole, d'une barrière fermée et défendue par des Croates, il déclarait que la surprise fut manquée par la faute de tirailleurs qui s'étaient aventurés là en pleine nuit et avaient provoqué une escarmouche prématurément. Cette explication, inventée pour la circonstance, fut abandonnée dans le *Mémorial* et les *Mémoires*.

Le fameux épisode de l'attaque du pont avait été traité par Blein et Pascal Vallongue dans les termes mêmes employés par Berthier dans sa lettre au Directoire. Laverne s'étendit plus volontiers sur le rôle de Bonaparte, en même temps qu'il réduisait les efforts des autres généraux, notamment d'Augereau, bien qu'ils fussent identiques, sans doute à cause de cette identité. En somme, il sacrifiait à une légende déjà bien établie, il la consacrait. Il montrait « Napoléon » s'avançant vers ses grenadiers, les invitant à le suivre, et il prétendait que la troupe répondit à son appel : « Il marche, et tout se met en mouvement. » Le recul est imputé au feu des Autrichiens et à l'arrivée de leurs renforts. La défaillance et la panique des troupes est compensée (car la légende exige ces thèmes compensatoires) par le dévouement héroïque des soldats à leur chef. Il en résulte une trouvaille paradoxale : Napoléon est jeté dans le marais par ceux-là mêmes qui s'accrochent à lui pour ne pas l'abandonner. Aussitôt les autres, ralliés par Berthier [celui-ci contrôlait le travail de Laverne et ses registres prouvent qu'il ne se laissait pas oublier]¹, « se précipitent vers le général en chef et repoussent l'ennemi au delà du pont ». Le *Mémorial* et les *Mémoires* ont repris presque mot pour mot ce récit arrangé.

Les fausses manœuvres effectuées pour traverser l'Alpone, au second jour de la bataille, soit à gué avec Vial, soit sur un pont de fascines avec Elliot, furent estompées, tant pour défendre l'infailibilité de Bonaparte que pour attester la bravoure sans éclipse de ses troupes. Laverne fut très elliptique et ne voulut mentionner qu'une « diversion suffisante ». Le *Mémorial* et les *Mémoires* escamotèrent les faits².

La légende pourtant n'occupe pas autant de place dans Laverne que dans le *Mémorial*. Celui-ci place dans la bouche de Bonaparte une allocution aux soldats de Vaubois qui ont reculé : « Soldats, je ne suis pas content de vous ; vous n'avez montré ni discipline, ni constance, ni bravoure... Général chef d'état-major faites écrire sur leurs drapeaux : *Ils ne sont plus de l'armée d'Italie*³. »

Or, aucun document ne fait allusion à une telle algarade, le ton évoque

1. En effet, Berthier fit recopier ses registres d'ordres et de correspondance, et il en profita pour grossir son rôle.

2. Sur ces tentatives malheureuses, voir REINHARD, *op. cit.*, p. 180.

3. *Mémorial*, t. II, p. 8.

d'autres allocutions plus tardives, enfin on n'avait pas encore accoutumé de porter des inscriptions sur les drapeaux de l'armée d'Italie. La suite est aussi suspecte : l'auteur fait pleurer les grenadiers et prétend que les 39^e et 85^e demi-brigades se réhabilitèrent ensuite : « ces deux régiments (*sic*), quelques jours après se couvrirent de gloire ». Il n'en fut rien. Les *Mémoires* atténuèrent un peu l'excès de cette description.

* * *

Ainsi l'histiographie militaire établit une continuité entre les premiers rapports adressés au Directoire, au cours de la campagne d'Italie, et les récits publiés d'après les écrits et les conversations de Sainte-Hélène. Laverne occupe une place importante dans ce courant de légende et de propagande. Toutefois, son rôle de chaînon apparaît surtout pour les rares parties de son œuvre qui furent imprimées, ce qui renforce l'hypothèse que Napoléon devait disposer d'un exemplaire imprimé.

En effet, si l'on confronte d'autres récits, celui de Lodi par exemple, on n'observe plus autant de ressemblances. Laverne sacrifie à la légende beaucoup plus que ne font le *Mémorial* et les *Mémoires*, il va jusqu'à écrire que « la personne et la voix de Napoléon communiquent aux troupes une ardeur, un enthousiasme et un élan auxquels rien ne peut résister¹ ».

Pour la campagne d'Égypte, les dissemblances sont encore plus marquées. Ce qui revient à dire que le rôle de Laverne ne doit être ni négligé ni généralisé. Mais il n'en reste pas moins qu'une source jusqu'alors méconnue de la légende napoléonienne et du *Mémorial* se trouve dans l'ensemble de ces mémoires, œuvres des officiers du Dépôt de la Guerre et d'un littérateur chargé de la narration militaire, comme un Bagetti était chargé de la peinture de bataille. Ce service officiel devait consigner les récits de campagne pour fournir des exemples et des modèles aux généraux. Loin de classer des archives mortes, il fournissait des instruments de travail, au même titre que les collections cartographiques. Mais cet instrument officiel, élaborant des documents officiels, eut grand'peine à n'être pas tendancieux quand il écrivit, sous Napoléon, les campagnes de Napoléon. Ce n'était pas un service historique, mais un service historiographique. Il consacra la vérité officielle et subit plus ou moins la légende populaire, ces deux sources de la déformation de l'histoire. L'une nourrit l'autre : l'histiographie napoléonienne fut influencée par la légende, celle-ci à son tour grandit sous son action : l'effet produit par la publication du *Mémorial* et des *Mémoires* le prouve surabondamment.

M. REINHARD.

1. *Mém. hist.*, n° 428 (2).

BULLETIN HISTORIQUE

LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

Le précédent bulletin a paru en 1939¹. Durant les six années qui viennent de s'écouler, le travail historique s'est singulièrement ralenti, comme on pense ; en Europe continentale, en tout cas : des pays anglo-saxons, nous savons encore peu de choses. Quelques ouvrages considérables ont vu le jour, mais ils étaient en préparation depuis longtemps ; les circonstances expliquent que d'autres n'aient pu être achevés et il est à craindre que très peu d'entreprises aient été mises en train. A ce dernier égard, l'histoire de la Révolution et de l'Empire a particulièrement souffert, semble-t-il ; elle n'a guère attiré les candidats au doctorat en quête d'un sujet de thèse. D'autre part, la librairie a mis en vente beaucoup plus de volumes sur l'Empire que sur la Révolution. On n'aura sans doute pas de peine à s'expliquer ces préférences ; ce n'est pas le lieu d'en rechercher les raisons.

PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

INSTRUMENTS DE TRAVAIL ET PUBLICATIONS DE TEXTES. — La Bibliothèque nationale a poursuivi l'impression du Catalogue des ouvrages relatifs à la Révolution qui est dû à MM. A. MARTIN et G. WALTER². En annonçant le premier volume, il a été observé que la valeur d'une semblable entreprise ne pouvait être vraiment appréciée qu'à l'usage. La *Revue historique* n'ayant reçu que les deux premiers volumes, il serait prématuré d'en dire plus. La Bibliothèque nationale a entrepris, d'autre part, la publication d'un Répertoire bibliographique des livres et des articles de revue qu'on peut trouver chez elle. Ce qui en a paru n'a pas non plus été envoyé à la *Revue*. On se contentera donc d'exprimer la perplexité que suscite cette initiative. Depuis

1. Tome CLXXXVII, fascicules 1, 2 et 3.

2. *Catalogue de l'histoire de la Révolution française* ; t. II : *Dcaisne-La Fayette*, in-8°, 1938 ; la Bibliothèque nationale ne nous a pas envoyé les volumes suivants.

un siècle, il semblait entendu qu'une bibliothèque édite des catalogues et non des bibliographies. La Bibliothèque nationale est la plus riche qui s'offre aux historiens de la Révolution, mais elle ne possède ni toutes les sources imprimées ni tous les ouvrages qui les intéressent ; nombre de travaux édités en province lui manquent ; ses collections de revues ne sont pas complètes non plus. Enfin, le dépouillement de ces dernières est une tâche d'une telle envergure qu'on se demande comment il a pu être mené à bien en peu de temps.

La ville de Paris, ayant très heureusement décidé de reprendre la publication de sa Collection de documents relatifs à la période révolutionnaire, l'Index des Actes de la Commune édités par Sigismond Lacroix a été achevé par l'apparition d'un troisième fascicule, préparé jadis par René FARGE et mis au point par M. Robert BARROUX, mais pour ce qui concerne seulement la première série, qui s'arrête au 8 octobre 1790¹.

La Commission d'histoire économique de la Révolution a terminé le recueil de M. A. DE SAINT-LÉGER sur les mines d'Anzin et d'Aniche² ; commencé celui de M. Oscar FESTY relatif à l'enquête de la Commission d'agriculture et des arts sur les animaux ruraux en l'an III³ ; ajouté à ses *Mémoires et documents* un fascicule IX, dû à M. Georges BOURGIN, sur l'enquête ouverte durant le second ministère de Roland, auprès des ingénieurs des ponts et chaussées, pour connaître la situation économique de leurs départements et dont les résultats ne subsistent qu'en partie⁴ ; enfin, ajouté un tome III au recueil des textes législatifs et administratifs relatifs aux biens nationaux⁵. Sous les aus-

1. *Actes de la Commune de Paris publiés et annotés par Sigismond Lacroix ; 1^{re} série (du 25 juillet 1789 au 8 octobre 1790) (7 volumes) ; Index alphabétique et analytique ; fasc. III : 3^e partie (suite) ; Table des matières (Assemblée (suite)-Waux-hall d'hiver)*. Niort, impr. Soullisse-Martin, 1942, in-8°. — Le premier fascicule date de 1899 ; le second de 1920 ; en tout 1,195 pages.

2. *Les mines d'Anzin et d'Aniche pendant la Révolution ; t. I : Les mines d'Anzin*. Paris, Leroux, 1938 et 1939, 2 vol. in-8°, 461 et 323 p. Le tome II, en 2 volumes, sur les mines d'Aniche, avait paru en 1935 et 1936.

3. *Les animaux ruraux en l'an III ; dossier de l'enquête de la Commission d'agriculture et des arts ; t. I : Historique de l'enquête. Méthode suivie dans le présent recueil. Dépouillement des réponses (Ain à Loir-et-Cher)*. Paris, Hartmann, 1941, in-8°, 271 p.

4. *Mémoires et documents ; IX : Fragments d'une enquête économique du ministre Roland auprès des ingénieurs des ponts et chaussées (1792-1793)*. Besançon, Jacques et Demontrond, 1942, in-8°, 204 p.

5. *Recueil des textes législatifs et administratifs concernant les biens nationaux ; t. III (1^{er} juillet 1793-6 mars 1796)*, Paris, Impr. nationale, 1944, in-8°, 320 p. On rappelle que les publications de la Commission d'histoire économique de la Révolution sont en vente aux Presses universitaires de France.

pices de la même Commission, le Comité départemental de la Sarthe a entrepris la publication, par les soins de Paul MAUTOUCHET, des Actes des conventionnels en mission dans le département¹.

La Société de l'Histoire de France a pu enfin nous donner le tome troisième du recueil si important de M. Pierre CARON : les rapports des agents du ministre de l'Intérieur pendant la Terreur²; il était interrompu depuis 1914. Elle a aussi édité les deux volumes que M^{lle} Eugénie DROZ a consacré au comte de Modène, à sa famille et à ses correspondants. Modène est un village du Comtat, au pied du Ventoux. François-Charles de Raimond de Mourmoiron, héritier du titre, était né à Naxos, son père étant capitaine des vaisseaux du roi dans l'Archipel et ayant épousé une Grecque. Lui-même entra dans la diplomatie et fut à Stockholm le prédécesseur de Vergennes. Rentré en France, il devint gentilhomme d'honneur du comte de Provence et gouverneur du Luxembourg. Il émigra en Allemagne en 1791 et mourut en 1798. Il conservait avec soin ses papiers de famille et les lettres qu'il avait reçues en émigration : le tout est devenu la propriété de M^{lle} Droz. Elle en a tiré une importante introduction sur la famille de Modène et les correspondants du comte et l'a fait suivre de nombreuses pièces justificatives, puis des lettres, au nombre de 287, qui nous renseignent sur la vie de l'émigration et sur ce qu'elle savait des événements du temps³.

L'Académie nationale d'histoire du Vénézuëla a ajouté un nouveau tome à sa publication des papiers de Miranda⁴. Consacré aux négociations du général jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, il y est question de ses conférences avec Pitt en 1790 (p. 105-144); on y trouve mention de La Fayette en 1788 (p. 92); quatre lettres de Brissot et une des réponses de Miranda, du 28 novembre 1792 au 10 janvier 1793, s'y rencontrent également (p. 150-164).

Quelques publications de cahiers de doléances : par M. Yves DE BOHINEUST DE BOULARDIÈRE⁵ pour les paroisses de l'élection du

1. *Inventaire analytique et chronologique des actes des conventionnels en mission dans la Sarthe*; t. I : Introduction; les premières missions (novembre 1792-septembre 1793); la mission de Garnier de Saintes (28 brumaire-11 messidor an II). Le Mans, Graffius, 1929, in-8°, 223 p.

2. *Paris pendant la Terreur*; t. III : 28 nivôse-20 pluviôse an II. Paris, Champion, 1943, in-8°, 403 p. — Les deux premiers volumes avaient été publiés par la Société d'histoire contemporaine, en 1910 et 1914.

3. *Le comte de Modène et ses correspondants, documents inédits sur l'émigration, 1791-1803*. Paris, Champion, 1942 et 1943, 2 vol. in-8°, cxi-282 et 358 p., 56 illustrations.

4. *Archivo del General Miranda*; tomo XV : *Negociaciones*. Caracas, Tipografia americana, 1938; in-8°, 456 p.

5. *Les cahiers de paroisses de l'Élection du Blanc-en-Berry pour les États généraux de 1789*. Paris, Éditions Les Presses modernes, 1939, in-8°, 160 p., une carte (thèse de droit).

Blanc-en-Berry (cadre inaccoutumé et sans fondement historique, puisque les élections se firent par bailliage); par M. Émile APPOLIS pour Saint-Saturnin en Lodévois¹; par M. Charles ALLEAUME pour le tiers état des sénéchaussées de Brignoles et d'Hyères².

M. Henri CALVET a présenté dans les *Archives historiques du Poitou* l'intéressante correspondance du marquis de Villemort et du comte François d'Escars, durant les années 1790-1791, intéressante du point de vue psychologique, les deux personnages qui n'avaient pas encore émigré étant très attachés néanmoins à l'Ancien Régime³.

M^{me} Henry COULLET a publié les souvenirs de guerre du capitaine Gervais qui s'engagea en 1794 à quatorze ans et demi et servit jusqu'en 1814. Leur attrait semble aussi d'ordre psychologique. Rien n'indique que Gervais ait partagé l'enthousiasme révolutionnaire ou qu'il ait nourri de vifs sentiments d'attachement pour Napoléon dont il ne parle guère. En 1815, il s'arrangea même pour servir à l'arrière. Il n'était pas non plus incroyant et en 1802, en Italie, il se laissa persuader de faire sa première communion à l'âge de vingt-deux ans. Il s'engagea par goût de l'aventure et continua de servir par inclination pour le métier des armes, en marquant une grande répugnance à accepter des grades. C'est un type de soldat qui n'a pas dû être plus rare au temps de la Révolution et de l'Empire qu'à d'autres époques, mais que les mémoires si nombreux qui ont déjà été édités ne nous présentent pas souvent⁴.

M. Octave AUBRY a réuni et annoté des extraits des œuvres de Roederer⁵. M. J.-B. EBELING a tiré des mémoires un certain nombre de récits relatifs à la Révolution⁶. M. E. L. HIGGINS a fait de même, avec plus d'ampleur, aux États-Unis : il a tiré parti des correspondances, des journaux, et quelquefois des discours⁷.

1. *Un cahier de doléances inconnu. Le cahier de Saint-Saturnin en Lodévois*. Montpellier, impr. de la Presse, 1941, in-8°, 19 p.

2. *Les cahiers de doléances du tiers état des sénéchaussées de Brignoles et d'Hyères (documents inédits)*. Cannes, impr. Ægitha, 1942, in-8°, 41 p.

3. *Lettres du marquis de Villemort au comte François d'Escars (1790-1791)*, dans les *Archives historiques du Poitou*, t. LII, 1942, p. 1-170.

4. *À la conquête de l'Europe*. Paris, Calmann-Lévy, 1939, in-8°, 318 p.

5. *Roederer. Mémoires sur la Révolution, le Consulat et l'Empire*. Paris, Plon, 1942, in-8°, 273 p.

6. *L'histoire racontée par ses témoins : la Révolution française*, t. II. Paris, Plon, 1942, in-8°, 200 p., 15 illustrations.

7. *The french Revolution as told by contemporaries*. Houghton Mifflin Company, The Riverside Press Cambridge (U. S. A.), 1938, in-8°, 463 p. Tous les textes sont traduits en anglais. M. Higgins est professeur à l'Arkansas State Teachers College.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — La plupart des travaux d'ensemble les plus considérables ont été écrits à l'étranger : ce sont ceux de M. Fr.-Vict. CLAASSEN en Hollande¹, de M. J. M. THOMPSON en Angleterre² et de M. Corrado BARBAGALLO en Italie. Bien que M. Claassen ait écrit un gros volume, il n'y a incorporé ni appareil critique, ni bibliographie, ni index ; il paraît, toutefois, au courant des travaux d'Aulard et de Mathiez ; mais les institutions et les transformations de la société française n'occupent pas beaucoup de place dans l'exposé. M. Thompson n'a pas non plus d'appareil critique, mais il donne une bibliographie choisie, des appendices documentaires et un index. Son récit est plus détaillé ; les questions économiques et sociales, y compris celles qui concernent les paysans, sont examinées ; c'est l'ouvrage le plus au courant qui soit aujourd'hui à la disposition des étudiants de langue anglaise. Il s'arrête, toutefois, au 9 thermidor.

La Révolution occupe l'un des cinq livres qui se partagent le volume consacré par M. Corrado BARBAGALLO au XVIII^e siècle dans son Histoire universelle³. L'exposé est nécessairement plus bref que celui des deux précédents auteurs ; la bibliographie choisie qui l'accompagne montre que M. Barbagallo est également bien informé.

M. Octave AUBRY entreprend à son tour une histoire de la Révolution française qui promet d'être complète en quatre volumes, dont deux seront consacrés à Napoléon. Le premier est intitulé : *Destruction de la royauté*, et conduit à la mort du roi⁴. Bien que le contenu ne se borne pas aux rapports de Louis XVI et des révolutionnaires, ce titre n'en implique pas moins que l'abolition de la monarchie a été, sinon le but, du moins le principal résultat de la Révolution ; ou peut-être que la monarchie est le rempart nécessaire à un ordre social corporatif et hiérarchique ? Quoi qu'il en soit, l'auteur n'a cherché qu'à écrire un récit des événements ; ses lectures ont été abondantes, mais non complètes : on s'en apercevra, par exemple, en lisant le passage relatif à la Grande Peur.

M. Paul NICOLLE a embrassé toute la période révolutionnaire dans un des volumes de la collection *Que sais-je ?* Ne retenant naturellement que les faits essentiels, il a consacré principalement son effort à mettre

1. *De Franse Revolutie*. Tilburg, Jonghenswershuis, 1939, in-8°, 644 p., illustré.

2. *The french Revolution*. Oxford, Blackwell, 1944, in-8°, xv-544 p., illustré ; prix : 32 s. 6 d.

3. *Storia universale* ; t. V, 1^{re} partie : *Riforme e Rivoluzione (1699-1799)*. Turin, Unione tipografico-editrice torinese, 1940, in-4°, 794 p. (la Révolution, p. 665-794) ; illustration remarquable.

4. *La Révolution française. Destruction de la royauté*. Paris, Flammarion, 1942, in-8°, 508 p.

en lumière les causes de la crise et les traits caractéristiques de ses périodes. Il l'a fait avec succès et ces quelques pages révéleront sans aucun doute beaucoup de nouveau à nombre de lecteurs¹.

M. Albert SOBOUL a consacré à la Révolution de 1789 un volume de caractère composite où les exposés tiennent la moindre place et où abondent les reproductions de textes, en partie inédits ; il s'y joint des indications bibliographiques².

M. Frédéric BRAESCH s'est attaqué au même sujet, mais son dessein était de rechercher ce que le roi, l'aristocratie et le tiers état jusqu'en juillet 1789, la Constituante ensuite auraient dû faire pour obtenir des résultats qui, à ses yeux, eussent été plus satisfaisants. De ce point de vue, des observations intéressantes sont possibles et, certes, il n'est pas interdit de l'adopter. Mais il est du doctrinaire et non de l'historien dont la tâche est de rechercher pourquoi les choses se sont passées ainsi et non autrement. De ce chef, on croit devoir s'abstenir d'ouvrir une discussion que les dimensions restreintes assignées à ce bulletin ne permettraient pas de développer convenablement³.

M. Jean BELIN a soutenu deux thèses qui reposent sur le dépouillement d'un grand nombre d'adresses et de pétitions présentées à la Constituante et à la Législative⁴ : la principale, pour examiner le rôle de l'idée d'utilité sociale dans la pensée des révolutionnaires ; la complémentaire, pour déterminer, d'après la première, les démarches de la pensée sociale dont elle montre la logique étrangère aux principes de la logique rationnelle, notamment au principe de contradiction. Ces ouvrages sont d'un grand intérêt sociologique et philosophique. Ils se recommandent aussi à l'attention des historiens, non seulement par les documents inédits qu'ils mettent en œuvre, mais encore par la lumière qu'ils projettent sur l'extraordinaire puissance émotive de certaines notions, comme celles de *loi*, de *constitution*, de *nation*, qui sont si caractéristiques de la pensée révolutionnaire durant les premières années. Il n'entrait pas dans le dessein que se proposait l'auteur de rechercher dans les facteurs économiques et sociaux l'élément moteur des complexes mentaux qu'il a envisagés, mais, aux yeux de l'historien, ce complément paraîtra sans doute indispensable.

1. *La Révolution française*. Paris, Presses universitaires de France, 1944, in-12, 127 p.

2. *1789, l'an I de la liberté ; étude historique, textes originaux*. Paris, Éditions sociales internationales, 1939, in-8°, 302 p.

3. *1789, l'année cruciale*. Paris, Oallimard, 1941, in-8°, 339 p.

4. *La logique d'une idée-force. L'idée d'utilité sociale pendant la Révolution française (1789-1792)* ; et *Les démarches de la pensée sociale d'après des textes inédits de la période révolutionnaire (1789-1792)*. Paris, Hermann et C^{ie}, 1939, in-8°, 635 et 98 p.

MONOGRAPHIES. — C'est aussi comme thèse que M. Jean ÉGRET a présenté son excellente étude sur les États du Dauphiné — les derniers — tenus à Romans à la fin de l'année 1788¹. Il y a bien montré que le conflit latent entre l'aristocratie et le Tiers a fini par s'y manifester en dépit de l'apparente union qui, dans la première session, avait fait naître tant d'espoirs.

Parmi les publications suscitées pour le 150^e anniversaire de 1789, on peut mentionner l'étude de M. Antoine PÉRIER sur les élections et les cahiers du Bas-Limousin² et celle de M. le comte BEGOUEN touchant le rôle de Caffarelli du Falga dans la préparation des élections de la sénéchaussée de Castelnauudary et son projet de Déclaration des droits de l'homme³.

On ne trouvera rien de neuf dans l'ouvrage de M. Jules MAZÉ sur les journées d'Octobre⁴. Un bon livre de M. Eugène DESGRANGES se signale au contraire sur la formation du département de la Haute-Vienne⁵.

Sans recherches documentaires nouvelles, M. A. GARDIE a repris l'examen de l'histoire de la Commune de Paris du 10 août au 9 thermidor, en vue de déterminer les caractères d'un gouvernement de masses et les raisons de son échec⁶. Bien que les résumés d'événements occupent une place importante (sur les massacres de Septembre, l'auteur ne semble pas connaître l'ouvrage de M. Caron), c'est donc une étude aux fins sociologiques. Peut-être le lecteur eût-il préféré les voir dominer plus complètement l'exposé et souhaité qu'une part plus large fût accordée à la psychologie collective.

L'histoire du Comité de Salut public, par M. Jacques CASTELNAU, n'est qu'une vulgarisation rapide⁷. La thèse de M. Henri CALVET sur le Comité de Salut public du département de Paris est, au contraire, un ouvrage d'érudition, mais dont les conclusions sont de grande portée⁸.

1. *Les derniers États du Dauphiné ; Romans, septembre 1788-janvier 1789*. Grenoble, Allier, 1942, in-8°, 175 p.

2. *La nomination des députés aux États généraux et la rédaction des cahiers de doléances en Bas-Limousin*. Limoges, Rivet, 1939, in-8°, 51 p.

3. *Les élections aux États généraux de 1789 dans la sénéchaussée de Castelnauudary. Maz Caffarelli du Falga et la Déclaration des droits de l'homme*. Extrait du *Bulletin de la Société d'études scientifiques de l'Aude*, t. XLIII. Carcassonne, Roudière, 1939, 22 p.

4. *Louis XVI et Marie-Antoinette. Les journées révolutionnaires d'octobre 1789*. Paris, Hachette, 253 p.

5. *La formation territoriale du département de la Haute-Vienne (1789-an X)*. Paris, Fichon et Durand-Auzias, 1942, in-8°, 195 p.

6. *La Commune de Paris ; 10 août 1792-9 thermidor an II*. Paris, Librairie sociale et économique, 1940, in-8°, 347 p.

7. *Le Comité de Salut public, 1793-1794*. Paris, Hachette, 1941, in-8°, 253 p.

8. *Un instrument de la Terreur à Paris : le Comité de Salut public ou de surveillance du*

Visiblement, l'auteur a parcouru patiemment une part de ce qui nous reste des archives révolutionnaires pour en extraire, sur ses personnages et sur les faits qui marquent l'histoire de l'institution, les renseignements qui, sans son effort, fussent demeurés épars. A ce titre, son livre constituera un instrument de travail indispensable. D'aucuns, peut-être, seront enclins à conclure qu'il est sans grande importance pour l'histoire générale, attendu que le Comité en question n'a pas joué un rôle de premier plan ; une lecture attentive leur montrera qu'il n'en va pas ainsi. M. Calvet a d'abord le mérite d'attirer l'attention sur les nombreux comités de département, de district ou de municipalité qui, à l'instigation des jacobins locaux et assez souvent d'accord avec les représentants en mission, ont été créés en 1793, avant que le gouvernement révolutionnaire eût reçu une organisation relativement méthodique, et dont il serait bien à souhaiter qu'une étude synthétique fût entreprise. Mais il marque aussi que le Comité de Paris, élu, sur la proposition de la section de la Halle-au-Blé, par les commissaires des sections, pour remplacer le Comité insurrectionnel du 31 mai, présente, de ce chef, un caractère propre qui marque la prétention des sans-culottes de choisir eux-mêmes les directeurs de l'action révolutionnaire — prétention qui se complète, comme on sait, par la volonté de les contrôler et de les révoquer au besoin, afin de sauvegarder les droits de la démocratie directe. Ce premier trait laisse donc entrevoir le dissentiment qui, peu à peu, n'a pas manqué de germer entre eux et les comités de gouvernement à mesure que l'autorité de ces derniers est devenue de plus en plus dictatoriale. D'autre part, issu, au lendemain de la journée du 2 juin, d'une initiative des sans-culottes, ce Comité paraissait destiné à compléter l'œuvre de celui de l'Évêché en poussant à fond la répression, en organisant l'armée révolutionnaire, en levant l'emprunt forcé, en généralisant le maximum ; on s'attendrait à le voir agir d'accord avec les Enragés et ceux qu'on appellera bientôt les hébertistes, à prendre la direction de l'agitation populaire qui, à la fin d'août et en septembre, obligea la Convention et les Comités à mettre la Terreur à l'ordre du jour et à accepter définitivement le maximum. Or, il n'en fut rien. Le Comité consacra le principal de ses efforts à la surveillance policière et se montra discret pour tout le reste, de manière à ne pas gêner le gouvernement ; à partir de septembre, il n'est plus guère qu'un comité de surveillance superposé aux comités révolution-

naires des sections ; il se vide graduellement et finit par ne plus fonctionner en floréal ; le 10 messidor, le Comité de Salut public le supprime. On conçoit sans peine que le gouvernement l'ait envisagé avec méfiance, au même titre que ceux de province ; mais la question est de savoir pourquoi il s'est laissé si facilement domestiquer. C'est sans doute, en partie, parce que les sans-culottes se rendaient compte que la centralisation était nécessaire à la défense révolutionnaire ; c'est aussi parce qu'il ne pouvait tenir que du gouvernement les fonds et les moyens matériels indispensables ; mais la cause que M. Calvet met bien en lumière, c'est encore que les membres du comité, sans-culottes éprouvés (Clémence et Marchand notamment), furent chargés de missions par le gouvernement lui-même, en sorte qu'ils furent transformés en fonctionnaires et cessèrent, en fait, d'être des meneurs du mouvement populaire. Cette vue est bien exposée par M. Calvet ; elle vaut sans doute pour toute action de masse et présente, par conséquent, un grand intérêt sociologique en même temps qu'elle contribue à l'histoire générale de la Révolution.

Le Comité de Narbonne, étudié par M. René DESCADÉILLAS, peut être rapproché de celui qu'a étudié M. Calvet : c'est un curieux exemple de ces organismes spontanément constitués par les jacobins locaux pour assurer la défense nationale et révolutionnaire et où le Comité de Salut public n'a pas tardé à suspecter un fédéralisme nouveau¹.

La formation de l'armée de la Révolution a inspiré à M. Jules LEVERRIER un petit volume qui est un résumé plein d'intérêt².

La Vendée avait-elle besoin d'une nouvelle apologie ? M. Joseph DEHERGNE l'a pensé. Son livre contient, en premier lieu, un récit de la guerre jusqu'à Savenay, accompagné d'incursions dans l'histoire générale et de digressions variées ; puis une deuxième partie composite où il est question, d'une part, de l'histoire religieuse de 1789 à 1793, de la Terreur à Paris et dans l'Ouest, de l'enseignement pendant la Révolution, etc. ; en second lieu, de l'armée vendéenne ; finalement, des particularités régionales : vie religieuse, questions économiques et financières, charité, classes sociales, costumes, jeux, patois, etc. L'auteur ne paraît pas avoir poursuivi de recherches originales ; ses lec-

1. *Le Comité civil et militaire de Narbonne (24 avril 1793-9 nivôse an II)*. Carcassonne, Roudière, 1939, in-8°, 194 p.

2. *La naissance de l'armée nationale*. Paris, Éditions sociales internationales, 1939, in-8°, 199 p. — Pas d'autres publications sur l'armée, sauf quelques pages de M. LOUIS CAPPATTI, *André Masséna commande l'aile gauche de l'armée d'Italie (à la fin de 1793)*. Levens, Comité des fêtes de Levens, 1939, in-8°, 15 p.

tures sont extrêmement étendues et il donne, chemin faisant, un nombre considérable d'indications bibliographiques, mais leur dispersion n'en rendra pas l'usage facile¹. Dans un esprit différent, M. Raoul MERCIER a passé en revue le personnel médical des armées de l'Ouest (un seul chapitre pour l'armée catholique royale) et les différents centres hospitaliers qui étaient à leur service². M. Daniel BERNARD³, M. Étienne AUBRÉE⁴, M. l'abbé Alphonse JARRY⁵ se sont intéressés à divers chouans.

Sur l'émigration de Coblenz, de 1789 à 1792, le volume de M. H. CHASSAGNE est un bon résumé⁶.

Dans un recueil d'études, M. L. HASTIER, outre l'épisode de M^{lle} de Sombreuil, a repris la question de Louis XVII par une étude approfondie de l'acte de décès, bien des fois argué de faux ; son remarquable exposé critique ne laisse point de doute sur l'authenticité⁷.

L'introduction du divorce et sa pratique de 1792 à 1816 a attiré l'attention de M. Gérard THIBAUT-LAURENT. La plus grande partie du livre concerne la théorie du mariage-contrat civil dans l'Ancien Régime, les arguments présentés en faveur du divorce au XVIII^e siècle, les discussions dans les assemblées révolutionnaires et au Conseil d'État. Particulièrement précieuses sont les statistiques tirées de l'état civil d'un certain nombre de municipalités — principalement urbaines — du Bas-Languedoc et du Massif central⁸.

L'histoire de l'enseignement inscrit la thèse de M. Gaston COIRAULT sur les écoles centrales dans le ressort de l'actuelle Académie de Poitiers qui furent au nombre de huit ; les conclusions leur sont peu favorables⁹.

Comme d'habitude, l'histoire religieuse est bien représentée, d'autant qu'elle tient aussi sa place dans l'histoire locale, comme on le verra. M. l'abbé Joseph LACOUTURE a écrit une histoire abrégée de la

1. *Les Vendéens (1793)*. Cholet, Librairie vendéenne ; Shanghai, impr. de Zi-Ka-Wei, 1939, gr. in-8°, 529 p., 20 cartes.

2. *Le monde médical dans la guerre de Vendée*. Tours, Arrault, 1939, in-8°, 370 p.

3. *Recherches sur la chouannerie dans le Finistère*. Extrait des *Annales de Bretagne*, 1937. Rennes, Oberthur, in-8°, 51 p. (Il s'agit de Le Paige dit de Bar, fusillé en 1812.)

4. *Thérèse de Moëlien*. Paris, Perrin, 1942, in-8°, 31 p.

5. *Poullain-Dubignon dit Jarsais*. Rennes, Impr. bretonne, 1942, in-8°, 44 p.

6. *Coblenz, 1789-1792 ; des Français au service de l'étranger*. Paris, Éditions sociales internationales, 1939, in-8°, 228 p.

7. *Enigmes du temps passé*. Paris, René Julliard, 1944, in-12, 260 p.

8. *La première introduction du divorce en France sous la Révolution et l'Empire (1792-1816)*. Clermont-Ferrand, Impr. moderne, 1938, in-8°, 269 p.

9. *Les Écoles centrales dans le Centre-Ouest, c'est-à-dire dans le ressort de l'Académie de Poitiers, an IV à an XII*. Tours, Arrault, 1940, in-8°, xv-431 p., 14 illustrations.

politique suivie, dans ce domaine, par les assemblées révolutionnaires ; ce qui ne l'empêche pas de citer des documents inédits¹. Le volume consacré à la Révolution et à l'Empire par M. le chanoine A. BOULENGER est en fait, du moins pour ce qui concerne la période révolutionnaire, une histoire générale de la période dont l'intérêt n'apparaît pas². Bien qu'il fasse partie d'une histoire générale de l'Église, il ne concerne que la France. Très savoureux est, au contraire, le récit, dû à M. Charles LEDRÉ, de la controverse sur la constitution civile du clergé qui mit aux prises Charrier de la Roche, évêque de la Seine-Inférieure, et le chanoine Baston, connu par ses mémoires et comme évêque nommé et non investi de Séez en 1813³. Intéressante aussi, sans être exhaustive, la contribution du même auteur à l'histoire religieuse du diocèse de Rouen de 1795 à 1800⁴. Très minutieusement documentée, une description par M. Daniel BERNARD des établissements du clergé régulier dans le Finistère en 1790⁵. Le tome III de l'histoire des Frères des écoles chrétiennes par M. Georges RIGAULT est consacré à la période révolutionnaire⁶. Attachante et instructive est la diversité des conditions locales avant et après la loi du 18 août 1792 (une partie des Frères prêtèrent le serment de 1790 : soixante-quinze au moins, soit un sur douze).

Le conflit entre « l'Église d'ancien régime et la Révolution » est le sous-titre et, du point de vue de l'historien, le principal objet de la biographie de « Monsieur Émery », le célèbre supérieur des Sulpiciens, dont M. le chanoine LEFLON vient de publier le premier volume⁷. La question des serments et des promesses y est reprise en plusieurs chapitres. Émery est bien caractérisé comme un type de prêtre, probablement plus répandu qu'on n'est d'ordinaire porté à le croire, qui distinguait le religieux du politique, et qui, en outre, par tempérament, par charité, par souci du bien public, inclinait, semble-t-il, à interpréter de manière conciliante les intentions du pouvoir civil et les propres

1. *La politique religieuse de la Révolution*. Paris, Picard, 1940, in-8°, 208 p.

2. *Histoire générale de l'Église* ; t. III : *Les temps modernes* ; vol. VIII : *XVII^e et XVIII^e siècles (1648-1814)* ; deuxième partie : *La Révolution française (1789-1814)*. Paris et Lyon, E. Vitte, 1942, in-8°, paginé de 449 à 825.

3. *Une controverse sur la constitution civile du clergé. Charrier de la Roche, métropolitain des côtes de la Manche, et le chanoine Baston*. Paris et Lyon, E. Vitte, 1943, in-8°, 188 p.

4. *Le diocèse de Rouen et la législation religieuse de 1795 à 1800*. Paris, impr. Val, 1939, in-8°, 110 p.

5. *Le clergé régulier dans le Finistère en 1790*. Quimper, Bargain, 1938, in-8°, 82 p.

6. *Histoire générale de l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes* ; t. III, *La Révolution française*. Paris, Plon, 1940, in-8°, 650 p.

7. *Monsieur Émery*. Paris, Bonne presse, 1945, in-8°, 443 p.

principes à l'esprit desquels le prêtre réfractaire était invariablement attaché. M. Leflon a mis en scène, de manière très vivante, un personnage qui a gagné l'estime et la sympathie de tous.

Citons ici, pour finir, la thèse de M. Kenneth N. MACKEE sur le rôle que firent jouer au prêtre les auteurs dramatiques de l'époque révolutionnaire. Il n'apparut guère au théâtre qu'au milieu de l'an 1790 soit sous l'aspect du bon curé de campagne, soit comme moine débridé. La religion elle-même n'était pas mise en cause ; néanmoins, le public se montra rétif et la plupart des pièces en question ne réussirent pas. Sous la Législative, le silence se fait. De la fin de 1792 à la fin de 1793, des pièces violemment anticléricales furent représentées, mais il y a de bonnes raisons de penser qu'elles n'eurent pas non plus beaucoup de succès. A partir de janvier 1794, le mouvement languit. Il s'évanouit à peu près pendant la période thermidorienne pour donner quelques signes éphémères de reprise à la fin du Directoire¹.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE. — Elle est pourvue en premier lieu de la thèse de M. C.-E. LABROUSSE, tome I^{er} d'un grand ouvrage sur la crise économique en France à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution, dont il a déjà été rendu compte² et qui dépasse en originalité et en importance tout ce qui se trouve mentionné dans ce bulletin. On mentionnera en second lieu les deux volumes où la Commission d'histoire économique a inséré les communications présentées à son assemblée générale de 1939³ ; elles intéressent particulièrement la bourgeoisie à la fin de l'Ancien Régime, les paysans, le mouvement des prix et la régie municipale des subsistances pendant le maximum. M. Nussbaum, professeur à l'Université de Wyoming, y figure pour une importante étude sur la mission de Talleyrand à Londres en 1792 et pour une autre (*Finance et politique sous l'Ancien Régime*) où il indique des directions de recherche qui ne seront pas perdues de vue, il faut l'espérer.

Considérable est aussi l'apport de M. Jean BOUCHARY avec les six volumes qu'il a écrits sur les banquiers et sur les compagnies financières à la fin de l'Ancien Régime et pendant la Révolution ; ils ne tarderont

1. *The rôle of the priest on the parisian stage during the french Revolution*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1939, in-8°, 126 p. (*The Johns Hopkins studies in romance literature and languages*, vol. XXXVI).

2. T. CXCIV, p. 168.

3. *Assemblée générale de la Commission centrale et des comités départementaux*, t. I. Besançon, Jacques et Demotrong, 1942, in-8°, 451 p. ; t. II. Paris, Tépac, 1945, in-8°, 541 p.

pas à lui permettre de nous donner une description synthétique du crédit public et privé en France à cette époque¹. C'est aussi à une compagnie financière, celle des Indes ressuscitée par Calonne en 1785, que s'est attaqué M. J. CONAN : il a été amené ainsi à examiner la suppression du privilège par la Constituante, la liquidation sous la Convention, et à reprendre l'examen du rôle de Fabre d'Églantine².

Ajoutons la bonne étude de M. Georges SANGNIER sur la crise du blé à Arras de 1788 au Directoire³; la petite étude de M. François SIMON sur les *Perrayeux* ou ardoisiers de Maine-et-Loire où l'on rencontre, à côté d'un récit critique de l'insurrection de 1790, des renseignements de première main sur la condition de ces ouvriers⁴; et, enfin, la publication de M^{lle} Blanche MAUREL sur les représentants des colons de Saint-Domingue en France de 1789 à 1795⁵.

HISTOIRE LOCALE. — Elle n'a pas chômé non plus. Mais convient-il de placer à ce poste Lyon et Bordeaux? A vrai dire, quand il s'agit de ces deux villes, c'est bien de chapitres d'histoire générale de la Révolution qu'il est plutôt question. Mentionnons donc tout d'abord les ouvrages de MM. Édouard HERRIOT et Michel LHÉRITIER. *Lyon n'est plus* s'est accru de deux volumes qui nous mènent à la veille de la Terreur blanche à travers la répression terroriste, le conflit entre Fouché et les sans-culottes lyonnais, le rappel du proconsul et le 9 thermidor : on voit si le pathétique y fait défaut ! L'œuvre a les mêmes caractères qu'auparavant : recherche attentive des documents et appareil critique minutieux, mais récit chronologique dont la synthèse s'accommode imparfaitement. La rupture de Fouché et des terroristes locaux pose un problème qu'on aurait souhaité voir débattu à fond et, si possible, élucidé, tandis qu'on demeure incertain. M. Herriot est plus à l'aise quand il a ramené Fouché à Paris et l'a mis aux prises avec Robespierre ; son récit prendra place désormais dans la bibliographie du 9 thermidor. S'il a donné tant de place ici à l'histoire générale, c'est que, dans son esprit, le drame lyonnais en est la clef, opinion qu'on

1. *Les manieurs d'argent à Paris à la fin du XVIII^e siècle*. Paris, Rivière, 1939, 1940, 1943, 3 vol. in-8°, 216, 210, 286 p. — *Les compagnies financières à Paris à la fin du XVIII^e siècle*. Paris, Rivière, 1940, 1941, 1942, 3 vol. in-8°, 167, 212, 174 p.

2. *La dernière compagnie française des Indes (1785-1875)*. Paris, Rivière, 1942, in-8°, 272 p.

3. *La crise du blé à Arras à la fin du XVIII^e siècle, 1788-1796*. Fontenay-le-Comte, Lusaud, 1943, in-8°, 195 p.

4. *Les Perrayeux d'Angers, de Trélazé et des environs avant et pendant la Révolution française de 1789*. Angers, impr. du Commerce, in-8°, 32 p.

5. *Saint-Domingue et la Révolution française. Les représentants des colons en France de 1789 à 1795*. Paris, Presses universitaires, 1943, in-8°, 75 p. (Bibliothèque de la Revue historique).

hésite à souscrire, car le 9 thermidor paraît beaucoup plus complexe¹.

En ce qui concerne Bordeaux, centre de la navigation atlantique et du trafic colonial à la fin de l'Ancien Régime, siège d'une bourgeoisie puissante, d'une noblesse de robe indocile, de colonies étrangères nombreuses, on était en droit de concevoir de grands espoirs à la nouvelle que M. Lhéritier avait entrepris d'en écrire l'histoire révolutionnaire. Le premier volume a paru². Il contient un exposé consciencieux des événements, de 1787 à juillet 1789, et même une introduction méthodologique sur l'histoire de la Révolution en général, qu'on ne s'attendait pas à trouver ici ; mais l'économie bordelaise tient en 14 pages et l'analyse du milieu social est absente. M. Lhéritier objectera peut-être que nous ne possédons pas encore d'études précises de cette sorte et que, nonobstant, on écrit l'histoire de la Révolution depuis un siècle et demi. Ce n'est que trop vrai. Mais il est bon d'ajouter que la description de l'état social à la fin de l'Ancien Régime suppose des monographies régionales ou locales ; la raison d'être d'une entreprise telle que celles de MM. Herriot et Lhéritier est donc de procurer semblables monographies qu'on ne peut mener à bien que grâce à une connaissance approfondie du pays et des sources locales, et qui n'exclut nullement l'étude subséquente de l'histoire politique qu'elle éclairera.

En dépit du titre, l'ouvrage où M. Étienne DELCAMBRE a décrit la vie du département de la Haute-Loire sous le Directoire n'aborde pas non plus la description du milieu social et de ses transformations, mais se borne à décrire les effets de l'inflation sur les différents éléments de la population. Il comporte une très utile étude de la situation économique et du fonctionnement des services publics et du régime fiscal³. Une autre publication du même auteur constitue une étude approfondie des répercussions du 18 fructidor dans ce département⁴.

D'intérêt plus limité sont le livre de M. ÉTIENNE-BELLIVIÈRE⁵ sur le bourg d'Écouis (Eure, au nord des Andelys) pendant la Révolution ; la brochure de M. A. DERRIEN sur une société de Quimper qu'il appelle

1. *Lyon n'est plus* ; t. III : *La répression* ; t. IV : *La réaction*. Paris, Hachette, 1939, 1940, in-8°, 567, 463 p.

2. *La Révolution à Bordeaux dans l'histoire de la Révolution française* ; t. I : *La fin de l'Ancien Régime et la préparation des États généraux (1787-1789)*. Paris, Presses universitaires, 1942, in-8°, 326 p.

3. *La vie dans la Haute-Loire sous le Directoire. État social et économique, institutions et vie privée*. Édition illustrée. Rodez, Carrière, 1943, in-8°, 351 p.

4. *Le coup d'État jacobin du 18 fructidor an V et ses répercussions dans la Haute-Loire. L'ère de la déflation, de la terreur et de l'anarchie*. Rodez, Carrière, 1942, in-8°, 301 p.

5. *Jacobins de village. Un bourg de Normandie pendant la Révolution*. Rouen, Maugard, 1943, in-8°, 214 p.

« secrète », mais qui ne fut qu'une réunion académique¹ ; les deux volumes de M. L. BOUR sur la région de Sarrebourg et le bourg de Rieding² ; le petit livre de M. l'abbé Joseph LACOUTURE qui concerne le canton de Pissos dans les Landes sous le Directoire³.

On tirera davantage de l'étude de M. Ph. DAVID sur La Rochelle et son district, bien qu'il ne s'agisse guère que d'éphémérides⁴, et de l'édition par M. l'abbé L. RAYLET des procès-verbaux de la Société des Amis de la Constitution de Saint-Affrique, ensuite société populaire⁵, bien que le texte en soit reproduit sans notes explicatives, à part quelques notices biographiques en appendice.

BIOGRAPHIES. — Rubrique moins achalandée que de coutume⁶. Ce n'est pas uniquement une biographie du duc de Luxembourg, grand maître du Grand-Orient, puis contre-révolutionnaire résolu, et enfin émigré⁷, qu'a produit M. Paul FILLEUL : il a tenu aussi à faire connaître son sentiment sur les divers épisodes de la Révolution. Mais il a été en mesure d'explorer les archives du château de Châtillon-sur-Loing dont il a d'ailleurs tiré deux documents reproduits en appendice, et c'est ce qui donne du prix à son travail. On regrette qu'il ne se soit pas contenté, s'inspirant de nombreux exemples anglais, d'un inventaire analytique, enrichi du plus grand nombre possible d'extraits textuels, de l'ensemble de ces papiers.

M. Gérard WALTER a terminé sa biographie de Robespierre⁸. Elle devait comprendre trois volumes et le premier s'arrêtait au 30 sep-

1. *Une société secrète à Quimper : la société Pantomatique, 1795-1809.* Quimper, Le Dault, 1938, in-8°, 22 p.

2. *La grande Révolution dans l'arrondissement de Sarrebourg pendant sa première période (1789-1795).* Metz, La libre Lorraine, 1939, in-8°, 382 p. — *Die kirchlichen Zustände in Rieding und im Saarburgerland während der Revolution (1789-1802).* Metz, La libre Lorraine, 1933, in-8°, 258 p. — Les Éditions Alsatia de Colmar ont publié, s. d., une brochure abondamment illustrée : *L'Alsace et la grande Révolution* (in-8°, 32 p.).

3. *La Haute-Lande à la fin de la Révolution.* Bordeaux, Samie, 1938, in-12, 57 p. — La publication de M. Ferdinand Lafargue : *La terreur révolutionnaire dans les Landes. Souvenirs historiques et autres de Gascogne*, t. II (Mont-de-Marsan, Jean-Lacoste, 1939, in-8°, 254 p.), reproduit uniquement un certain nombre de documents partiellement inédits ; une grande partie du volume est étrangère à la Révolution.

4. *Un port de l'Océan pendant la Révolution. La Rochelle et son district, 1791-1795.* La Rochelle, Pijollet, 1938, in-8°, 399 p.

5. *Procès-verbaux de la Société des Amis de la Constitution de Saint-Affrique.* Rodez, Carrière, 1942, in-8°, 219 p. Ils ne subsistent que jusqu'au 30 décembre 1793. Quelques lettres ou adresses postérieures sont jointes.

6. L'ouvrage de M. DARD sur le comte de Narbonne ne nous a pas été envoyé.

7. *Le duc de Montmorency-Luxembourg.* Paris, Labergerie, 1939, in-8°, 332 p.

8. *Robespierre*, t. II : *Le bilan d'une dictature.* Paris, Gallimard, 1939, in-8°, 315 p.

tembre 1791 ; mais les deux autres ont été condensés en un seul dont les deux tiers concernent la période qui s'étend de la réunion de la Législative à la chute des Girondins, en sorte que le grand Comité de Salut public est réduit à une centaine de pages. La disproportion est donc évidente. Le sous-titre du volume : « Le bilan d'une dictature », paraissait commander une conclusion ; elle fait défaut.

De M. Jean GIRARDOT, une courte biographie du constituant Muguet de Nanthou¹ ; de M. Marcel BOURRIER, d'agréables extraits de la correspondance d'une nièce de Romme qui renseigne sur la famille de ce dernier et sur la vie en Auvergne au début de la Révolution² ; de M. René CARDIALAGUET, une biographie du conventionnel Blad, connu surtout par son rôle dans l'exécution des émigrés pris à Quiberon³.

Rien de nouveau dans le Marat de M. Jacques CASTELNAU⁴, ni dans la Charlotte Corday de M. René TRINTZIUS⁵. Le Babeuf de M. René MONTGRENIER n'en apporte pas non plus, mais il a du moins le mérite d'être sobre⁶.

L'EUROPE PENDANT LA RÉVOLUTION. — M. Maurice BOLOGNE a brièvement résumé le rôle de la Wallonie dans la Révolution jusqu'à la réunion à la France en 1793⁷. M. Adalbert WAHL a étudié l'influence de la Révolution jusqu'au début du ^{xx}e siècle, du point de vue constitutionnel et national, mais en se limitant, de fait, à l'Allemagne⁸. Deux thèses de doctorat ont aussi touché à l'Allemagne contemporaine de la Révolution : celle de M. Jacques DROZ sur les Cisrhénans du temps du Directoire, qui caractérise leur pensée politique et morale et permet d'en mesurer la médiocrité et l'impuissance⁹ ; et celle de M. Louis

1. *Le constituant Muguet de Nanthou*. Vesoul, Bon, 1939, in-8°, 27 p. Extrait du *Bulletin de la Société d'agriculture, lettres, sciences et arts de la Haute-Saône*.

2. *Extraits de la correspondance de Marie-Jeanne Tailhand, 1787-1797*. Extrait de la revue *L'Auvergne littéraire*, 1945.

3. *Le régicide Claud Blad, proconsul de Quiberon*. Brest, Presse libérale du Finistère, 1937, in-8°, 166 p.

4. *Marat, l'ami du peuple, 1744-1793*. Paris, Hachette, 1939, in-8°, 255 p.

5. *Charlotte Corday, 1768-1793*. Paris, Hachette, 1941, in-8°, 252 p.

6. *Gracchus Babeuf*. Paris, Bureau d'éditions, 1937, in-12, 79 p. — On ne peut mentionner que pour mémoire, de M. Joseph VERDILHAN, « *Le Prétendant de Madame Royale* », qui n'est autre que Robespierre ; histoire romancée comme il convenait (Paris, Les livres nouveaux, s. d., in-8° 179 p.).

7. *La Révolution de 1789 en Wallonie*. Liège, Éditions Biblio, 1939, in-12, 63 p. (*Cahiers de la Société historique pour la défense et l'illustration de la Wallonie*).

8. *Über die Nachwirkungen der französischen Revolution, vornehmlich im Deutschland*. Stuttgart, Kohlhammer, 1939, in-8°, 210 p.

9. *La pensée politique et morale des Cisrhénans*. Paris, Sorlot, 1940, in-8°, 73 p.

KIENTZ sur Campe, qui mène à la même conclusion¹. Deux thèses encore de M. Ap. DASCALAKIS, sur Rhigas². L'essai de M. Hans WYSS sur Reding est très suggestif par une étude critique du mouvement insurrectionnel du canton de Schwyz contre la Révolution, envisagé du point de vue populaire, ainsi que par l'examen du rôle de Talleyrand dans les tractations de Reding avec le gouvernement français, rôle caractérisé comme d'habitude par la concussion³. Enfin, M. Alfred RUFER apporte deux nouvelles contributions à l'histoire des Grisons à l'époque révolutionnaire : l'une est la biographie de Salis-Seewis, adversaire du patriciat et général en chef de l'armée de l'Helvétique⁴ ; l'autre est le récit de l'arrestation de Sémonville et de Maret à Novate en 1793 : il met en lumière la collusion de l'aristocratie des Grisons avec les Autrichiens de Lombardie⁵.

PÉRIODE NAPOLEONNIENNE

NAPOLEON ET SA FAMILLE. — Réédition attentive et commentée des lettres à Joséphine par M. Jacques BOURGEAT⁶ et publication d'un choix de 600 lettres avec annotations de M. Maximilien VOX⁷ ; étude de M. Albert CIANA sur l'écriture et les signatures de Napoléon⁸. M. Henry d'ESTRE paraît avoir entrepris une histoire générale du personnage : un volume sur ses « années obscures » ne nous est point parvenu ; le second traite des « années éblouissantes » : il s'agit de la première campagne d'Italie ; il est agréable à lire et comporte des appendices intéressants ; mais il n'apporte rien de neuf⁹.

1. J.-H. Campe et la Révolution française. Paris, Didier, 1939, in-8°, 150 p.

2. Rhigas Velestinis. La Révolution française et les préludes de l'indépendance hellénique. Paris, sans nom d'éditeur, 1937, in-8°, 230 p. — Les œuvres de Rhigas Velestinis, étude bibliographique suivie d'une réédition critique avec traduction française de la brochure révolutionnaire confisquée à Vienne en 1797. Paris, 1937, in-8°, 125 p.

3. Alois Reding, Landeshauptmann von Schwyz und erster Landammann der Helvetik, 1765-1818. Stans, Paul von Matt, 1936, in-8°, 142 p.

4. Johann Gaudenz von Salis-Seewis als Bündner Patriot und helvetischer Generalstabschef. Coire, 1938, in-8°, 104 p.

5. Novate. Eine Episode aus dem Revolutionsjahr 1793. Zurich, Gutenberg, 1941, in-8°, 223 p.

6. Lettres à Joséphine. Paris, Le Prat, 1941, in-8°, 238 p.

7. Correspondance de Napoléon. 600 lettres de travail (1806-1810). Paris, Gallimard, 1943, in-8°, 572 p.

8. Napoléon. Autographes, manuscrits, signatures. Paris, Éditions Corrêa et Cie, 1939, in-4°, 109 p.

9. Bonaparte ; t. II : Les années éblouissantes. Italie (1796-1797). Paris, Plon, 1944, in-8°, 377 p.

Des différents essais de M. Émile DARD sur l'entourage de l'Empereur, l'un est particulièrement important : il montre avec raison que Talleyrand, jusqu'en 1814, puis de nouveau à partir de 1830, s'est toujours montré attaché à la conquête et à la conservation des « frontières naturelles », en fait à la frontière du Rhin, contrairement à la thèse de Sorel¹.

La biographie d'Eugène de Beauharnais, où le prince ADALBERT DE BAVIÈRE a utilisé les archives de la maison royale, les archives secrètes et les archives générales de Bavière, celles de Vienne et de Stockholm, ainsi que plusieurs dépôts privés, est, de ce chef, importante². M. François PIETRI a raconté la vie de Lucien en ajoutant aux sources imprimées deux correspondances qui sont sa propriété ; il s'en est tenu à un récit, bien que le personnage lui soit sympathique³. Rien de nouveau dans la Joséphine de M. Charles KUNSTLER⁴ et dans la Marie-Louise de M. Jules BERTHAUT⁵.

Les essais de M. Diego ANGELI sur les Bonapartes à Rome⁶ concernent principalement la période postérieure à 1815. L'ambassade de Joseph en 1797 y figure toutefois. Mais on y voit paraître aussi les fils de Louis, l'impératrice Eugénie et le comte Primoli⁷.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — M. LOUIS MADELIN poursuit avec une ardeur infatigable sa grande histoire du Consulat et de l'Empire. Avec le livre IX, il en est arrivé à 1811⁸. Chaque volume est pourvu de notes, en partie critiques, qui dénotent, comme bien on pense, une connaissance approfondie de la littérature du sujet. A la lecture, l'agrément ne s'affaiblit pas. Dans l'ensemble, l'œuvre, tout en conservant son indépendance, reste fidèle à la tradition de la bourgeoisie conservatrice sur la politique napoléonienne. Jusqu'à présent, elle l'est aussi à

1. *Dans l'entourage de l'Empereur*. Paris, Plon, 1940, in-8°, 282 p.

2. *Eugène de Beauharnais, beau-fils de Napoléon. Portrait biographique*. Traduit par Marguerite Vabre ; adapté par A. de Gouyon. Paris, Éditions Alsatia, s. d., in-8°, 322 p.

3. *Lucien Bonaparte*. Paris, Plon, 1939, in-8°, 341 p., 10 gravures.

4. *La vie privée de l'impératrice Joséphine*. Paris, Hachette, 1939, in-8°, 251 p.

5. *Marie-Louise, femme de Napoléon I^{er}*. Paris, Les Éditions de France, 1940, in-8°, 323 p.

6. *I Bonaparte a Roma*. Milan, Mondadori, 1938, in-8°, 364 p., 37 illustrations.

7. Citons pour mémoire Gerhard FISCHER, *Der junge Napoleon* (Berlin, Junker und Dünhaupt, 1939, 248 p.), qui se propose de prouver que Napoléon est un Führer héroïque qui doit le sens de l'Empire à ses aïeux gibelins, à la Corse, à Platon, et n'est devenu chef des Français que par hasard.

8. T. III : *Le Consulat*, 365 p. ; V : *L'avènement de l'Empire*, 399 p. ; VI : *Vers l'Empire d'Occident* ; VII : *L'affaire d'Espagne*, 333 p. ; VIII : *L'apogée de l'Empire*, 301 p. ; IX : *La crise de l'Empire*, 348 p. Paris, Hachette, in-8°. Le tome IV ne nous est point parvenu.

la méthode la plus répandue parmi les historiens français : elle est politique et, plus exactement encore, biographique. Les institutions y tiennent peu de place ; l'armée n'a pas encore été étudiée en elle-même ; la vie du pays sous ses différents aspects n'apparaît guère ; on pensait que le blocus serait l'objet d'un examen approfondi ; n'est-il pas caractéristique que, dans le volume IX intitulé : *La crise de l'Empire, 1810-1811*, aucun chapitre ne soit consacré aux décrets de Trianon, au régime des licences et à la crise économique de 1811 ? Quant à l'Empire européen, aux réformes napoléoniennes, il est à présumer qu'il fera l'objet du tome X qui est annoncé. Il est à espérer qu'on y trouvera également ce qui, dans les précédents volumes, n'a pas encore retenu beaucoup l'attention.

De dimensions infiniment moindres et sans autre intention sans doute que de présenter un résumé commode sont les deux volumes de M. J. LUCAS-DUBRETON¹ et de M. Henri CALVET². M. Jean ROBIQUET a décrit avec verve et à la manière anecdotique la vie quotidienne à l'époque napoléonienne, presque uniquement à Paris et principalement dans la « société »³.

M. Jean THIRY n'a embrassé que la chute de l'Empire, mais lui a déjà consacré six volumes et en annonce deux de surcroît. On a précédemment parlé du premier qui concerne la campagne de France⁴. Le second contient une copieuse bibliographie afférant aux deux premiers. Chacun des suivants a la sienne. On y voit que les archives étrangères ont été mises à contribution. Pour les Cent-Jours, de nombreuses archives départementales sont également citées, mais il ne semble pas qu'elles aient procuré beaucoup ; pourtant l'étude de M. Alleaume sur les Cent-Jours dans le Var y avait trouvé riche pâture. Or, c'est sur la vie du pays qu'on attendait particulièrement du nouveau⁵.

C'est la même période qui a tenté M. Félix PONTEIL ; il pousse même jusqu'au congrès d'Aix-la-Chapelle, qui procura l'évacuation du terri-

1. *Napoléon*. Paris, Fayard, 1942, in-12, 270 p.

2. *Napoléon*. Paris, Presses universitaires, 1943, in-16, 127 p. (collection Que sais-je?).

3. *La vie quotidienne au temps de Napoléon*. Paris, Hachette, 1943, in-8°, 288 p.

4. *La chute de Napoléon I^{er}* ; t. II : *La première abdication*. 1939, 372 p. — *La première Restauration*. 1941, 392 p. — *Le vol de l'aigle*. 1942, 343 p. — *Les Cent-Jours*. 1943, 419 p. — *Waterloo*. 1943, 316 p. Paris, Berger-Levrault.

5. Il est regrettable que, dans les bibliographies, les ouvrages imprimés, s'ils sont répartis sous des rubriques convenablement conçues, soient énumérés sans ordre alphabétique des noms d'auteurs, non plus d'ailleurs que d'après la date de publication, ce qui rend les recherches lentes et expose à l'erreur.

toire ; mais il ne lui a consacré qu'un volume, assez dense il est vrai, et se défend d'avoir entrepris des recherches d'archives¹.

M. Marcel DUPONT s'en est tenu à l'abandon des maréchaux et à la trahison de Marmont sans renouveler le sujet².

MONOGRAPHIES. — Sur l'histoire politique intérieure, rien autre qu'un récit sans nouveauté de l'affaire du duc d'Enghien de M. Cesare GIARDINI³.

Les institutions sont cette fois plus favorisées : les deux thèses de M. Jean BOURDON sur la Constitution de l'an VIII et sur la Réforme judiciaire de la même année se rangent, avec celle de M. Labrousse, parmi les plus éminentes qui aient été soutenues dans ces dernières années⁴. La première renouvelle nos connaissances sur la genèse, si obscure, de la Constitution consulaire et sur son sens historique. M. Bourdon a repris en entier l'examen des textes déjà connus et il leur a adjoint les documents découverts dans les papiers de Roederer : un résumé, par ce dernier, des idées de Sieyes et un projet conciliateur du même Roederer. La préparation de la Constitution confirme ce que laissait pressentir celle du coup d'État du 18 brumaire : le nouveau régime a été voulu et organisé par ceux des républicains qui prétendaient défendre les résultats de la Révolution de 1789, c'est-à-dire ses principes, d'une part, et la domination de la bourgeoisie, d'autre part, contre les partisans de l'Ancien Régime, mais aussi contre les masses populaires, en se maintenant au pouvoir grâce à la cooptation qui réduisait les élections à la simple présentation de candidats. Bonaparte, à leurs yeux, était un fondé de pouvoir. Comme ils étaient pressés d'aboutir, ils le laissèrent sans peine multiplier les irrégularités. Mais, sur l'organisation des pouvoirs, ils ne s'étaient pas trouvés d'accord. La pensée essentielle de Sieyes était de fragmenter les pouvoirs afin d'ôter à l'État le moyen d'ôter à l'individu la liberté. Pour les assemblées, à la vérité pas de difficulté. Mais, pour l'exécutif, Bonaparte n'entendait pas qu'on le lui disputât et il trouva, parmi les brumairiens, une majorité qui l'approuva. Pour gagner ses bonnes grâces ? Certains y ont sûrement pensé. Mais ce ne fut pas le cas de Daunou et de Cabanis, entre autres, et un

1. *La chute de Napoléon I^{er} et la crise française de 1814-1815*. Paris, Aubier, 1943, in-8°, 350 p.

2. *Napoléon et la trahison des maréchaux*. Paris, Hachette, 1939, in-8°, 253 p.

3. *L'« affaire » d'Enghien*. Milan, Mondadori, 1939, in-8°, 476 p.

4. *La Constitution de l'an VIII*. Rodez, Carrère, 1941, in-8°, 121 p. — *La Réforme judiciaire de l'an VIII* ; t. I : *Les Institutions* ; t. II : *Formation de la magistrature*. Rodez, Carrère, in-8°, 498 et 659 p.

souci plus élevé a dû favoriser le général : la Révolution, quoi qu'il en ait dit, n'était pas finie tant que les partisans de l'Ancien Régime ne s'étaient pas résignés et que la coalition européenne n'avait pas déposé les armes ; aussi longtemps que la guerre continuait au dedans et au dehors, un pouvoir exécutif vigoureux et efficace était indispensable. Les brumairiens raisonnaient comme les Montagnards ; mais, n'ayant pas voulu s'appuyer sur les sans-culottes, ils livrèrent le pays au général qui avait leur confiance ; il consolida, en effet, le pouvoir social de la bourgeoisie, mais il ne tarda guère à lui ôter le pouvoir politique, et c'est pourquoi l'accord de brumaire fut moralement rompu. Moralement, car, aussi longtemps que Bonaparte fut victorieux, la bourgeoisie ne dit mot.

L'autre ouvrage de M. Bourdon, beaucoup plus volumineux, étudie les conditions de recrutement de la magistrature consulaire (les juges de paix n'y étant pas compris) et les résultats qui en découlèrent. On se tromperait si on imaginait, comme le titre y incline, que l'intérêt de la recherche se limite à la constitution d'une des branches de l'administration publique. D'abord, l'auteur a excellemment résumé l'œuvre de la Constituante, fourni nombre de renseignements sur le recrutement des juges pendant la Révolution, examiné les origines de la réforme, analysé en détail les deux lois du 27 ventôse an VIII. Mais, en présentant longuement ses sources, en étudiant le fonctionnement du ministère de la justice, en exposant par quels moyens Bonaparte, ses collègues et ses ministres se sont procurés les informations nécessaires, quelles influences avaient pesé sur leurs décisions, comment les listes avaient été préparées et arrêtées, il a procuré sur le fonctionnement des institutions et les caractères du gouvernement consulaire les renseignements les plus originaux et les plus lumineux que nous possédions. Tous ceux qui entreprendront l'étude du régime, de quelque point de vue que ce soit, devront prendre cet ouvrage comme base de leurs recherches, car il est aussi remarquable par l'étude méthodique des sources et des institutions que par le caractère suggestif de ses conclusions.

L'administration départementale a fait aussi l'objet d'une thèse : celle de M. Fernand L'HUILLIER sur l'Alsace napoléonienne¹. Les circonstances ne lui ont pas permis de traiter toutes les questions qui se présentent à l'esprit en pareil cas (le protestantisme notamment) ou d'approfondir également toutes les parties de l'exposé, mais il a réalisé

1. *Recherches sur l'Alsace napoléonienne*, 1945 ; soutenue sur exemplaires dactylographiés.

une très riche moisson sur la préfecture de Lezay-Marnésia, sur l'application du Concordat et l'épiscopat de Saurine, sur la conscription, sur l'enseignement et, spécialement, sur la vie économique et le blocus. Depuis l'étude de M. Durand sur les Côtes-du-Nord, c'est la monographie régionale la plus approfondie dont nous nous soyons enrichis.

Celle de M. Georges ROCAL sur la Dordogne¹ étudie l'histoire politique et le personnel administratif, l'économie, les routes, les hôpitaux, et surtout l'enseignement et les cultes. Les renseignements d'intérêt local y sont très abondants et on s'étonne que la nécessité d'un index n'ait pas été aperçue.

Enfin, M. Charles ALLEAUME a présenté Joseph Fauchet, premier préfet du Var, ensuite préfet de la Gironde et de l'Arno ; c'est surtout une biographie².

Sur la police, pièce maîtresse du régime, M. Ernest d'HAUTERIVE a extrait des bulletins dont il a publié une partie un volume très dense où il caractérise savamment les vues de Napoléon sur cette administration et l'usage qu'il en a fait³.

A l'Université se rattache la thèse de M. Rémy TESSONNEAU sur Joubert éducateur⁴, ainsi que sa correspondance avec Fontanes que le même auteur a rassemblée⁵.

A la politique artistique de l'Empire appartient la thèse de M. Pierre LELIÈVRE sur Vivant Denon, directeur des Beaux-Arts⁶.

L'histoire religieuse, déjà favorisée dans les études départementales ou régionales, profite aussi de quelques publications qui lui sont exclusivement réservées.

M. Victor BINDEL a entrepris une « histoire religieuse de Napoléon » dont deux volumes ont paru. Le premier, qui, seul, nous est parvenu, est consacré au Consulat ; il utilise des documents d'archives intéressants, mais ne paraît pas modifier la perspective d'ensemble⁷. L'ouvrage du même auteur sur le transfert et le séjour de Pie VII, de ses cardinaux et de ses archives en France est plus original⁸ parce que l'installation à Paris de la cour pontificale s'y trouve présentée comme

1. *De Brumaire à Waterloo en Périgord*. Paris, Floury, 1942, 2 vol. in-8°, 349 et 368 p.

2. *Joseph Fauchet, premier préfet du Var (1761-1834)*. Draguignan, Raybaud et Grange, 1940, in-8°, 93 p.

3. *Napoléon et sa police*. Paris, Flammarion, 1943, in-8°, 316 p.

4. *Joseph Joubert éducateur (1754-1824)*. Paris, Plon, 1944, in-8°, 588 p.

5. *Correspondance de Fontanes et de Joubert (1785-1819)*. Paris, Plon, 1943, in-12, 181 p.

6. *Vivant Denon*. Angers, Éditions de l'Ouest, 1942, in-8°, 120 p.

7. *Les évêques de Bonaparte*. Paris, Jouve, 1940, in-8°, 214 p.

8. *Le Vatican à Paris (1809-1814)*. Paris, Éditions Alsatia, 1942, in-8°, 206 p.

un élément essentiel de l'empire européen que Napoléon rêvait de construire. Il semble même que, pour M. Bindel, c'en eût été le couronnement, en sorte que l'empire napoléonien eût été un Saint-Empire catholique comme celui du Moyen-Age ; mais, observe l'auteur, c'était une erreur de prétendre réaliser ce beau dessein du dehors, par la contrainte ; il fallait procéder par le dedans, c'est-à-dire apparemment, en s'accordant avec l'Église pour soumettre le monde aux deux moitiés de Dieu, le Pape et l'Empereur, et, par conséquent, en faisant du catholicisme la religion de l'État avec toutes les conséquences que ce principe comporte. Si telle est la pensée de l'auteur, on ne peut admettre qu'elle concorde avec les intentions de l'Empereur. Qu'il ait eu l'intention, en mettant la main sur la papauté, de l'utiliser pour s'assujettir les catholiques, cela va de soi. Par le Concordat, il s'était déjà engagé dans cette voie. Mais il n'aurait jamais renoncé à la laïcité de l'État et au Code civil. En veut-on conclure que, même si Napoléon avait pu, quelque jour, faire élire un pape de sa façon, la nouvelle captivité de Babylone eût abouti, tôt ou tard, à un échec ? Il faut en tomber d'accord.

Le gros volume de M. Charles LEDRÉ sur la réorganisation du diocèse de Rouen par le cardinal Cambacérès est une remarquable contribution à l'histoire du clergé concordataire¹. On peut en dire autant de celui de M. Pierre GENEVRAY sur le diocèse de Toulouse à la fin de l'Empire et pendant la Restauration². L'un et l'autre sont fondés sur des recherches d'archives approfondies. L'application du Concordat, de 1801 à 1805, dans le diocèse de Lozère-Ardèche, a été étudiée par M. P. MOULY ; le livre est aussi le fruit de sérieuses recherches et des documents d'archives y sont même reproduits³.

LA CONQUÊTE NAPOLÉONNIENNE. — Le prince NAPOLÉON et M. Jean HANOTEAU ont édité les lettres personnelles des souverains vassaux et alliés à l'Empereur, en partie inédites. Ce volume concerne l'Autriche, la Prusse et Bade ; un autre doit suivre. Ces documents, reliés en sept volumes par les soins de l'impératrice Eugénie après la chute de Napoléon III, sont aujourd'hui conservés par le prince Napoléon. M. Hanoteau les a fait précéder d'une préface considérable où il étudie les problèmes que posent la disparition et les aventures de ces papiers : Napo-

1. *Le cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen (1802-1818)*. Paris, Plon, s. d., in-8°, 536 p.

2. *L'administration et la vie ecclésiastique dans le grand diocèse de Toulouse (Ariège, Haute-Garonne, arrondissement de Castelsarrasin) pendant les dernières années de l'Empire et sous la Restauration*. Paris, Didier ; Toulouse, Privat, 1940, in-8°, 723 p.

3. *Le Concordat en Lozère-Ardèche (1801-1806)*. Mende, Pauze, 1942, in-8°, 264 p.

l'éon les avait emmenés avec lui en 1815 et ils furent soustraits en cours de route avant son embarquement¹.

L'importante thèse de M. Marcel DUNAN concerne les débuts du royaume de Bavière jusqu'en 1810². Le même auteur a aussi publié dans cette revue des lettres du roi à Berthier³. Son grand ouvrage est d'une complexité que le titre annonce avec sincérité. On ne croit pas se tromper en y discernant un fragment, et en même temps un résumé partiel, du grand sujet, primitivement envisagé par l'auteur, qui n'était rien de moins que le « système continental » de l'Empereur, et en fait sa politique extérieure, y compris le Blocus. Puis l'Allemagne a fixé particulièrement l'attention. Et, finalement, elle s'est concentrée sur la Bavière. Mais, en rétrécissant le champ, M. Dunan ne s'est pas résigné à sacrifier complètement le résultat des investigations qui l'avaient préalablement débordé, en sorte que nous n'avons pas l'histoire entière de la Bavière napoléonienne, puisque l'exposé s'arrête à 1810, et que nous profitons d'une quantité énorme de renseignements bibliographiques et d'exposés critiques étrangers à la Bavière ou qui ne l'intéressent qu'indirectement. Ainsi s'explique notamment la place qu'occupent les notes rassemblées à la fin du volume : 357 pages sur 736, soit à peu près la moitié ; encore faut-il ajouter que ces notes sont imprimées en petits caractères et qu'elles comportent des intercalations en caractère encore plus petits. Y trouvent par exemple une copieuse hospitalité la Prusse, ses souverains, ses ministres et leur politique, les campagnes de 1806 et de 1807, Tilsit, la trahison de Talleyrand, le royaume de Westphalie, les constitutions de Bade, du royaume d'Italie, de l'Espagne. C'est dire que le livre se recommande à tous ceux qui reprendront l'étude d'une partie quelconque de la politique napoléonienne comme un instrument de travail de grand prix ; de ce point de vue, un *index rerum* eût même été indispensable à la suite de celui des personnes.

On ne peut toutefois se dispenser d'observer que le texte proprement dit n'échappe pas non plus à cette complexité. Le chapitre consacré au Blocus, par exemple, expose les origines du Blocus lui-même et la politique économique de Napoléon : c'est la plus petite partie qui en est consacrée à la Bavière. D'autre part, la conclusion est un tableau de l'Allemagne napoléonienne.

1. *Lettres personnelles des souverains à l'empereur Napoléon I^{er}*. Paris, Plon, 1939, in-8°, xcvi-392 p.

2. *Napoléon et l'Allemagne. Le système continental et les débuts du royaume de Bavière (1806-1810)*. Paris, Plon, 1942, in-8°, 755 p.

3. T. CLXXXI, 1939.

Il n'est pas possible d'analyser en détail un livre qui embrasse un si grand nombre de questions. On se contentera de dire qu'on n'y a pas trouvé une distinction assez nette entre le blocus envisagé du point de vue protectionniste et mercantiliste et le même blocus, considéré comme une machine de guerre contre l'Angleterre, et que, d'autre part, le caractère du système tel qu'il est conçu par M. Dunan paraît sujet à contestation. Le système continental tendait à une organisation fédérative de l'Europe et à une transformation des institutions et de la civilisation de chacun des États fédérés sur le modèle de la France napoléonienne et, par conséquent, en fonction de la Révolution de 1789. L'introduction du Code civil pourrait en être un des symboles ; il l'est en tout cas du remaniement interne des États. M. Dunan n'ignore pas ce caractère et remarque qu'il a été trop négligé et même oublié. Ainsi défini, le système est distinct de la lutte contre l'Angleterre et par conséquent du blocus ; il aurait pu être imaginé par Napoléon si l'Angleterre n'avait pas existé ou était restée neutre ; il n'était d'ailleurs pas besoin, pour la combattre, d'exporter le Code civil. Cependant, c'est à la politique extérieure qu'en fait l'auteur ramène l'essentiel du système ; il parle même indifféremment du « système » ou du « blocus ». Sans doute, les contemporains les confondaient-ils, et cela se comprend puisque la lutte contre l'Angleterre leur paraissait à bon droit vitale pour le système lui-même et qu'après tout l'organisation fédérative de l'Europe et l'expansion des principes de 1789 ne les passionnaient généralement pas. Mais, dans la perspective historique et pour l'interprétation du génie napoléonien, la distinction est importante.

Et la Bavière, dira-t-on ? Eh bien ! M. Dunan a écrit sur sa dynastie, sur sa constitution territoriale et sur sa transformation administrative plusieurs chapitres qui, dans l'essentiel, ne dépassent pas, semble-t-il, la remarquable synthèse de Döberl, mais qui rendront grand service à beaucoup de lecteurs français. Il y aurait eu profit à élucider de plus près ce qui est resté des princes médiatisés, de la seigneurie et des privilèges aristocratiques. Mais M. Dunan a, pour la première fois, tracé un tableau de l'économie bavaroise : il lui a consacré 50 pages, alors que l'organisation politique et administrative, y compris celle des finances, n'en obtient que 62 : c'est encore un mérite de cet ouvrage, qui en a beaucoup.

MM. Maurice BESSON et Robert CHAUVELOT ont sommairement exposé le rôle des plans coloniaux dans la politique extérieure de Napoléon¹.

1. *Napoléon colonial*. Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1939, in-8°, 248 p.

Sur l'armée, une vulgarisation anecdotique de M. Marcel DUPONT sur les « grognards »¹ et quelques biographies : celles de Ney et de Murat par M. J. LUCAS-DUBRETON, renseignées et agréables à lire², celle de Bernadotte par M. Pierre DE PRESSAC³ et M. T. HÖJER⁴. A vrai dire, M. de Pressac se défend d'écrire une biographie, bien qu'il ait consulté les archives de Stockholm : la tâche qu'il s'assigne est de caractériser la psychologie et d'examiner les épisodes les plus contestés de la vie du personnage qu'il considère comme « un des plus grands hommes de tous les temps ». C'est pour le moins montrer quelque penchant pour l'hyperbole ! Lecture attrayante d'ailleurs. L'ouvrage de l'historien suédois est de toute autre nature : c'est bien une biographie minutieusement circonstanciée de Bernadotte, préparée par une exploration méthodique des archives de la famille à Stockholm et de nombreux dépôts publics suédois et étrangers, par l'utilisation aussi des sources imprimées et des nombreux travaux consacrés au personnage et aux événements auxquels il a été mêlé. Malheureusement, la traduction ne reproduit pas les notes ; elle comporte du moins d'importants extraits de la bibliographie critique. Si M. Höjer ne manifeste pas l'enthousiasme romantique de M. de Pressac, il est néanmoins invariablement favorable à Bernadotte ; il ne convaincra pas tout le monde ; mais son œuvre n'en demeurera pas moins fondamentale. Pour le moment, elle s'arrête à la veille de la candidature au trône de Suède.

L'histoire des campagnes n'enregistre que l'important ouvrage de M. E. TARLÉ sur celle de 1812⁵. La traduction en offre aux historiens de langue française une synthèse des ouvrages russes, enrichie par les recherches personnelles de l'auteur, et aussi, pour la première fois, une histoire de la résistance à l'invasion, conçue du point de vue populaire, en sorte que la guérilla y tient une place importante, ainsi que la tactique de Koutouzof, qui apparaît ici comme un chef national. Le sens général du livre est d'exalter le patriotisme du peuple russe qui a fait le vide devant l'adversaire et l'a harcelé avec une ardeur qui ne peut se comparer qu'à celle du peuple espagnol. Toutefois, on aperçoit bien que, si Napoléon, demeurant fidèle à la Révolution, avait annoncé l'intention de libérer les paysans, les choses auraient pu tourner un peu

1. *Napoléon et ses grognards*. Paris, Hachette, 1945, in-8°, 253 p.

2. *Le maréchal Ney*. Paris, Fayard, 1941, in-8°, 345 p. — *Murat*. Paris, Fayard, 1944, in-8°, 300 p.

3. *Bernadotte*. Paris, Hachette, 1942, in-8°, 255 p.

4. *Bernadotte, maréchal de France* ; traduit du suédois par L. MAURY. Paris, Plon, 1943, in-8°, 394 p.

5. *La campagne de Russie, 1812* (traduit du russe). Paris, Gallimard, 1941, in-8°, 270 p.

autrement, et c'est bien ce que la noblesse redoutait ; en fait, certains événements montrent qu'en prenant part à la lutte, des paysans se sont crus autorisés à espérer une amélioration de leur sort ; leur cause n'a pas été sans éveiller des sympathies ; en sorte que, par un cruel détour, la guerre n'a pas été sans fruit pour la cause de l'émancipation, de même du reste qu'en Espagne. Pour ce qui concerne l'Empereur et la bourgeoisie française, M. Tarlé reste fidèle aux conceptions qui ont inspiré son histoire de Napoléon dont il a été parlé dans le bulletin précédent.

Il ne reste à citer que le récit des épisodes de la campagne de France à Nogent-sur-Seine, œuvre de M^{lle} Madeleine TARTARY¹.

L'histoire diplomatique n'enregistre que deux publications sur le Congrès de Vienne. M. Guglielmo FERRERO a repris, sur nouveaux frais, l'apologie de Talleyrand, non plus comme Sorel et Pallain du point de vue français, mais comme MM. Brinton et Duff Cooper, pour louer l'Européen qui a ramené le continent aux sages principes ; l'éloge, dès lors, n'est pas réservé à lui seul : ministres et souverains, Metternich au premier rang, l'empereur François lui-même, apparaissent comme des bienfaiteurs. Visiblement, M. Ferrero n'a aucune sympathie pour les mouvements nationaux et, de même que dans son livre sur la première campagne de Bonaparte, l'Italie de l'Ancien Régime retient toute sa considération². M. Karl GRIEWANK, qui a procédé à des recherches d'archives et qui produit en appendice quelques documents, n'est pas du même avis, comme c'était à prévoir, car les résultats du Congrès pour l'Allemagne, auxquels il consacre particulièrement son attention, ne lui paraissent naturellement pas satisfaisants³.

M. Bertrand DE JOUVENEL nous a dotés d'un livre d'ensemble sur le blocus continental en remontant à ses origines. Il sera fort utile et met d'ailleurs en œuvre des documents inédits⁴. Sur les effets du blocus dans le grand-duché de Bade, la thèse complémentaire de M. L'HUILLIER est une contribution utile⁵.

A l'histoire économique proprement dite se rattache la thèse de

1. *Nogent-sur-Seine en 1814*. Paris, Les Éditions des Presses modernes, 1939, in-8°, 185 p.

2. *Reconstruction. Talleyrand à Vienne, 1814-1815*. Paris, Plon, in-8°, 372 p.

3. *Der Wiener Kongress und die Neuordnung Europas*. Leipzig, Koehler et Amelang, 1942, in-8°, 327 p.

4. *Napoléon et l'économie dirigée. Le blocus continental*. Paris, Éditions de la Toison d'or, 1942, in-8°, 373 p.

5. *La mise en vigueur des décrets de Trianon et de Fontainebleau dans le grand-duché de Bade*. 1945 ; thèse dactylographiée.

M. A. CHABERT sur le mouvement des prix de 1798 à 1820; un autre essai doit suivre sur les revenus; on compte que l'histoire sociale en profitera. Les courbes des prix montrent en tout cas que la hausse de longue durée a continué durant l'Empire et que l'économie est restée prospère dans l'ensemble; elles montrent aussi que cette dernière est restée dominée par la production agricole¹.

HORS DE L'EMPIRE. — M. Jacques CHASTENET a décrit, en même temps que la personne et la politique de Pitt, l'Angleterre de son temps; c'est un résumé allègre et pittoresque². M. Theodor LÜCKE a décrit toute la carrière de l'autre grand adversaire de l'Empereur, Wellington, le duc de fer; aucun appareil critique et brève bibliographie; cet essai de synthèse est pourtant un livre énorme, car le texte est extrêmement dense³.

Sur la Prusse, nouvelle biographie de la reine Louise par M^{lle} Gertrude ARETZ: elle utilise abondamment la correspondance et fait bien connaître la vie de cour, mais n'apporte rien de neuf à l'histoire générale⁴. On a réédité la *Feldzeitung*⁵ de l'armée prussienne (6 octobre 1813-29 avril 1814), un des livres de Arndt: *Germanien und Europa*⁶, et le livre de Meinecke sur l'Allemagne à l'époque napoléonienne⁷. D'ailleurs, le *Befreiungskrieg* a inspiré un volume de plus⁸. Sur le mouvement des idées en Allemagne, on pouvait compter sur les thèses de M. Eugène SUSINI relatives à Baader, mais la principale tout au moins ne fournira pas à l'historien ce qu'il espérait: c'est un exposé systématique de la pensée philosophique du personnage, l'auteur ayant remis à plus tard l'étude du rôle historique de Baader⁹. Deux États de la Confédération ont été favorisés. M. Theodor J. SCHERG a décrit avec abondance l'œuvre de Dalberg dans le domaine de l'instruction publique,

1. *Essai sur les mouvements des prix et des revenus en France de 1798 à 1820*; 1: *Les prix*. Paris, Librairie de Médecis, 1945, in-8°, 261 p.

2. *William Pitt*. Paris, Fayard, 1941, in-8°, 352 p.

3. *Wellington, der eiserne Herzog*. Berlin, Rowohlt, 1938, in-8°, 661 p.

4. *La vie douloureuse de la reine Louise de Prusse*; traduction de Joseph DELAGE. Paris, Attinger, 1939, in-8°, 192 p.

5. *Preussens Freiheitskampf, 1813-1814. Eine zeitgenössische Darstellung. Originalwiedergabe der ersten Feldzeitung der preussischen Armee*; préface de Kurt HESSE. Postdam et Berlin, Hayn, 1940, in-8°, 376 p.

6. *Germanien und Europa (1803)*; introduction de Ernst ARNICH. Stuttgart et Berlin, Kohlhammer, 1937, in-8°, 263 p.

7. *Das Zeitalter der deutschen Erhebung, 1795-1815*. Leipzig, Koehler et Amelang, s. d., in-8°, 235 p.

8. *Die Befreiungskriege*; publication de la *Deutsche Gesellschaft für Wehrpolitik und Wehrwissenschaften*. Berlin, Mittler, 1938, in-8°, 192 p.

9. *Franz von Baader et le romantisme mystique*. Paris, Vrin, 1942, 2 vol. in-8°, 516 et 595 p.

principalement dans sa principauté d'Aschaffenburg, à partir de 1803, et dans son grand-duché de Francfort, à partir de 1810. Les trois degrés de l'enseignement attirèrent l'attention du Primat (il créa une Université) et il eut le mérite de faire sa part à l'instruction technique. L'auteur a rendu hommage à ce fidèle disciple de l'Aufklärung qui se confiait aux « lumières » et, dans l'Allemagne de 1939, il y fallait d'autant plus de courageuse sérénité que Dalberg s'était rallié à Napoléon¹.

M. Fritz ZIMMERMANN a entrepris une histoire constitutionnelle de la Bavière depuis les derniers temps du Landtag jusqu'à la Constitution de 1818² : le premier volume s'étend jusqu'à celle de 1808 : il ne semble pas avoir été connu de M. Dunan. En fait, l'auteur commence par un aperçu général sur le Landtag, et particulièrement sur l'évolution du Landtag bavarois ; puis il étudie l'histoire de ce dernier pendant la période révolutionnaire. Son exposé révèle que l'influence des événements de France a suscité un mouvement d'opinion en faveur de la restauration des droits de la représentation nationale ; l'Ausschuss est sorti de son apathie et, de 1797 à 1801, une campagne de brochures a réclamé la convocation d'un Landtag. Mais la bourgeoisie ne paraît pas y avoir pris grande part : c'était l'aristocratie qui prétendait reprendre sa place dans le gouvernement ; elle invoquait les souvenirs du Moyen-Age plus encore que le droit naturel ; elle ne recourait pas à l'exemple français, ce qui se conçoit aisément puisqu'elle n'entendait pas renoncer à ses privilèges ; un petit nombre de brochures demandent bien une Constitution écrite, mais prennent comme modèle l'Angleterre. M. Zimmermann examine de très près les vues et la politique de Montgelas à l'aide des procès-verbaux de la *Geheime Staatsconferenz* qui, dit-il, n'avaient jamais été utilisés à fond. Montgelas, Savoyard d'origine et de culture française, était favorable à la proclamation d'une Constitution garantissant les droits civils de l'individu et associant la nation, dans une certaine mesure, au gouvernement de l'État, afin de fortifier ce dernier en perfectionnant l'unité nationale et en lui assurant l'appui de l'opinion. Mais, auparavant, il eut soin de réaliser les ré-

— *Lettres inédites de Franz von Baader* (importante introduction). Paris, Vrin, 1942, in-8°, 515 p.

1. *Das Schulwesen unter Karl Theodor von Dalberg besonders im Fürstentum Aschaffenburg 1803-1813, und im Grossherzogtum Frankfurt 1810-1813*. Munich, Wetzol, 1939, 2 vol., 717 p. (pagination continue), 2 cartes, 103 gravures ; prix : 12 M.

2. *Bayerische Verfassungsgeschichte vom Ausgang der Landschaft bis zur Verfassungskunde von 1818. Ein Beitrag zur Auseinandersetzung Deutschlands mit den Ideen der französischen Revolution und Restauration. Erster Teil : Vorgeschichte und Entstehung der Konstitution von 1808*. Munich, Beck, 1940, in-8°, 173 p. (Publications de l'Académie de Bavière : *Schriften zur bayerischen Landesgeschichte*, Band 35).

formes qui devaient substituer un État moderne à l'État patrimonial et médiéval, sans consulter l'Ausschuss et en se gardant de réunir le Landtag. Puis, en 1808, il promulgua une Constitution octroyée qui n'était ni démocratique ni libérale, mais qui était unitaire et admettait l'égalité des droits sans toutefois ôter à la noblesse toute prééminence sociale. Il faut pourtant rappeler que la représentation nationale qu'elle prévoyait ne fut pas organisée, et M. Zimmermann ne méconnaît pas que, si Montgelas se décida à réaliser son dessein, ce fut pour affirmer l'indépendance de la Bavière en réalisant la réforme avant que Napoléon eût donné au Rheinbund la Constitution qu'il méditait.

L'Autriche est particulièrement bien représentée. M. Joseph MAYR a publié une excellente monographie de Vienne à l'époque napoléonienne qui, en fait, est, sur plus d'un point, utile pour l'histoire de la monarchie ; par exemple un tiers du volume concerne la situation financière de l'État¹. M. Hellmuth RÖSSLER a composé un exposé de dimension colossale sur le rôle de l'Autriche dans la libération de l'Allemagne où les « Führer nationaux » de l'Autriche, de 1805 à 1815, sont loués pour leur politique « allemande » hostile à « l'Internationale française » ; il s'agit des Stadion, car pour Metternich²... Enfin, M. Hans KRAMER a dressé la liste des Tyroliens morts sous les armes de 1796 à 1813³.

En sus, il ne reste à citer que la thèse de M. Maurice GRAVIER sur l'écrivain suédois Tegner qui, dans sa jeunesse, subit fortement l'influence de la France et notamment de Napoléon⁴ ; et celle de M. Douchan LEKITCH sur la politique extérieure de Pierre I^{er}, métropolite du Monténégro⁵ : la plus grande partie du volume va de Campo-Formio au Congrès de Vienne et la France y est constamment en scène⁶.

G. LEFEBVRE.

Professeur honoraire à la Sorbonne.

1. *Wien im Zeitalter Napoleons. Staatsfinanzen, Lebensverhältnisse, Beamte und Militär.* Vienne, Gistel et Cie, 1940, in-8°, 246 p.

2. *Österreichskampf im Deutschlands Befreiung.* Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1940, 2 vol. in-8°, 542 et 354 p.

3. *Die Gefallenen Tyrols, 1796-1813.* Innsbruck, Wagner, 1940, in-8°, 164 p.

4. *Tegner et la France.* Paris, Aubier, 1943, in-8°, 161 p.

5. *La politique extérieure de Pierre I^{er} Petrovitch, métropolite du Montenegro (1784-1830).* Paris, Rodstein, 1940, in-8°, 295 p.

6. Mentionnons pour mémoire quelques ouvrages allemands de propagande : Adolf ROSSBERG, *Freimaurerei und Politik im Zeitalter der französischen Revolution* (Berlin, Nordland Verlag, 1942, in-8°, 256 p.). — Arnold HEINING, *Nation und Rechtslehre in Frankreich* (Darmstadt, Wittich, 1941, in-8°, 91 p.). — Max BRAUBACH, *Das Rheinland am Vorabend der französischen Revolution* (Bonn, Röhrscheid, s. d., in-12, 46 p.).

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Paul MAZON (avec la collaboration de Pierre CHANTRAINE, Paul COLLART et René LANGUMIER). **Introduction à l'« Iliade »**. Paris, Les Belles-Lettres, 1942 ; 1 vol. in-12, 303 pages. Prix : 100 francs.

Dans la première partie de ce savant ouvrage (*Le texte de l'« Iliade »*), MM. Chantraîne, Collart et Langumier étudient respectivement : 1^o la tradition manuscrite et la langue du poème ; 2^o ses papyrus ; 3^o ses scholies. La seconde partie (*L'origine de l'« Iliade »*) est due à M. Mazon, dont l'accord est total avec ses collaborateurs sur les conclusions à tirer de leurs différentes recherches.

D'une analyse fort serrée et pénétrante du poème, M. Mazon dégage les résultats suivants. L'*Iliade* n'est certainement pas, sous la forme qui nous a été transmise, « l'œuvre spontanée d'un poète créateur » : après le chant A, qui pose le thème de l'épopée (*le Dessen de Zeus*), l'auteur n'a pu s'appliquer longuement à composer les chants B-K, étrangers à ce thème, avec lequel ils sont même souvent en contradiction. La question se rattache à celle du public auquel était destiné le long poème qui nous est parvenu ; on pouvait, à la rigueur, réciter 4,000 ou 5,000 vers au cours d'une fête ; mais, l'*Iliade* ayant près de 16,000 vers, une récitation complète eût exigé trois jours entiers : hypothèse dénuée à première vue de toute probabilité, et que n'appuie aucun témoignage. Il faut donc conclure avec Wolf que l'*Iliade* manque d'unité, parce qu'elle n'a pas été composée pour un public déterminé. En revanche, chacun de ses chants forme « une unité en soi » ; certains d'entre eux appartiennent même à des unités plus larges : à côté de chants isolés, l'épopée renferme des groupes de chants. Or, il ne paraît pas impossible de discerner la nature des liens unissant entre elles ces différentes parties de l'*Iliade* et d'entrevoir ainsi « les diverses phases de la genèse du poème ». On ne verra pas dans les répétitions des signes d'inauthenticité, la plupart des vers de notre *Iliade* étant destinés, non pas aux lecteurs du poème, mais aux auditeurs d'un chant ou d'un groupe de chants ; et on ne se laissera pas davantage arrêter par les contradictions : l'unité faisant défaut, comment y aurait-il contradiction d'un chant à l'autre ? On évitera, enfin, d'instituer des rapports imaginaires entre telle et telle partie de l'œuvre. Moyennant ces précautions, il est relativement aisé de comprendre la genèse de l'*Iliade* ; en revanche, on a plus de peine à déterminer par qui elle a été conçue, ou remaniée, dans la forme sous laquelle on la lit aujourd'hui. L'auteur montre ainsi, d'abord, que les deux thèmes de la *Colère* et de la *Vengeance* d'Achille, fort répandus dans la tradition épique, se tiennent étroitement et que l'originalité de l'œuvre semble consister essentiellement dans leur union ; ce rapprochement a été obtenu grâce au thème du *Dessen de Zeus*, qui rend la défaite des Grecs inéluctable ; voilà déjà trois thèmes « fondus en un seul » et formant le sujet de quatre chants. Ensuite, le poète a réalisé d'importants élargissements, qui fournissent la matière de neuf autres chants, et donné pour émouvante conclusion

à son œuvre le chant Ω . Le désir de transformer l'*Achilléide* en une *Iliade*, où le fils de Pélée n'occuperait plus la scène entière, incita probablement un aède à joindre le groupe B-H à ces quatorze chants; l'idée d'une ambassade envoyée à Achille put suggérer l'addition du groupe Θ -K, auquel se relie le chant T, écho de la scène de l'ambassade. Un tel ordre n'est pas donné comme certain, mais seulement comme « logique et vraisemblable »; du moins peut-on d'ores et déjà affirmer que l'*Iliade* est issue des « développements successifs donnés à un poème dont le chant A pose fermement le thème original », poème qui, d'ailleurs, n'a rien d'archaïque et révèle un art des plus conscients; s'il y a moins de génie dans les « chants de développement », ils témoignent, en tout cas, de beaucoup d'adresse.

Reste le problème essentiel : l'épopée a-t-elle un ou plusieurs auteurs? La variété et l'inégalité qui y règnent ne prouvent rien contre la thèse d'un auteur unique : les poètes de génie ne disposent-ils pas de tons multiples? A la thèse d'une pluralité d'auteurs, on ne doit point objecter qu'une même époque ne connaît pas plusieurs génies comparables à Homère : d'abord, le génie ne brille pas partout dans l'*Iliade*; ensuite, certains exemples, notamment celui des grands tragiques du v^e siècle, montrent l' inanité d'une telle objection. Sans adopter la thèse des « unitaires intégraux » (cf. *supra*), on ne peut nier l'uniformité de la langue et l'unité relative du style qui distinguent l'œuvre entière : seulement, ces caractères peuvent s'expliquer par la continuité du genre bien plus que par la personnalité du poète. La thèse de l'unité a surtout contre elle la teneur du chant H, formé de deux parties, le *Combat d'Ajx et d'Hector*, qui ne peut guère provenir de l'auteur des chants A et Γ , et des scènes de raccord, qu'il convient moins encore d'attribuer à l'auteur de Γ . Des remaniements d'auteur ne se comprendraient, du reste, que si l'*Iliade* avait été destinée à un public de lecteurs, ce qui nous obligerait soit à la dater de la fin du v^e siècle au plus tôt, contrairement aux témoignages les plus sérieux de la tradition et de l'archéologie, soit à faire d'Homère un simple « adaptateur » du vi^e siècle; or, l'existence du groupe A, Λ , II, X démontre celle d'un créateur. C'est à lui, c'est à l'inventeur de ce « drame épique », qu'il faut réserver le nom d'Homère; il a pu fort bien, du reste, adjoindre à son poème certains développements conformes à la ligne générale qu'il avait tout d'abord tracée. En revanche, il ne sied point de lui attribuer les épisodes qui modifient radicalement le plan et l'esprit de son œuvre : les chants B-H et Θ IK sont dus à d'autres poètes, médiocrement enclins à respecter une unité dont ils n'avaient guère conscience et ne possédant aucun sens de la propriété littéraire. Bref, voici l'hypothèse qui paraît le mieux cadrer avec les faits observés : une œuvre originale, ayant le chant A pour prélude, le chant Ω pour conclusion, et dont les chants Λ , II, Σ et X renferment les éléments principaux, s'est graduellement enrichie de plusieurs développements, dus les uns à l'auteur lui-même, les autres à des poètes postérieurs; elle ne tarda pas à devenir la propriété collective d'une corporation d'aèdes, les Homérides de Chios. Ce n'est pas une raison, d'ailleurs, pour situer dans cette île la patrie d'Homère; d'autre part, la tradition unanime de l'antiquité, qui fait naître le poète à Smyrne, n'est point sûre. Le nom d'Homère ne se rencontrant que rarement en Thessalie ou en Étolie, il est permis de supposer qu'il naquit d'une famille thessalienne ou étolienne émigrée à Smyrne ou à Chios, ou bien à Smyrne, puis à Chios. Quelle est la date de son œuvre? L'épopée la plus ancienne du cycle homérique, l'*Éthiopide*, pouvant dater de 720-700, la création de l'*Iliade*, même si elle est due à un seul poète, ne peut être très postérieure à 750; et, si plusieurs générations y ont travaillé, il faut en placer le début dans la deuxième

moitié du IX^e siècle : chronologie conforme à l'indication d'Hérodote qui situe vers 850 l'existence d'Homère (II, 53).

Enfin, après avoir minutieusement étudié la diffusion de l'épopée — aussi connue dans la Grèce insulaire qu'en Ionie dès le deuxième quart du VII^e siècle — et précisé le rôle, assurément fort important, de Pisistrate dans l'histoire du texte homérique (très pauvre en interpolations, quoi qu'on ait souvent prétendu), M. Mazon consacre un excellent chapitre à l'« intérêt historique et humain de l'*Iliade* ». Il rappelle les traits essentiels du milieu où vécut Homère et où se mêlaient étroitement Éoliens et Ioniens ; toutefois, à son avis, l'*Iliade* n'est sans doute pas une création ionienne, et elle doit reposer sur une assez longue tradition (remontant peut-être, d'ailleurs, à un siècle ou deux seulement) ; les légendes qui en forment le sujet sont toutes originaires des contrées grecques d'où sont partis vers l'Asie les émigrants des XI^e, X^e et IX^e siècles. Elle renferme ainsi des éléments appartenant à deux civilisations bien distinctes : d'abord, et surtout, des souvenirs du passé achéen ou mycénien, dus à la tradition épique ; ensuite, des impressions personnelles, reflétant l'époque et le milieu de l'auteur ; celui-ci, du reste, n'aurait pu charmer son public en lui offrant le tableau d'un monde totalement étranger à ses goûts et à ses mœurs. Ce public était surtout composé de familles nobles et guerrières : d'où l'ampleur et la précision des scènes de combat qui abondent dans l'*Iliade*. La religion de cette société manquait de profondeur : c'était, tout au plus, une mythologie, que la chute de l'empire achéen avait en partie dépouillée de son prestige. Aussi l'*Iliade* n'est-elle rien moins qu'un poème religieux : on n'y trouve aucune théologie, mais une simple mythologie sans portée morale ; sauf exceptions, les dieux homériques sont dénués de grandeur et, surtout, de moralité ; ce sont, en réalité, des hommes, que ne bride aucun frein et qui dépassent les héros en violence et en cruauté. La morale de l'*Iliade*, purement humaine, prône avant tout les vertus nécessaires à des bandes d'aventuriers ; mais plusieurs de ces vertus ne sont pas sans prix : honneur, loyauté et fidélité mutuelle, respect de la parole donnée à des ennemis, que l'on peut même traiter avec estime et pitié ; contrôle exercé par la raison sur la passion. D'où l'ardente et durable admiration des Hellènes pour cette épopée où se manifestait l'esprit énergique de toute leur race ; certes, ils ont souvent détesté et maudit la vie ; mais ils ne l'ont jamais méprisée, et ils ont aspiré à l'embellir par l'héroïsme et à la prolonger par la gloire ; réfractaires à tout fatalisme et à l'idée d'infini, ils ont placé le bonheur suprême dans l'accomplissement des tâches précises que leur assignait le monde dont ils faisaient partie. Aujourd'hui encore, ne saurait-on regarder un tel « goût de vivre », indispensable à la durée des individus et des peuples, comme « la première des vertus » et « le premier des devoirs » ?

Paul CLOCHÉ.

Margret BÜNDING. Das Imperium Christianum und die deutschen Ostkriege vom zehnten bis zum zwölften Jahrhundert. Berlin, Ebering, 1940 ; in-8°, 64 pages. (*Historische Studien*, n° 366.)

L'« Empire chrétien », l'ensemble des souverains qui, depuis le début du X^e siècle, se sont succédés en Allemagne, ont souvent — que l'on songe avant tout aux Ottons, à Otton le Grand — continué Charlemagne, lutté contre les États slaves ou hongrois, pour les contenir, les soumettre, les convertir au christianisme, et par là même les pacifier ou les annexer, ou au moins les mettre à rançon. A certaines

époques, où les empereurs se sont orientés dans d'autres directions, ainsi vers l'Italie, leurs vassaux les ont suppléés et se sont chargés de la guerre du N. O. — M^{lle} Bünding a essayé de dégager les analogies ou les différences, les diverses intentions ou méthodes, les arguments ou motifs opposés, qui ont agi sur le monde germanique ou, au contraire, ont pu momentanément l'endormir. Elle a réuni avec beaucoup de soin et comparé un grand nombre de textes. Doit-on faire la guerre, et pourquoi? Parce que les païens sont agressifs et pillards? et qu'il faut les contenir, ou même les soumettre? leur territoire en vaut-il la peine? Les détruira-t-on? ou cherchera-t-on à les convertir? Mais comment? par la force et la crainte? ou par la douceur et la persuasion? Mêlera-t-on ces diverses méthodes?

Voici quelques exemples. D'abord un cas assez singulier et on peut dire à peu près unique : un prince cependant très pieux, Henri II, au début du XI^e siècle, déclenche contre les Polonais, qui étaient cependant chrétiens, les païens de la Lusace. Un moine célèbre de l'époque, Bruno de Querfurt, s'indigna : « Est-ce chose bonne, écrit-il à Henri, de poursuivre un peuple chrétien, et d'être ami d'un peuple païen?... Ne crois-tu pas, ô roi, qu'il y a péché, quand, chose effroyable à dire, une tête de chrétien est immolée sous le drapeau des démons? Ne serait-il pas préférable d'employer la fidélité d'un chrétien, avec l'aide et les conseils duquel tu pourrais — on remarquera ce trait ; Brun n'exigeait pas qu'on renoncât entièrement à s'enrichir — « tu pourrais recevoir un tribut, et faire, d'un peuple païen, un peuple chrétien? » Encore de Bruno : « Ne vaudrait-il pas mieux combattre des païens pour les christianiser, que violenter des chrétiens dans une guerre de pur orgueil? » Bruno, d'ailleurs, n'était pas seul à penser ainsi. Auparavant déjà, Otton II ayant attaqué la France et pénétré jusqu'à Montmartre, devant Paris, la *Vie de saint Adalbert* s'indignait : « Comme il vaudrait mieux combattre avec zèle contre les païens, que lutter contre les Francs de Charles, sans respect pour la fraternité du christianisme ! » Quand le même Otton eut subi un désastre à Cotrone, au fond de l'Italie, on jugea qu'il l'avait bien mérité ; il combattait pour agrandir ses États, non pour élargir la chrétienté.

Ainsi, pas de guerre entre chrétiens, surtout avec l'aide des païens ; mais contre ces derniers la guerre est permise, même louable ; c'est du moins une opinion répandue. D'autant qu'ils ne se privent pas de prendre l'offensive et d'attaquer les chrétiens.

Mais si c'étaient précisément la dureté et la cupidité des chrétiens qui provoquaient les païens insuffisamment convertis et maltraités? Dans les milieux ecclésiastiques on l'a plus d'une fois déclaré. Dès la seconde moitié du X^e siècle, la chronique de Thietmar l'avait dit : « Les peuples qui, ayant accepté le christianisme, obéissaient aux rois et empereurs et leur payaient tribut, exaspérés par l'orgueil du duc Thierry, ont unanimement pris les armes. » Pour la même époque, les *Annales de Magdebourg* accusent les Saxons de provocation. Un peu plus tard, après la mort d'Otton III, « les Slaves, d'après les *Gesta Hammaburgensis Ecclesiæ* d'Adam, plus opprimés qu'il ne fallait par les « juges chrétiens », secouèrent enfin le joug de la servitude et durent défendre leur liberté par les armes ». Le résultat fut terrible : à l'est de l'Elbe, l'œuvre de la mission chrétienne fut anéantie. On pourrait, dans l'ouvrage de M^{lle} Bünding, citer d'autres faits ; nous rappelons seulement ces mots d'Adam dans ses *Gesta* : « La religion chrétienne aurait pu se consolider, si la cupidité des princes n'avait pas retardé la conversion des païens. » — Un peu plus tard, l'accord entre Odescalc, le prince des Obotrites, un vrai chré-

tien, et Adalbert, archevêque de Brême-Hambourg, répara en partie le mal qui avait été fait.

En 1108, l'archevêque de Magdebourg, assisté de nombreux prélats ou seigneurs laïques, adressa, à tout ce qu'il y avait de personnages importants dans l'Allemagne de l'Ouest, un manifeste qui s'inspirait de l'appel à la guerre sainte qu'en 1095 le pape Urbain II avait le premier lancée vers la Terre sainte. Les princes allemands ne l'oubliaient pas. « Levez-vous et venez, disaient-ils, vous tous qui aimez le Christ et son Église, et préparez-vous, comme l'ont fait les Français, pour délivrer Jérusalem. » Deux arguments étaient là. « Les plus cruels des païens, ces hommes sans pitié, qui se vantent de leur inhumanité, se sont dressés contre nous et sont devenus trop puissants. Par leur idolâtrie, ils ont souillé les églises du Christ et renversé les autels... Très souvent ils envahissent notre territoire ; sans rien épargner, ils pillent, ils tuent, détruisent et torturent les chrétiens avec des méthodes raffinées. Quelques-uns décapitent leurs prisonniers et dédient des têtes à leurs idoles ». D'autres les écorchent vifs et, après s'être masqués dans leurs peaux, ils fondent sur le pays des chrétiens, et, déguisés en chrétiens, ils pillent impunément. Qu'ils célèbrent une fête : « Notre Pripagala veut des têtes, déclarent dans le banquet les magiciens ; il faut des sacrifices. » Alors, une fois les chrétiens décapités devant leurs autels, nos ennemis lèvent des coupes pleines de sang humain et hurlent d'une voix qui fait frissonner : « Vive la joie ! le Christ est vaincu, le vainqueur Pripagala triomphe. » — Il s'agit, pour les chrétiens, de ne plus avoir à supporter ces cruautés¹. C'est quelque chose. Mais un autre motif doit les exciter. « Les païens, disaient toujours leurs adversaires, sont les pires des hommes ; mais leur pays est très riche en viande, en miel, en farine, en volaille, et, s'il est bien cultivé, rien ne peut lui être comparé. » L'avis est bon. « O Saxons, Francs, etc..., vous pourrez ici et sauver vos âmes et, si cela vous plaît, conquérir et habiter une excellente terre. »

Nous ne suivrons pas M^{lle} Bünding dans la discussion assez subtile par laquelle elle cherche à montrer que le document de 1108 est « comme l'expression d'un temps nouveau, le mouvement de la croisade ». C'est en dire un peu trop, nous semble-t-il. L'Allemagne avait emprunté au manifeste pontifical de 1095 quelques belles phrases ; mais la tentative de 1108 n'a pas donné grand'chose : on est bien loin de la prise de Jérusalem. Saint Bernard, en 1147, au moment de la seconde croisade, a approuvé l'idée des princes et seigneurs allemands : s'acquitter de leur serment... chez les Wendes ; il a, de son côté, conseillé : soumettez-les à la religion chrétienne, ou exterminatez ces brigands ; — il a défendu de conclure avec eux des traités dans lesquels on se serait contenté d'un tribut ; — enfin, il a reconnu et accordé aux combattants d'Allemagne des avantages et des indulgences semblables à celles des combattants de Terre sainte. Ainsi toute son attitude a pu donner à la guerre qu'il prêchait un certain caractère de croisade. Mais d'ailleurs, en dépit des échecs que les expéditions de Terre sainte ont pu subir, ou des cruautés qui ont trop souvent infligé une tache aux croisés, ou du désastre final, la croisade proprement dite, par son objet, par les lieux où elle se déroulait, par les souvenirs qu'elle rappelait, par les actes héroïques qu'elle a inspirés, évoquera toujours de bien plus grands souvenirs que les guerres transeilbiennes.

E. JORDAN.

1. Nous n'avons pas à rechercher si elles sont ou non exagérées. Il est probablement impossible d'en rien savoir avec certitude.

Johannes RAMACKERS. *Papsturkunden in Frankreich*. Neue Folge. 3. Band. Artois. Goettingen, Vandenhoeck et Ruprecht, 1940; in-8°, 247 pages. (Fasc. 43, 3^e série, des *Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen, philologisch-historische Klasse.*)

On connaît la vaste enquête qui, sur l'initiative de Paul Kehr, et par les soins de la Société des sciences de Göttingen, vise à recueillir tous les actes issus de la Chancellerie papale et antérieurs à l'avènement d'Innocent III (1198), à en produire ensuite une édition définitive dont quiconque doit compulser le classique régeste de Jaffé a plus d'une fois déploré l'absence. Comme l'entreprise ne peut être menée à bien que par plusieurs générations d'érudits, on a sagement décidé d'en publier, au fur et à mesure des recherches, les résultats provisoires. Pour nous borner à la France, M. Meinert éditait dès 1932, en deux fascicules, les matériaux relatifs à la Champagne et à la Lorraine. Puis le Dr J. Ramackers donnait en 1934 deux nouveaux fascicules sur les Pays-Bas, y compris la Flandre française (1934), et plus récemment un volume copieux sur la Normandie (1937). Le présent fascicule, plus mince, ne concerne que l'Artois. On regrettera sans doute un découpage géographique qui, fondé sur nos « provinces » d'Ancien Régime, ne tient compte ni de la géographie ecclésiastique — il eût été plus naturel de procéder par diocèse et par province ecclésiastique — ni de la géographie féodale : l'Artois se trouve ainsi arbitrairement détaché de la Flandre dont, pendant toute la période envisagée, il faisait partie intégrante. L'inconvénient, à dire le vrai, est mince. L'essentiel est que la publication avance rapidement; peu importe que nous soyons obligés d'en retrouver les éléments en plusieurs volumes.

L'économie reste la même d'un fascicule à l'autre. Une première partie (p. 4-29) donne la liste, par dépôt et par fonds, de tous les documents recueillis; les pertes irréparables qu'ont subies, au cours des siècles, et jusqu'en 1915, les archives ecclésiastiques de l'Artois expliquent la relative minceur du présent volume : on sait que, pour l'importante abbaye de Saint-Vaast, on en est réduit à une copie tardive du cartulaire de Guiman, dont il n'existe qu'une détestable édition; c'est à Bruges qu'il faut chercher le seul cartulaire existant de l'évêché de Térouanne, à la bibliothèque de Saint-Omer qu'est conservé celui de Saint-Bertin par dom Dewitte, à Paris enfin, le *Livre blanc* du chapitre d'Arras. — La seconde partie publie immédiatement tous les actes omis par Jaffé, ou dont le même Jaffé n'a pas indiqué l'édition. Ainsi, en attendant la *Gallia pontifica*, remise à plus tard, on pourra sans trop de peine retrouver, soit par Jaffé, soit dans les *Papsturkunden*, le texte imprimé de toutes les bulles papales antérieures à 1198. La présente collection comporte 187 documents, très inégalement répartis dans le temps, naturellement. Elle s'ouvre par une bulle fausse de Léon III, ensuite de quoi rien n'a subsisté jusqu'à Grégoire VII. De 1096 à 1160, on nous offre 45 documents; il y en a 75 pour le seul pontificat d'Alexandre III, dont on sait la sollicitude pour l'Eglise de France, et 66 pour les papes qui se succédèrent de 1180 à 1196. C'est donc au XII^e siècle, et surtout à sa seconde moitié, qu'appartient la presque totalité des documents publiés. Tous n'émanent pas d'un pape; on y a joint une douzaine de décisions prises par des cardinaux légats, deux lettres de prélats au Souverain Pontife, et même les actes des conciles de Paris (1104) et de Troyes (1107).

Il est impossible de s'attarder sur le contenu même des documents. La plupart, au demeurant, sont des bulles de protection accordées à des monastères et à des

églises, et confirmant leurs possessions. A ce titre, ils intéressent surtout l'histoire régionale. Mais leur réunion en un seul volume permet de mesurer les relations sans cesse plus étroites entre la curie romaine et le clergé du nord de la France, d'apprécier l'action grandissante de la monarchie pontificale sur la vie des églises. L'absence de tout acte émanant des antipapes du XII^e siècle, qu'il s'agisse d'Anaclet ou du schisme victorien (le volume sur les Pays-Bas en contenait une dizaine, celui sur la Normandie en était exempt), précise la division des obédiences. Déjà Calixte II, dont la sœur était comtesse douairière de Flandre, semble réserver sa sollicitude au comte Charles le Bon et aux églises de ses domaines (n° 16). Lui et ses successeurs ne cessent de protéger l'évêché d'Arras, dont la séparation d'avec Cambrai était encore trop récente pour être acceptée de tous (n° 12, 13, 15, 19, 21, etc.). Deux légations cardinalices, en 1153 et en 1161, ont pour résultat un afflux de procès devant les légats ou vers la cour de Rome : querelles sur les dîmes, les limites des paroisses, protection contre les prétentions des avoués laïques, rappel des chanoines à la résidence. Mais c'est sous Alexandre III que les interventions pontificales se multiplient et font présager la vigoureuse centralisation du pape juriste qu'allait être Innocent III. Citons, au hasard de la lecture : les défrichements monastiques, les terres gagnées sur la mer, la pêche des harengs par les moines absents sont mis à l'abri de la dîme (n° 71, 74, 96) ; la discipline est rigoureusement surveillée (n° 72, 80), la turbulente bourgeoisie de Saint-Omer empêchée d'empiéter sur les biens de Saint-Bertin (n° 86, 95, 98), etc.

Comme nous ne nous trouvons encore en présence que d'une publication en principe provisoire, il ne pouvait être question de donner, pour chaque fascicule, une table des noms et des matières sans le secours de laquelle les recherches restent difficiles. Mais il n'aurait pas été mauvais de dresser la liste des ouvrages utilisés, car dans le corps même du volume les références sont parfois à ce point abrégées qu'elles en deviennent méconnaissables. Comment retrouver, par exemple, dans les « Mémoires d'Arras » (n° 12, 15, 19, etc.), les *Mémoires de l'Académie des sciences, lettres et arts d'Arras* ?

L'auteur annonce que le volume suivant, sur la Picardie, est prêt à envoyer à l'impression. Quant au recueil beaucoup plus important, qu'il avait formé sur l'Ile-de-France, il ne lui restait plus que de « petites collations » à effectuer à Paris et dans quelques dépôts de province pour en achever le manuscrit. Nous nous associons au vœu qu'il forme de ne pas voir les événements se mettre à la traverse d'une aussi belle et utile publication, mais nous n'osons partager son robuste optimisme. Les difficultés matérielles de l'heure risquent d'entraver ses efforts¹.

E. PERROY.

Georges DE LAGARDE. *La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen-Age*. T. III : *Secteur social de la scolastique*. T. IV : *L'individualisme ockhamiste*. 1^{er} fasc. : *Ockham et son temps*. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Éditions Béatrice ; Paris, E. Droz, 1942 ; 2 vol. in-8°, 419 et 217 pages.

M. de Lagarde a entrepris, depuis une dizaine d'années, une vaste enquête sur l'évolution des idées politiques du XIV^e siècle, autour des deux grands noms de Marsile de Padoue et de Guillaume d'Ockham. Marsile étant un novateur isolé,

1. Ce compte-rendu a été écrit sous l'occupation, au printemps 1943.

un *free-lance*, l'examen de ses théories n'avait pas demandé de très longs préliminaires. Deux petits volumes, destinés l'un à établir un bilan rapide, suggestif, parfois un peu contestable, de l'évolution politique et des tendances doctrinales des légistes, l'autre à analyser les idées de Marsile, avaient suffi pour fixer la place et dire l'importance du *Defensor pacis*. Abordant Ockham, l'auteur avait affaire à un problème plus complexe. Avant de devenir penseur politique, le bachelier d'Oxford fut une lumière de la théologie et de la philosophie de son temps. C'est de son bagage scolaire qu'il a tiré les arguments utilisés plus tard dans les luttes politiques où il fut entraîné. A leur tour, les sources d'Ockham ont entraîné M. de Lagarde dans de longues recherches, dont témoignent deux nouveaux fascicules de son œuvre.

C'est vers le premier, intitulé *Secteur social de la scolastique*, et malgré son apparence plus sévère, que le lecteur averti se tournera de préférence. Il trouvera là une excellente mise au point d'un sujet jusqu'alors fragmentairement étudié; les sources, aussi copieuses qu'indigestes, n'en sont pas d'un abord facile, et il en fallait chercher les commentaires dans des revues spécialisées où risquait de se perdre quiconque n'est pas familier avec la pensée abstraite des penseurs médiévaux. Sujet touffu, aussi. Car les grandes luttes d'idées qui mirent aux prises les membres de l'École pendant tout le siècle antérieur au nominalisme ockhamien n'ont pas eu pour principal théâtre le terrain politique et social. Les classifications habituelles — réalistes et nominalistes, franciscains augustinien et dominicains aristotéliens, averroïstes et antiaverroïstes — ne sont ici d'aucun secours. Aussi, tout en groupant les auteurs autour des principales « écoles », M. de Lagarde a-t-il eu le souci de mener son enquête sur un plan aussi chronologique que possible. Parti de l'averroïsme — mal connu, puisque nous n'en sommes informés que par ses ennemis — il fait une large place à la synthèse thomiste, présente en regard la philosophie franciscaine de saint Bonaventure, passe ensuite aux successeurs de saint Thomas (1270-1300), traverse la querelle bonifacienne¹, se tourne encore vers les Franciscains d'Oxford, dont Roger Bacon est le plus connu, sinon le plus représentatif, approfondit l'œuvre capitale des séculiers parisiens Godefroi de Fontaines et Henri de Gand, termine enfin par Duns Scot et Pierre d'Auriol, les deux derniers maîtres dont Ockham ait subi l'influence.

Les conclusions auxquelles aboutit cette laborieuse enquête peuvent paraître un peu maigres en face du problème concret qu'a posé l'auteur. Sans doute a-t-il découvert le sens assez net d'une évolution doctrinale : jusqu'en 1270, en matière sociale, la vieille philosophie augustinienne de l'ordre universel reste si solide qu'un saint Thomas croit pouvoir l'intégrer au naturalisme aristotélien. Au contraire, entre 1270 et 1320, cette théorie craque de toute part, sous la critique logique et l'analyse minutieuse des penseurs. L'ordre universel apparaît si complexe et sujet à tant de modalités pratiques que « la tâche destructrice du nominalisme est déjà à moitié faite ». Ce qui est plus décevant, c'est qu'on ne découvre dans tout cela aucune trace d'« esprit laïque », aucune idée commune avec le travail des légistes. Tout au plus voit-on dans la critique du thomisme une rupture entre le naturalisme social et la conception traditionnelle de l'ordre chrétien, une marche vers le positivisme. C'est là peu de chose en somme.

1. Le tout récent commentaire de Jean de Paris par Dom J. Leclercq n'a pu être utilisé par l'auteur.

Les innovations d'Ockham doivent-elles plus aux événements politiques et à la structure sociale de son temps? Le tome IV nous le dira. Une courte biographie du penseur et du polémiste situe son œuvre par rapport aux grandes phases de sa vie, à Oxford, en Avignon, en Bohême. Puis on passe à une étude de la société politique du xiv^e siècle. Là M. de Lagarde développe la théorie allemande des *Stände*, récemment reprise par M. Lousse, mais en lui donnant, par la vigueur de son exposé, une réalité plus concrète qu'elle n'avait sous la plume de l'érudit belge. La société lui apparaît constituée par une infinité de communautés ou « estats », mosaïque d'abord anarchique, puis organisée en ligues éphémères, et qui impose enfin au pouvoir territorial la reconnaissance de ses unions, d'où l'universelle apparition de ces assemblées d'États, si caractéristiques du Moyen-Age finissant. Qu'il y ait dans cette reconstruction, dans cette généralisation, un certain arbitraire, c'est ce qu'admettra le lecteur peu enclin aux abstractions. Mais le tableau ainsi brossé a l'immense avantage d'ordonner une réalité très complexe sans trop la déformer. Il y a là un point de départ très solide d'où l'œuvre d'Ockham sortira mieux éclairée. Quelques retouches, pourtant, s'imposent : n'y a-t-il pas une certaine maladresse à étudier la notion d'« estats » dans la société laïque avant d'en examiner l'aspect particulier dans le corps ecclésiastique? M. de Lagarde, très au courant de la littérature française ou allemande de son sujet, n'a pas connu le livre récent de Miss V. Clarke où, à propos du *Modus tenendi parliamentum*, on montrait comment l'idée de représentation des « estats », dans la patrie même d'Ockham, semble s'être élaborée au sein du monde ecclésiastique, où synodes et chapitres l'avaient mise en pratique depuis longtemps¹. — Pas un mot sur le corporatisme universitaire, où le bachelier d'Oxford a pu trouver d'utiles exemples, et dont ses successeurs tireront des leçons durables. N'est-ce pas des « nations » universitaires que naîtront les « nations » conciliaires, et par là l'idée même des églises nationales? — Or, à l'apparition anticipée de ces églises nationales et au développement de l'esprit laïque ne sont consacrées qu'une dizaine de pages, maigres, vagues, parfois erronées².

M. de Lagarde reprendra ce thème, il faut l'espérer, dans le dernier volume de son œuvre. Pour l'instant, il n'a voulu faire que le tour de son sujet, et c'est pourquoi son dernier chapitre s'intitule « Le visage concret des doctrines ». Avant d'aborder l'œuvre d'Ockham, qui saura précisément adapter les enseignements de la scolastique (étudiés dans le t. III) à l'organisation sociale des « estats » (esquissée dans les pages médianes du t. IV), il veut indiquer quels contacts avaient déjà été

1. De même ne semble pas avoir été utilisé le chapitre consacré par Mc Ilwaine aux *Medieval Estates* dans le dernier volume de la *Cambridge medieval history*, écrit d'un point de vue assez différent de celui auquel se place M. de Lagarde.

2. « En Angleterre, une opposition décidée se manifeste contre les dignitaires ecclésiastiques : légats du Pape, qui représentent un pouvoir détesté, depuis la francisation du siège avignonnais ; évêques trop souvent étrangers » (p. 157). Si, au lieu de *légats*, on lisait *collec-teurs*, et au lieu d'*évêques*, *prébendiers*, nous serions d'accord. Mais l'Angleterre du xiv^e siècle n'a pour ainsi dire pas eu un seul évêque étranger. Mais les seuls légats qui aient foulé son sol étaient chargés de négociations diplomatiques généralement infructueuses ; le clergé, déjà pressuré, leur payait difficilement les frais de leur mission, c'est à cela que se bornait l'opposition décidée » contre la hiérarchie. Il y avait bien d'autres choses à dire sur l'impopularité de la fiscalité pontificale et de ses agents ; mouvement bien réel, mais exploité sans vergogne par un gouvernement « réaliste ».

établis, quels rapprochements effectués, comment, en d'autres termes, se trouvait préparée l'œuvre du bachelier d'Oxford. La conclusion, que nous retiendrons seule, voit loin, commandera sans doute l'organisation du dernier fascicule, comme elle pourra guider le chercheur, au delà d'Ockham, jusqu'en pleine querelle conciliaire : « L'esprit laïque du ^{xiv}^e et du ^{xv}^e siècle va se masquer sous le faux semblant de la défense des « estats » de l'Église contre la monarchie pontificale. Le rôle propre de Guillaume d'Ockham sera d'apporter au mouvement les justifications doctrinales et la philosophie qui lui faisait défaut. »

A cette œuvre aussi neuve qu'attachante, pleine d'érudition et d'intelligence, nous adresserons pourtant une dernière objection, valable pour les quatre volumes déjà parus. Pour qui ne se meut pas uniquement dans la sphère des idées, le développement de l'esprit laïque, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, avec son corollaire ici d'anticléricisme, là d'antipapisme, a pour origine et pour justification la tournure brusquement nouvelle que prend alors l'éternel problème des rapports de l'Église et de l'État. M. de Lagarde, sans doute, ne l'ignore pas ; mais, pressé de jeter son filet dans mille directions nouvelles, il perd un peu de vue le centre du problème. Il se croit quitte avec de trop brèves allusions aux faits politiques, avec des raccourcis chronologiques souvent déformants, avec des renvois à des ouvrages dont beaucoup sont dépassés. On a pourtant démonté pièce à pièce le mécanisme de certaines de ces luttes. S'il n'était pas question de refaire leurs longs récits, du moins les principes du conflit, les méthodes de combat, les théories émises à son propos, eussent-elles fourni à M. de Lagarde un cadre plus solide encore à ses recherches. Tel quel, son livre reste capital, et ne perd rien, bien au contraire, à être écrit avec verve.

E. PERROY.

Charles DIEHL, Lysimaque ŒCONOMOS, Rodolphe GUILLAND, René Grousset. *L'Europe orientale de 1081 à 1453* (*Hist. générale* de Glotz : *Moyen-Age*, t. IX, 1). Paris, Presses universitaires de France, 1945 ; in-8°, viii-644 pages et 9 cartes.

Ch. Diehl avait déjà publié en 1936 la première partie de l'histoire de Byzance, des origines à l'avènement d'Alexis Comnène en 1081, dans le tome III de cette collection. Son vif désir était de l'achever, afin qu'il y eût, écrite en français, une histoire scientifique et complète de Byzance. Malgré son grand âge et sa cécité, il a réalisé son dessein quelques mois avant sa mort. Lui-même a écrit la première partie du livre (*Dynasties des Comnènes et des Anges, croisade de Constantinople*) avec l'aide de son ancien élève, Œconomos, et il a confié à Guillard l'histoire des Paléologues, à Grousset celle de l'Orient latin, tous deux spécialistes avertis, l'un de la période des Paléologues, l'autre de l'histoire des croisades et de l'Asie. A vrai dire, le titre de ce premier volume (le second sera consacré à l'Europe septentrionale) ne correspond pas tout à fait à sa matière principale, qui est l'histoire de Byzance, et le chapitre sur l'Orient latin aurait pu être renvoyé à un autre volume, mais l'intérêt du texte de Grousset fait passer sur cette anomalie.

L'avènement d'Alexis Comnène, choisi par Diehl comme coupure, marque en effet une date importante de l'histoire de Byzance : c'est le point de départ du relèvement de l'Empire après de longues années de guerres civiles entre les armées impériales et la pénétration des Turcs et des Arméniens en Asie Mineure. Le plan

général du volume est bon ; la croisade de 1204 marque une autre coupure et, pendant deux siècles et demi, les empereurs s'efforcent en vain de rendre à l'État byzantin son ancienne puissance : ils arrivent cependant, malgré leurs fautes, à le défendre avec un héroïsme qui n'a pas toujours été apprécié à sa valeur. Par contre, le plan imposé aux chapitres (divisions par règnes et dans chaque règne étude séparée des diverses questions) manque de souplesse et, en sacrifiant l'ordre chronologique, nuit à l'intelligence de l'évolution : c'est ainsi que la bataille d'Angora (1402), qui disloque l'empire ottoman en formation et assure à Byzance une survie d'un demi-siècle, est intégrée dans le récit du règne de Manuel II au lieu de constituer une tête de chapitre.

En outre, il est regrettable que le volume ne soit pas précédé, comme tous ceux de cette collection, d'une bibliographie générale, en particulier des sources, dont plusieurs sont communes à plusieurs périodes et à plusieurs pays. Les bibliographies qui précèdent les divers chapitres sont d'ailleurs souvent incomplètes ; par exemple, je ne vois cité nulle part l'important recueil de Lambros (*Παλαιολόγεια και Πελοποννησιακά*, 4 v. Athènes, 1912-1930) qui renferme tant de documents intéressants, ni les *Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au XV^e siècle* de Iorga, d'après les archives de Gênes et de Venise. En revanche, on lit avec un véritable plaisir les tableaux, dressés pour chaque période et pour chaque pays, des institutions, de la civilisation, de la société, qui suivent les exposés des événements et donnent à ce volume une plus grande valeur.

La période des Comnènes et des Anges a été déjà très bien étudiée, et par Diehl lui-même. Son texte n'apporte donc rien de bien nouveau, mais son exposé est un modèle de précision et de clarté. Il dégage à merveille les grandes lignes et ici chaque règne forme bien un tout par suite des contrastes que présente la politique d'un Alexis I^{er} qui refait de l'Empire une grande puissance européenne, d'un Jean Comnène, « l'un des meilleurs souverains qui aient régné à Byzance », d'un Manuel, qui, par son impulsivité et sa mégalomanie, compromet ces résultats, d'un Andronic démagogue et fou furieux et des deux incapables de la dynastie des Anges qui achèvent de conduire l'État à sa perte. On retrouve dans les exposés toute la hauteur de pensée et tout ce qui donne un charme si grand aux ouvrages de Diehl et rend son œuvre si vivante. Son étude sur les institutions et la société est particulièrement captivante. Il montre comment d'un contact plus étroit avec l'Occident est née une nouvelle Byzance, comment la vie de cour, dont le palais des Blachernes est devenu le théâtre, s'est transformée en adoptant bien des modes franques. Dans les institutions triomphe l'esprit dynastique ; tous les emplois importants sont tenus par des Comnènes, leurs alliés et leurs clients. Par suite de l'avilissement des titres prodigués à des subalternes, il a fallu créer une noblesse nouvelle. Une seule erreur : le grand orphanotrophe n'est pas un directeur de l'assistance publique, mais essentiellement l'administrateur du grand Orphanotropheion fondé par Justin II et Sophie.

R. Guillard a écrit à lui seul la plus grande partie du volume, six chapitres comprenant la période de Nicée, les Paléologues jusqu'en 1341 (fin de la première guerre civile et règne d'Andronic III), une étude très bien informée sur les peuples voisins de l'Empire (Bulgares, Serbes, Turcs, républiques italiennes), l'Empire du début de la révolte de Jean Cantacuzène à la mort de Manuel II (1341-1425), l'Empire de l'avènement de Jean VIII à la prise de Constantinople (1425-1453),

le chapitre sur les institutions et la civilisation sous les Paléologues, enfin une notice qui sera très appréciée sur l'Empire de Trébizonde.

C'est là une œuvre considérable à laquelle il était admirablement préparé par ses travaux sur Nicéphore Grégoras et la période des Paléologues. A la différence de l'époque des Comnènes, les travaux de détail sur cette période sont beaucoup plus rares, les éditions des sources n'ont pas été renouvelées et un nombre considérable de documents de première importance sont inédits. C'est à peine si les monastères de l'Athos ont entr'ouvert leurs archives et nombre de sources déjà publiées n'ont pas encore été mises en œuvre. Enfin, il n'existait jusqu'ici aucun travail d'ensemble satisfaisant sur cette période. C'est dire toute la nouveauté et l'immense intérêt du texte de Guiland. Les coupures qu'il a établies pour rester fidèle à la division en règnes ne sont pas heureuses. C'est au milieu du règne d'Andronic II, à partir de l'arrivée des Catalans (1302), que commence la débâcle de l'Empire et la guerre civile, qui débute à la fin de son règne et achève la ruine de l'Empire, se poursuit en réalité malgré l'accalmie du règne d'Andronic III jusqu'en 1354 ; sur le sort qu'il eût fallu faire à la date de 1402, je n'insiste pas.

Du moins, si la disposition des faits est sujette à la critique, leur établissement ne laisse rien à désirer et l'histoire des Paléologues est traitée aussi complètement que le permettait l'espace alloué à l'auteur. L'information est de premier ordre, bien qu'on puisse discuter certaines affirmations et relever quelques oublis, comme celui du témoignage des inscriptions cappadociennes qui attestent une extension importante de la domination de Théodore Lascaris au centre de l'Asie Mineure. Il met bien en lumière la figure de Jean Vatatzès, « un des plus grands basileis de Byzance » et le véritable restaurateur de l'Empire, grâce à la conquête des provinces européennes. Théodore II Lascaris a maintenu les résultats dont Michel Paléologue n'a fait que bénéficier, mais, par son caractère fantasque et sa lutte violente contre la noblesse, il a préparé la chute de sa dynastie.

Avec l'avènement des Paléologues, Guiland arrive sur son véritable terrain. Grâce à son excellente connaissance des sources, il a admirablement caractérisé la restauration difficile et incomplète de Michel Paléologue, qui, par sa diplomatie habile et coûteuse, ses négociations souvent enchevêtrées avec tous les États dans lesquels il pouvait découvrir des adversaires d'une croisade en vue de relever l'empire latin, a réussi à se maintenir à Constantinople et à reprendre pied dans le Péloponnèse, mais en ruinant l'Empire et en négligeant les menaces qui se faisaient sentir en Orient. Guiland montre ensuite l'état d'épuisement dans lequel Andronic II prit le pouvoir et l'impossibilité où il fut, malgré des qualités réelles, qu'il ne faut cependant pas exagérer, de remonter le courant, d'apaiser les querelles religieuses, de faire face aux Turcs et de trouver des ressources pour équiper une armée et une flotte. Le récit se poursuit avec les mêmes qualités jusqu'à la prise de Constantinople. Parmi les pages les plus intéressantes, signalons le récit du règne d'Andronic III, l'exposé des origines de la querelle hésychaste, celui des efforts impuissants de Jean Cantacuzène pour relever la situation misérable dans laquelle il trouve l'État, les désastres du règne personnel de Jean V, dont l'abjuration à Rome n'engage que sa personne et ne trouve pas d'écho à Byzance, et comment, abandonné par tous, trahi par son fils aîné Andronic, il est réduit à devenir le vassal de Bajazet. Signalons aussi, entre autres, l'excellent tableau des progrès des Serbes et de leur civilisation, et du centre de résistance que devint la

Morée sous Manuel II et Jean VIII, le récit de la bataille de Varna et celui du dernier siège de Constantinople.

Parmi les omissions, on ne voit pas mentionner l'établissement des chevaliers à Rhodes en 1310, début du démembrement de l'Empire. Il n'est pas exact qu'Étienne Douchan ait occupé Thessalonique en 1350 ; il a seulement campé sous les murs de la ville. Sans tenir compte de la démonstration de Halecki, Guillard reproduit la légende de l'emprisonnement de Jean V par les banquiers vénitiens. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que l'association au trône de Manuel II en 1373 indique un ressentiment du basileus contre son fils aîné. La vente de Thessalonique aux Vénitiens en 1423 n'est mentionnée que pour montrer la reprise de la ville par les Turcs en 1430. Les discordes des fils de Manuel à l'avènement de Jean VIII ne sont pas mentionnées, pas plus que la tentative de Démétrius pour priver Constantin XI du trône en 1449, ainsi que les doutes injurieux des adversaires de l'Union religieuse sur la légitimité de son pouvoir.

Un des grands services du travail de Guillard est l'excellent tableau qu'il a tracé des institutions et de la civilisation byzantines à l'époque de Nicée et sous les Paléologues, bien qu'il n'ait pas fait état de toutes les variantes du traité des Offices de pseudo-Codinus, qui montrent des modifications intéressantes au cours des âges dans les rangs assignés aux dignitaires. Après l'esquisse intéressante, à laquelle il s'est référé, d'Ernest Stein, son travail est le seul qui donne une idée nette de la simplification des services de la cour et de l'État après la restauration qui suivit la catastrophe de 1204. Il montre ainsi à merveille comment la puissance byzantine n'est plus au *xiv^e* siècle qu'un État secondaire, avec un seul organisme, le *vestiarium*, qui remplace les anciens services financiers, un seul chef de l'armée, le grand domestique qui, sous Andronic III, avec Cantacuzène, absorbe les pouvoirs du grand logothète, ministre des Affaires extérieures et intérieures. Il faut citer encore sa description de Constantinople d'après les voyageurs étrangers et le témoignage de Manuel Chrysoloras : il montre que, malgré les injures qu'elle a subies, elle est restée une des villes les plus importantes de l'Europe, mais dont la prospérité ne profite guère qu'aux Génois et aux Vénitiens. L'exposé du développement littéraire et artistique est en grande partie absolument nouveau et, s'il était développé suivant les possibilités de l'auteur, il ferait un livre remarquable qui n'a jamais été écrit jusqu'ici.

Enfin, l'histoire de l'Empire de Trébizonde et de sa brillante civilisation, qui n'a donné lieu jusqu'ici qu'à des études de détails, est exposée d'une manière succincte, mais complète, dans son ensemble, avec ses péripéties dramatiques et son caractère de colonie byzantine. C'est là un service nouveau rendu par l'auteur qui s'ajoute à son magnifique exposé des destins de Byzance pendant ses trois derniers siècles d'existence.

Comme nous l'avons dit, le volume est complété par l'étude de l'Orient latin de R. Grousset. Sans doute, la question possède déjà une bibliographie abondante, mais elle n'avait jamais été exposée dans son ensemble et la vaste érudition de l'auteur, sa connaissance des langues orientales, rendent son exposé très nouveau. Grâce à lui, on possède désormais une histoire complète du royaume de Jérusalem et des États francs de Palestine jusqu'à la prise de Saint-Jean-d'Acre en 1291, celles du royaume de Chypre sous les Lusignan, du royaume arménien de Cilicie, de l'Empire latin de Constantinople, de la principauté de Morée, des établisse-

ments vénitiens et génois, des chevaliers de Rhodes. Quelques idées directrices donnent une unité à cet ensemble à première vue si disparate : c'est d'abord le caractère colonial de ces établissements où se manifeste le désaccord entre des créoles, Poulains, Gasmuls, nés dans le pays, et les immigrants d'Occident, c'est ensuite l'établissement systématique du régime féodal et la situation du pouvoir royal ou princier, très faible lorsque sa création est postérieure à cet établissement comme en Palestine, où la Haute-Cour est véritablement souveraine, très fort au contraire lorsqu'il l'a précédé, par exemple à Chypre et en Morée ; c'est enfin le brillant développement de la langue, de la littérature, de la civilisation françaises dans tous ces États, malgré leur caractère international en droit, surtout au XIII^e et au XIV^e siècle. Puis, après la chute de la Morée franque au XV^e siècle, l'avènement à Athènes de la famille florentine des Acciaiuoli en 1387, le testament de Catherine Cornaro, veuve du dernier Lusignan, léguant Chypre à Venise en 1464, l'influence française fut remplacée par celle des Italiens. Ce n'est là qu'un court aperçu des richesses que contient ce travail, dont l'auteur a écrit de très belles pages sur les splendeurs de la cour des princes de Morée et des ducs d'Athènes, sur le luxe et la prospérité du royaume de Chypre et sur les tragédies sanglantes qui s'y sont déroulées.

LOUIS BRÉHIER.

Axel E. CHRISTENSEN. Dutch trade to the Baltic about 1600. Studies in the Sound toll register and Dutch shipping records. Copenhagen, Einar Munksgaard ; La Haye, M. Nijhoff, 1941 ; in-4^o, 490 pages, 21 diagrammes.

Si le peuple hollandais s'éleva au XVII^e siècle au premier rang des nations européennes, il le dut à son commerce. Or le trafic avec la Baltique était pour lui « l'âme de tout le commerce, dont dépendent tous les autres commerces et trafics ». Et c'est à l'époque de son essor le plus vigoureux, des environs de 1560 à ceux de 1640, que M. Christensen l'a étudié.

On ne peut pas ne pas évoquer la forêt des mâts et des cordages qui se serrait entre les quais d'Amsterdam au « siècle d'or », le grouillement des matelots, des débardeurs, des marchands et des fonctionnaires de tous ordres, les voyages des bateaux couverts de voiles cinglant vers les brumes de l'Est, vers ces ports « coloniaux » de Prusse, de Pologne, du fond de la Baltique, entr'ouverts sur la lointaine Moscovie, ce peuple de marins courant la mer depuis des générations, de marchands qui se haussaient au rôle d'entrepreneurs capitalistes. M. Christensen a délibérément écarté cette partie descriptive de son sujet. Dans un livre copieux, pourvu d'une bonne trentaine de tableaux statistiques dans le texte et en appendice, de vingt et un diagrammes, éclairé par des analyses sûres et précises, animé par des discussions rigoureuses et pénétrantes, il a voulu sonder les bases matérielles de cet élan vers la fortune et la puissance, en démontrer le mécanisme, en chiffrer les éléments, quitter à modifier bien des traits fixés *grosso modo* par des traditions incertaines. — discerner aussi sous cette technique l'esprit qui l'animait, fixer les étapes du mouvement qui le « modernisait », ses liens avec le passé, l'annonce de l'avenir.

Les éléments de sa recherche sont essentiellement les registres de la douane du Sund, dont Nina Ellinger Bang a groupé les données en deux volumes de tables, — des minutes notariales d'Amsterdam et deux correspondances de marchands,

dont l'une, celle des van Adrichem, de Delft (1561-1598), découverte par l'auteur à La Haye. Dans les *Hansische Geschichtsblätter* de 1931, M. Christensen avait publié une étude excellente sur la valeur comme témoignages des registres de la douane du Sund, avait indiqué ses limites et exprimé les *desiderata* que suscite la publication de N. Bang. Il résume ici ses critiques et, pour le commerce hollandais, par des recoupements avec d'autres textes, montre comment peuvent se faire les corrections : il résout ainsi maintes questions posées au cours d'une discussion déjà longue entre spécialistes et conclut que les registres doivent être considérés comme une base sérieuse pour les recherches historiques.

Le commerce des pays « de l'Ouest » avec la Baltique s'est développé surtout à partir du ^{xvi}e siècle. C'est alors que les détroits du Sund supplantent comme passage la vallée de la Trave où avait grandi Lübeck. Pendant tout ce siècle, le commerce avec cette mer devient de plus en plus intense, décline aux environs de 1600, se relève rapidement pour retomber après 1620 et se stabilise après 1630 un peu au-dessous des chiffres de 1560-1570. La part des Pays-Bas à ce mouvement, qui varie avec les vicissitudes de l'histoire politique, est marquée en gros par les chiffres suivants : 623 voyages d'entrée en moyenne en 1557-1560, 1.561 et 1.476 en 1565 et 1566, 499 en 1569, 1.009 en moyenne de 1570 à 1579, 1.300 en moyenne de 1580 à 1589, 1.953 en 1597, moins de 1.100 entre 1603 et 1608, année qui voit le maximum d'entrées de toute la période (2.191), 2.002 en moyenne de 1618 à 1620 ; puis les chiffres diminuent avec des variations sensibles. Le nombre des bateaux consacrés à ce trafic, essentiel dans l'activité maritime des Provinces-Unies, contredit les affirmations habituelles. La flotte hollandaise de 1532-1534 était estimée à l'époque à 400 gros navires (ayant un équipage moyen de 20 hommes). Plus digne de foi et, d'ailleurs, plus caractéristique est une estimation de 1636 : le commerce avec la Baltique, la Norvège et la France aurait occupé 1.050 bateaux d'un tonnage moyen de 200 tonneaux. Pour l'ensemble de la période de 1560 à 1640, si un petit nombre de navires a eu de 300 à 600 tonneaux de jauge, le tonnage moyen habituel paraît avoir été de 140 à 150 tonneaux, un grand nombre n'ayant encore compté que de 60 à 80 tonneaux. Ces chiffres sont singulièrement inférieurs à ceux que transmet depuis longtemps une histoire trop confiante en des affirmations presque contemporaines, même celles de Colbert.

Pour la plupart des voyages (après 1590, jusqu'à 88 %), les bateaux allaient en France ou, surtout, en Portugal, beaucoup moins souvent en Espagne, y prenaient des cargaisons qu'ils portaient en droiture dans la Baltique, puis rentraient aux Pays-Bas, où naturellement Amsterdam était de beaucoup le port le plus actif. Beaucoup moins nombreux étaient les voyages Baltique-Sud-Ouest-Pays-Bas. Les voyages « simples » Pays-Bas-Baltique et retour n'ont jamais compté que pour 5-6 %. Une série de voyages d'un même capitaine en 1582-1584 est caractéristique de leur durée habituelle : départ des Pays-Bas en septembre 1582, achat de blé à Dantzic en octobre, retour aux Pays-Bas en décembre, départ en mars 1583 pour Lisbonne et la vente du blé et achat de sel ; retour en mai, passage aux Pays-Bas en mai-juin ; en juillet vente du sel et achat du blé, en août vente de ce blé aux Pays-Bas.

A l'importation dans la Baltique, le sel, qui paie de 40 à 72 % des droits de douane, puis les harengs et les vins sont les marchandises essentielles ; les épices comptent beaucoup moins, les marchés de la Baltique ne pouvant pas en absorber de grandes quantités ; il est remarquable que les Provinces-Unies, grandes expor-

tatrices de textiles à cette époque, n'en aient envoyé vers l'Est par mer qu'une faible quantité. A l'exportation apparaissent d'abord le bois, puis ses sous-produits : cendres, poix, goudron, le lin et le chanvre ; au xvii^e siècle s'accroît rapidement la part des métaux, le cuivre et le fer suédois.

Parmi les ports, Dantzig compte pour des proportions qui varient de la moitié aux deux tiers avant 1590, aux environs de la moitié de 1590 à 1620, puis déclinent rapidement. Ensuite viennent Königsberg (20 à 25 % à partir de 1600), Riga (environ 10 % jusque vers 1630, puis jusqu'à 30 %). Ces trois ports constituent le marché classique de la Baltique.

Parmi les marchands, si beaucoup agissent encore individuellement, le nombre des sociétés ne cesse de s'accroître. Mais elles sont encore singulièrement lâches. Si la plupart d'entre elles réunissent des parents, elles n'ont plus cependant la stabilité d'une organisation économique étroitement liée à l'institution familiale : van Adrichem forme un nombre considérable de petites sociétés plus ou moins durables, qui comprennent des parents, des amis interchangeables, dont fort peu, semble-t-il, s'engagent exclusivement au service de ces sociétés, lui-même gardant le droit d'agir pour son compte en marge de l'activité des groupes créés et animés par lui.

Ces sociétés possèdent des bateaux dont les parts de propriété, suivant un procédé classique, sont inégalement réparties entre leurs membres. Van Adrichem aime manifestement mieux être propriétaire, en participation avec des associés, des bateaux qui font ses transports plutôt que d'en affréter. Les maîtres de navires, qui ont ordinairement une part variable dans leur bateau, sont pratiquement au service de la société. M. Christensen voit un changement des habitudes commerciales dans le fait que le maître de navire a cessé de vendre et d'acheter, de faire des transports pour son compte : mais il y a longtemps que, dans l'Ouest de l'Europe, les mariniers ont cessé de se confondre habituellement avec les marchands. Les grands négociants sont représentés dans les ports étrangers par des facteurs, dont la situation est extrêmement variable.

Quant à l'esprit qui anime les marchands de ce temps, M. Christensen relève avec finesse la différence qui sépare Cunertorf installé à Lisbonne (1572-1594) et van Adrichem, de Delft (1561-1598) : le premier veut assurer à tout prix, fût-ce à perte sur un marché, une rotation rapide de marchandises, le second, modéré d'ailleurs dans ses ambitions, fait plus de place au crédit et ne voit pas de nécessité à assurer une continuité ininterrompue de trafic. Je ne crois pas que ces deux états d'esprit doivent être considérés comme marquant des étapes successives dans le développement du commerce : au xvi^e siècle, et à Anvers et en France, on les trouverait représentés simultanément par des marchands très divers.

Dans l'ensemble, le travail de M. Christensen, dont nous n'avons pu donner ici que des aperçus, est une contribution de premier ordre à notre connaissance du commerce en Europe au xvi^e et au xvii^e siècles. Les livres d'histoire commerciale sont presque aussi nombreux — et aussi imprécis — que les livres d'histoire industrielle. Une étude comme celle-ci en approfondit singulièrement les aspects et en renouvelle certains entièrement, en nous mettant au contact de faits de base qui nous échappent presque partout. Elle reporte, pour ainsi dire, plus loin dans le passé que ne le fait l'histoire courante toute l'activité commerciale hollandaise dans ses rapports avec la Baltique. La Bourse d'Amsterdam, le développement du capitalisme financier, la nouveauté indiscutable des méthodes coloniales, et mari-

times, dans les pays lointains, tous ces faits meublent notre esprit d'images relativement modernes. Que le commerce essentiel des Provinces-Unies soit resté plus archaïque — relativement, cela va sans dire, — qu'il limite ainsi la portée réelle des nouveautés, voilà qui ouvre devant nous des perspectives inattendues sur toute l'économie d'autrefois.

D'un point de vue plus général, la coexistence dans ce petit pays — petit par son étendue, par la contiguïté de ses centres économiques — de types d'activité différents, les uns et les autres considérables, est par elle-même instructive. Nous sommes dominés par le souci légitime de l'évolution, par la recherche du mouvement historique et les exigences de l'exposition nous imposent une tendance à insister d'une façon quasi linéaire sur la suite, sur la succession des faits différents au cours d'une époque donnée. Or, dans la réalité, s'il y a des traits dominants, des faits « d'avenir », pourtant des aspects différents, qui ne sont contradictoires que dans nos morcelages, se maintiennent côte à côte à toute époque. Et un livre d'érudition sévère comme celui de M. Christensen nous rend un service précieux, en élargissant tout naturellement nos connaissances jusqu'à ces considérations générales.

E. COORNAERT.

D. L. KEIR. The Constitutional History of Modern Britain, 1485-1937.
 .Londres, Black, 1938 ; in-8°, VIII-568 pages.

Comme l'explique l'auteur de ce livre, l'évolution constitutionnelle de la Grande-Bretagne et du Commonwealth impose à son historien une double tâche. Ce n'est pas assez de décrire la structure et le fonctionnement des principaux organes du gouvernement à travers les étapes de leur évolution. Il faut interpréter ce développement par rapport aux conditions politiques et sociales, et aux courants de pensée et d'opinion qui le déterminent. Aborder pareille tâche dans cet esprit, c'est appliquer à l'histoire constitutionnelle la maxime récemment émise par Sir G. M. Trevelyan dans *English Social History* : « Sans l'histoire sociale, l'histoire économique est stérile et l'histoire politique inintelligible. »

Les institutions britanniques sont le produit d'une expérience longue et variée dans l'art de gouverner. Les étudier historiquement, c'est comprendre les besoins qu'elles avaient pour but de satisfaire et les forces d'où elles ont tiré leur vitalité : besoins de communautés humaines vivantes et changeantes, force d'une tradition politique commune.

Mr. Keir se place donc à un point de vue large, et s'adresse au moins autant à l'historien qu'aux juristes : ces derniers trouveront dans les livres signalés en référence les détails qui manqueraient parfois dans ce travail. Tel qu'il est, le tableau est sérieux, abondant, explicatif. Le programme annoncé au début est rempli avec intelligence et vigueur, qu'il s'agisse (pour citer au hasard de nos souvenirs) de faire comprendre les caractères du gouvernement anglais sous les Tudor, les changements demandés par la Constitution au début du XVII^e siècle et le manque des premiers Stuarts à se rendre compte des besoins de leur époque, ou de mettre en lumière le rôle des conventions qui complètent la Constitution écrite, l'adaptent à l'opinion, et assurent le jeu harmonieux des pouvoirs sous les formes diverses que revêtent leurs rapports au cours des siècles. On peut dire que le rappel de ces conventions donne au livre l'une de ses directions principales, celle qui concerne

le fonctionnement de la Constitution, l'autre — celle qui a trait à son évolution — étant déterminée par les hommes et les circonstances. Le travail de Mr. Keir pourrait, de ce point de vue, porter en épigraphe la maxime de La Rochefoucauld : « La fortune et l'humeur gouvernent le monde. »

Non content d'imprimer à ce travail la marque de sa conception générale, l'auteur donne souvent son avis et cultive la formule heureuse. Par exemple, à propos de Charles II : « Il empêcha la monarchie de dégénérer en une simple magistrature élective, validée par le Parlement » — ou du second Pitt, qui « combine curieusement l'acceptation implicite de la prédominance du roi dans le gouvernement avec une perception non moins aiguë du fait que le soutien populaire était le fondement solide de son propre pouvoir politique ».

Il arrive à cet historien de critiquer, surtout certains défauts dont, à son sens, la Constitution souffrirait actuellement : la délégation trop étendue de pouvoirs législatifs à l'exécutif et l'insuffisance des moyens de contrôle mis à la disposition des Communes ; l'empiétement, justifié par l'opportunité, de l'exécutif sur le judiciaire ; l'orientation négative (jusqu'à rendre « presque absurde » d'incohérence le rôle laissé à la Couronne) qu'aurait subie la Constitution de l'empire pendant l'entre-deux-guerres.

Si nous avons bien saisi Mr. Keir, son exposé paraît offrir ça et là quelques contradictions de détail ou quelques manques de nuances. Par exemple, dans la section III du chapitre vi, deux propositions semblent mal conciliées : 1° le roi gouverne et l'opposition est considérée comme factieuse ; 2° les ministres ont, en fait, besoin de la sanction populaire, d'où la nécessité de l'« influence » ; même sous les conditions et réserves indiquées dans le contexte, on souhaiterait une explication poussée. Ou encore peut-on dire que « les Tories », dès l'accession du second Pitt, aient occupé le pouvoir ? Oui, si l'on veut, de la même manière qu'on a dit que « les Whigs » y étaient précédemment ; mais ne faudrait-il pas insister de nouveau sur la faiblesse des liens qui unissaient alors un gouvernement et un parti, et sur la largeur — pour ne pas dire plus — avec laquelle étaient composés les gouvernements ?

Jacques VALLETTE.

1. Bien que l'auteur, par souci de clarté et d'ordre, ait distribué son sujet en quelques époques bien tranchées, l'exposé ne manque pas de continuité. Néanmoins, quand on reprend d'un chapitre à l'autre une question, par exemple l'évolution de certains emplois depuis leur origine (300, premier §), il y aurait lieu de rappeler en note les passages précédents auxquels se référer pour dominer toute la question d'un coup d'œil. L'index n'y suffit qu'imparfaitement, n'étant pas toujours assez explicite ni assez détaillé, malgré les 17 grandes pages et demie qu'il remplit sur deux colonnes par page. Permettons-nous pour terminer de suggérer à l'auteur (il verra qu'à défaut d'être toujours justement interprété, il a été lu avec soin) quelques additions à cet index dont, pour notre part, nous avons éprouvé l'opportunité. Les voici en anglais, avec des références qui ne sont peut-être pas complètes :

Aristocratic character of Commons : 331. — (Ajouter à : Admiralty, Courts of) : 294 n. — Committees of Privy Council : 245, 318. — Constitution in the 18th century (conservative character of the) : 293, 299, 370. — Conservatism in administration and law (*à propos of laissez-faire*) : 417. — Committees (in the Commons) : 423. — Contractual sovereignty : 243. — Contractual theory of government and natural rights of man : 295. — Conventions : 154, 226, 295-298, 374, 549. — Criminal equity : 28. — (Ajouter à : Crown, the) : 373, 375, 376-383, 393. — Financial control by Commons : 274, 316. — (Ajouter à : Habeas Corpus) : 397.

— « Influence » (royal, etc.) : 232, 255, 283, 296-299, 321-331, 334-344, 394-395. — « Interests » : 394-395, 400-401. — King, Ministers and Parliament : 316 et suiv., 321, 330-334 et suiv., 373, 375-382, 393. — Monarchy and the nation : 237-238. — Landed interest : 368, 394-395, 400-401. — (Ajouter à : Juries) : 342. — (Ajouter à : *laissez-faire*) : 368. — Local government : 311-316. — Opposition : 297, 317, 331, 334 et suiv. — Nabobs : 395. — Public order and popular outbreaks, their causes : 308-311. — Unpaid officials : 31, 314. — Party government : 277-282, 317, 320, 331-332, 334 et suiv., 493-494. — Supremacy of Parliament : 295. — Patronage : cf. « Influence ». — Paymaster of the Forces : 302, 306, 327. — Political components of the nation : 322-323, 400-401, 403-404. — Political representation of the nation : 394-395, 400-401, 403-404. — Place Bills : 142, 269, 335, 344. — Separation and balance of powers : 294-295, 316-317. — Rural population : 366. — (Ajouter à : Prerogative, the royal) : 114. (Dans le même article, under Charles II, ajouter) : 235. (Id., under George III, ajouter) : 373, 375. (Id., under William and Mary, ajouter) : 271. — Rule of Law : 46, 293-294. — Reform (parliamentary) : VII, III. — (Ajouter à : Reporting, parliamentary) : 336. — Religious legislation : 241, 251, 257, 262, 267, 272-273, 284, 287-288, 321-322, 370. — Salaries of officials : 31, 140, 314, 315, 415, 459-460, 509. — Social legislation : 313, 399 n. 2 ; VII, IV. — (Ajouter à : Stamp Act) : 353 n. 2. — Tory constitutional thesis : 260, 335, 337. — Theory and fact in the Constitution : 295-296, 299, 312. — Throne (vacancy of) : 270. — (Ajouter à : Succession, to the Crown, the) : 258. — (Ajouter à : Tories, the) : 334-335, 337. — Ways and means : 282. — Whig republicanism : 261. *

Parmi les questions qu'on voudrait voir traiter plus en détail figurent les rapports entre le député et l'électeur, notamment le cas du mandat impératif.

Deux fautes d'impression à signaler : quelque part, Dicey, *Law of Opinion* pour *Law and Opinion* ; 412 n. 2 : *Observations on the Conduct of the Ministry* pour *of the Minority*.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Antiquité. — J. PAŃANDOWSKI. *The Olympic Discus* (traduit du polonais par A. M. MAŁECKA et S. A. WALEWSKI) (Londres, Minerva Publishing Co, 1939; 1 vol. in-8° de 302 p. Prix : 7 s. 6). — Cet ouvrage est un aperçu d'ensemble, dépourvu de références et de bibliographie, où les divers aspects religieux, économiques, sociaux et techniques du sujet sont clairement signalés. L'auteur décrit d'une manière assez colorée la proclamation de la trêve sacrée, le monde hellénique en mouvement depuis le Caucase jusqu'à Gibraltar, les théories arrivant à Olympie, l'afflux des pèlerins, des marchands, des athlètes et des personnages illustres, l'activité des boutiquiers et des changeurs, les lectures publiques et les controverses des philosophes et des rhéteurs, les luttes diverses, les sacrifices des cités et des colonies, etc. La conclusion montre les jeux olympiques se poursuivant pendant 1.200 années environ, sous les hégémonies les plus variées, jusqu'à la fin du IV^e siècle de l'empire; au milieu de tous les bouleversements politiques, Olympie restait parée de sa gloire traditionnelle, de ses belles statues et de ses magnifiques sanctuaires; pour l'univers violemment troublé, c'était un grand réconfort que de jouir durant quelques semaines de la charmante sérénité d'un tel site; tous les quatre ans, cette contrée devenait le siège d'une véritable « Société des Nations », où pouvaient communier les consciences de tous les Hellènes, où l'on dénonçait les ententes formées avec les Barbares et l'oppression infligée aux cités grecques. Un jour vint, d'ailleurs, où le caractère de ces réunions cessa d'être strictement hellénique : c'est ainsi qu'en 383 après J.-C. un prince arménien descendant des Arsacides figurait au nombre des concurrents. Dix ans plus tard, un édit impérial (peut-être lu pendant les jeux) abolissait les fêtes païennes. P. CLOCHÉ.

— *Annales de l'École des Hautes-Études de Gand*. T. II : *Études d'archéologie grecque*, par MM. J. BÉQUIGNON, J. BIDEZ, P. DEMARGNE, R. FLAGELIÈRE, P. DE LA COSTE-MESSELIÈRE, Ch. PICARD (Gand, École des Hautes-Études, 1938; 1 vol. in-8° de XII-153 p., 7 fig., 20 pl. h. t.). — Ce volume est formé de six articles relatifs à l'antiquité grecque. Examinant « l'itinéraire d'Apollon dans la Suite Pythique » (v. 182-546 de l'*Hymne homérique à Apollon*), Y. BÉQUIGNON montre que cet itinéraire est moins inspiré par des considérations géographiques que par des légendes fort répandues au temps où fut écrit le poème. — Selon J. BIDEZ, une inscription en vers grecs célébrant Hermès, découverte à Trèves, semble avoir été composée, sinon par le César Julien, du moins par un poète de son entourage; elle offre un vif intérêt pour l'histoire du « mysticisme religieux » au IV^e siècle. — Dans une étude abondamment documentée et très pénétrante, P. DEMARGNE rappelle les discussions auxquelles ont donné lieu les relations entre la Crète, l'Égypte et l'Asie occidentale durant le III^e millénaire et la première moitié du II^e : critiquant, une fois de plus, l'hypothèse suivant laquelle la civilisation minoenne aurait, dès l'origine, subi l'action de l'Égypte, il met en bonne lumière l'influence considérable que la

Mésopotamie exerça sur la Crète, notamment par l'intermédiaire de la Syrie et de la Palestine. Mais, si la grande île a « beaucoup reçu », elle n'en a pas moins créé — grâce à ces apports et, aussi, grâce à ses propres traditions — une civilisation originale, qui, à son tour, rayonnera au dehors, en particulier vers ces régions asiatiques d'où lui étaient arrivés de si nombreux modèles : désormais, entre la Crète, l'Asie et l'Égypte, une « véritable circulation » s'établira et les échanges iront se multipliant. — R. FLACELIÈRE examine le fonctionnement de l'oracle de Delphes à l'époque de Plutarque. Le problème le plus ardu qui se pose à ce sujet est celui de l'endroit précis du temple où était situé le trépied prophétique. Une argumentation méticuleuse, à la fois archéologique et littéraire, mène l'auteur aux conclusions suivantes : le local où venaient s'asseoir les consultants devait être une pièce souterraine, d'un niveau inférieur à celui de la cella, et la Pythie, quand elle prophétisait, se tenait au même niveau (ou à peu près), sans être visible, d'ailleurs, pour les consultants ; si le local prophétique se trouvait donc « tout entier sur le même plan », il était divisé sans doute en deux parties, soit par un mur, percé d'une porte que la Pythie était seule à franchir, soit, peut-être, par un simple rideau. La Pythie gagnait l'adyton après avoir traversé le pronaos, la cella — où elle faisait des fumigations de laurier et de farine d'orge — et la salle des consultants, où elle ne s'arrêtait point ; en même temps, ou peu après, les premiers consultants se rendaient dans cette salle, où ils posaient leurs questions, à voix haute. Flacelière décrit avec une grande précision les diverses opérations exécutées par la Pythie dans l'adyton : des sons plus ou moins distincts qu'elle faisait entendre, les prêtres tiraient la « réponse de l'oracle », et ils la remettaient par écrit aux intéressés. — P. DE LA COSTE-MESSELIÈRE n'admet point la variante proposée par W. Déonna pour la reconstitution du fronton oriental du temple delphique « des Alcéonides » (cf. *F. D.*, t. IV, fasc. 3) : cette variante est assurément très séduisante, mais elle a tort de ne pas respecter le principe, si ingénieusement appliqué, suivant lequel le décor devait être ajusté aux lignes de l'édifice avec la plus stricte rigueur. L'auteur montre ensuite comment un fronton du Trésor des Athéniens peut évoquer d'avance le temple de Zeus à Olympie. — Ch. PICARD présente une série d'excellentes remarques sur « le folklore hellénique de la mer ». Rappelant que les Grecs ont été de bonne heure un peuple de marins, pour qui « le premier grand dieu » ne fut pas Zeus, mais Poseidon, il étudie, d'une façon très vivante, deux des groupes de génies dont l'imagination des Hellènes a peuplé la mer : les Néréides et les Sirènes. Les premières — parmi lesquelles un « rôle exceptionnel » appartient à Thétis — sont des fées lumineuses, « à la chevelure de feu », éducatrices et, le cas échéant, prophétesses, aussi sages que belles et assurant l'immortalité à leurs adorateurs (telle est la signification profonde et cachée du célèbre monument « des Néréides », à Xanthos). De ces fées bienfaisantes se distinguent nettement les Sirènes : charmantes, certes, mais fort dangereuses, les Sirènes sont de vrais « démons de midi », incarnant le péril, non pas des tempêtes, comme on l'a cru trop souvent, mais des insulations meurtrières. Quant à la figuration plastique de ces démons de la mer, elle n'a rien à voir avec la conception vulgaire de l'être mi-femme mi-poisson : aux Égyptiens, les Hellènes avaient emprunté le thème de l'oiseau-âme, et c'est ce thème qu'ils ont humanisé pour la représentation de la Sirène, « plus femme qu'oiseau », d'ailleurs, et capable d'exprimer de la manière la plus naturelle des sentiments humains. Le christianisme, du reste, devait condamner sans distinction tout ce folklore de la mer grecque,

P. C.

Byzance. — Nicolas CABASILAS. *Explication de la Divine Liturgie*. Introduction et traduction de S. SALAVILLE, A. A. (Paris, éd. du Cerf, et Lyon, 1943 (*Sources chrétiennes*) ; in-8°, 309 p.). — Neveu de Nilos Cabasilas, archevêque de Thessalonique et défenseur des doctrines hésychastes, mort en 1363, Nicolas Cabasilas est le principal mystique byzantin de cette période. Sa biographie est mal connue et l'on sait seulement qu'il fut l'un des familiers de Jean Cantacuzène et que, malgré le caractère religieux de ses ouvrages, il resta laïc toute sa vie. Dans son *Explication de la Divine Liturgie*, dont on ne possède que l'édition de 1624 (reproduite dans la *Patrol. grecque*, t. CL), il explique le sens symbolique de chaque cérémonie de la messe byzantine, mais l'idée qui domine l'ouvrage est celle de la présence réelle exprimée en termes émouvants et ce fut ce qui lui valut d'être cité avec éloge au concile de Trente et plus tard par Bossuet et Antoine Arnauld. Le Père Salaville, spécialiste des liturgies orientales, a rendu un grand service en donnant cette traduction française, après vérification du texte de 1624 sur le manuscrit original (Paris, Bibl. nat., gr. 1213, fin xiv^e siècle, copie du moine Joasaph, peut-être Jean Cantacuzène). Ce livre est précédé d'une introduction où, en plus de ce que l'on sait du personnage, on trouve une longue analyse du principal ouvrage de Cabasilas : *La vie dans le Christ*, dont le thème rappelle celui de l'Imitation et se rattache à la doctrine Paulinienne du corps mystique de Jésus. Sous une forme accessible à tous, le livre du Père Salaville ne laisse de côté aucun des points douteux de la biographie de Cabasilas, qu'il distingue de ses homonymes et accompagne la plupart des chapitres de l'*Exposition* d'un commentaire aussi utile qu'érudit.

LOUIS BRÉHIER.

— R. GUILLAND. I : *Les eunuques dans l'empire byzantin. Étude de titulature et de prosopographie.* — II : *Fonctions et dignités des eunuques* (extraits des *Études byzantines*. Paris et Bucarest, I, 1943, et II, 1944 ; 83 p.). — Poursuivant ses remarquables études sur l'administration de l'empire byzantin, R. Guillard a rendu un grand service en déterminant le rôle considérable tenu par les eunuques dans l'État byzantin. En relevant tous les noms de ceux qui exercèrent de grandes charges, il apporte en outre une contribution importante à la science nouvelle de la prosopographie.

Après une introduction sur le nombre prodigieux des eunuques à Constantinople, sur leur statut juridique variable avec la cause de leur mutilation, il montre successivement la place qu'ils ont prise dans l'Église, dans l'armée, dans la hiérarchie civile. On compte parmi eux des patriarches comme Ignace, des chefs de guerre comme Narsès et un grand nombre de ministres et de favoris dont l'action ne fut pas toujours malaisante. C'est avec la dynastie des Commènes que, sans disparaître tout à fait, leur autorité commence à décliner pour devenir à peu près nulle au xiv^e siècle. Leur influence était telle en revanche au ix^e siècle qu'ils formaient une hiérarchie distincte, parallèle à celle des dignitaires barbus et que certaines fonctions, préposite, parakimomène, etc..., leur étaient réservées. Nous ne pouvons qu'indiquer la valeur du tableau de ces fonctions et de ces titres dressé par R. Guillard après un commentaire critique des renseignements de Philothée et les deux études spéciales sur le parakimomène et le protovestiarite qui terminent son étude. Il montre que c'est à partir du xii^e siècle que ces fonctions sont exercées par d'autres que des eunuques. Un index des noms propres rendra de grands services.

L. B.

— C. A. SPULBER. *Le concept byzantin de la loi juridique* (Bucarest, 1938 ; in-8°, 23 p.). — Le titre deviendrait plus clair par la suppression de l'épithète. L'auteur cherche à prouver qu'à Byzance la loi n'a pas la valeur d'une contrainte, mais n'est qu'une exhortation, un enseignement (sens primitif des formules *praecipimus, διαπιστωμεν, κελεύομεν*, nous recommandons, nous proclamons, nous annonçons. Cf. le terme employé dans les lois roumaines, *învătătură*, enseigner). De plus, il n'y avait pas d'abrogation formelle des lois anciennes et c'est ce qui explique les longues préfaces dans lesquelles le législateur démontre la supériorité de la loi nouvelle sur l'ancienne. Il en résultait qu'un juge pouvait adopter à un cas d'espèce celle des deux lois qui lui paraissait la plus décisive. Ces affirmations semblent un peu téméraires. M. Spulber, qui a traduit en français les Novelles de Léon VI, reconnaît lui-même que ce prince a abrogé les lois inutiles et érigé en loi des coutumes anciennes. Il ajoute que c'était superflu, mais tel ne fut pas l'avis de Léon le Sage. Quant au sens primitif des formules de commandement, il était oublié depuis longtemps.

L. B.

— V. GRUMEL. *L'affaire de Léon de Chalcédoine...* (extrait des *Études byzantines*, II, 1944, p. 5). — L'auteur avait déjà montré (*Échos d'Orient*, XXXIX, 333 et suiv.) que, contrairement au témoignage d'Anne Comnène, le *semeioma* (procès-verbal, rescrit) du *basileus* (janvier 1086) prouve que la campagne de Léon était dirigée non contre Alexis Comnène, mais contre le patriarche Eustrate, accusé d'avoir mis en pièces des icônes et reliquaires pour trouver des ressources contre l'invasion normande. Dans ce nouvel article, le R. P. Grumel met fin à une longue controverse sur la date du chrysobulle par lequel l'empereur s'excusait d'avoir eu recours aux objets sacrés pour lever une armée et s'engageait, lui et ses successeurs, à s'abstenir désormais de cette pratique. La date que porte le chrysobulle, août 1082, est tenue pour suspecte. Le Père Grumel démontre : 1° que ce chrysobulle est antérieur au *semeioma*, dont le texte y fait allusion ; 2° que la date de 1082 est seule possible et correspond à l'époque de la détresse de l'Empire, telle qu'elle y est décrite ; 3° que la promesse du *basileus* n'engage que lui et ses successeurs et non le patriarche et les citoyens de Constantinople, laissant ainsi la porte ouverte à de nouvelles sécularisations de biens d'églises, qu'à la prière du souverain le patriarche pouvait ordonner.

L. B.

Canada. — Wilfrid BOVEY. *French Canadians of to day* (Londres, Dent, s. d. (1938) ; in-8° de XII-362 p., 44 ill. Prix : 15 s.). — Le présent ouvrage est une édition revue, corrigée et augmentée (120 pages de plus) du beau livre *Canadien*, publié en 1932, par M. W. Bovey. Il avait alors connu un vif succès, qu'expliquait l'étendue de la documentation et l'impartialité de l'auteur.

Pas plus que le *Canadien* d'hier, le *French Canadians of to day* n'est un ouvrage didactique et il serait assez décevant de tenter une analyse systématique ou chronologique d'une succession de réflexions discursives. Mais le récit richement illustré, et qui vaut par le détail, est vivant, instructif et suggestif.

L'auteur met en relief saisissant les étroitesse de la politique anglaise à l'égard des Canadiens français, les offensives contre les entreprises françaises de Montréal des banquiers et des hommes d'affaires de Toronto. Non sans accuser les réactions politiques passées des Canadiens français et, depuis 1919, les cris d'alarme jetés par G. PELLETIER dans le *Devoir* de Montréal (1921), par MONTPETIT (1923), par Olivar

ASSELIN (1927), et enregistrer les premiers résultats obtenus par l'accord Blondeau-Rogers en novembre 1937 et l'action féconde du mouvement de la *Jeunesse rurale* de BOUCHARD.

Sur le plan industriel et commercial, les Canadiens français ont mené un effort aussi fécond. M. Bovey expose les progrès de l'industrie de la pêche en Gaspésie (ch. XVIII) grâce au réfrigérateur de Matane, l'essor des industries de la chaussure et du cuir, le bond en avant de l'équipement électrique grâce aux chutes de Shawinigan et de Caron, le peuplement des environs de Chicoutimi, de la rivière Saint-Jean.

A juste titre, l'auteur insiste sur les progrès intellectuels des Canadiens français, sur les tendances de leurs nombreux mouvements de jeunesse catholiques et laïques.

Dans ces pages nourries et vivantes, le lecteur trouvera beaucoup d'idées intéressantes et originales.

E. PRÉCLIN.

États-Unis. — M. John U. NEF a, dans un livre intitulé *The United States and civilization* (Chicago, The University of Chicago Press, 1943; in-8°, xviii-421 p.), versé tout ce que son esprit généreux et ses vastes connaissances lui ont suggéré d'utile à faire connaître à son pays. Celui-ci subit une crise matérielle et psychologique profonde, à l'instar de tous les pays du monde. En effet, aux yeux de M. Nef, les grandes valeurs humaines, la culture humaniste, le sentiment religieux, la philosophie morale sont en danger. Le professeur d'histoire de l'économie a bien discerné les causes lointaines et profondes, les causes proches aussi de cette crise immense, et il propose tout un réseau de réflexions et aussi d'institutions propres à réformer l'éducation, à améliorer la structure économique, à renforcer la démocratie, à instaurer la justice internationale. Beaucoup des idées de M. Nef se rattachent à la philosophie religieuse de M. Maritain, dont on sait l'action considérable aux États-Unis. Nous retrouvons dans ce livre la vaste information d'un auteur qui a toujours recherché et analysé les connexions de toute espèce qui lient les unes aux autres toutes les formes de l'activité humaine, et c'est ainsi que M. Nef, qui est le moins marxiste des historiens de l'économie, sait parfaitement montrer tout ce qui rattache à la structure économique tous les autres phénomènes de la vie sociale. Ce livre a été écrit pour l'Amérique, à un instant déjà singulièrement dépassé par l'évolution. Il est plein d'enseignements, et de renseignements, pour des hommes qui ne vivent point à l'ombre du drapeau aux « stars and stripes ».

G. BOURGIN.

— *Speeches and Documents in American History*, selected and edited by Robert BIRLEY. Vol. I : 1776-1815, xx-291 p. — Vol. II : 1815-1865, xix-315 p. — Vol. III : 1865-1913, xxiv-320 p. — Vol. IV : xix-300 p. (Oxford University Press, 1942-1944. Prix : 3 s. le volume). — 228 textes forment cette collection où revit l'histoire des États-Unis dans ses épisodes saillants, dans ses grands problèmes constitutionnels et politiques, dans sa signification générale. Ils comprennent notamment : les textes constitutionnels de base (par exemple, Déclaration d'indépendance, articles constitutifs de la Confédération, Constitution de 1787, etc.) ; les textes de lois importants ; tous les amendements à la Constitution, et de nombreux jugements de la Cour suprême qui ont peu à peu fixé l'interprétation de cette dernière ; les traités (non pas intégralement, mais pour la partie capitale de leur

texte) ; tous les textes importants relatifs aux rapports du gouvernement fédéral et des États, ainsi qu'à l'admission de nouveaux États dans l'Union ; nombre de discours, électoraux ou autres, et de lettres d'hommes publics, représentant les opinions différentes au sujet des grands problèmes posés à la nation ; une trentaine de messages et proclamations présidentiels adressés aux assemblées ou au pays ; des rapports au Congrès (notamment ceux de Hamilton, adoptés par Coolidge plus d'un siècle après comme base de sa politique économique) ; d'abondants extraits d'écrivains (commentaires de Tocqueville, articles de journaux ou poèmes à tendance politique ou sociale, comme ceux de Whittier, J. R. Lowell et Vachel Lindsay) ; des pages marquantes (dernières paroles de John Brown, mais non celles de Vanzetti, qui n'ont évidemment pas la même signification historique) ; etc., etc. Chaque volume est précédé d'une introduction où sont dégagés les problèmes et les tendances de l'histoire des États-Unis pendant la période en question, et comprend un index, ainsi qu'un relevé des articles de la Constitution visés par les amendements. Un lexique de la langue politique américaine figure en tête des deuxième et quatrième tomes. De plus, chaque texte est situé dans l'histoire du temps par une introduction particulière. Cette publication était opportune. On voit dans quel esprit méticuleux et pratique elle a été conçue.

J. VALLETTE.

France. — M. Raymond DAUCET, archiviste en chef de Tarn-et-Garonne, dans une communication faite à la séance solennelle publique de l'Académie de Montauban, et intitulée *Avec les anciens notaires montalbanais* (Montauban, Forasté, 1942, in-8°, 30 p.), a tiré des minutiers notariaux qu'il conserve un certain nombre de faits très intéressants sur la vie sociale de cette partie du Languedoc du xvi^e au xviii^e siècle. Les transactions les plus cocasses étaient enregistrées par les notaires, mais aussi les plus graves, et des notes d'apothicaires aux testaments solennels. On trouve dans les pages de M. Daucet des illustrations savoureuses de l'existence quotidienne.

G. BN.

— *Des livres pour tous*, tel est le sympathique titre d'un ouvrage de M. Gabriel HENRIOT, inspecteur en chef honoraire des Bibliothèques de Paris et de la Seine (Paris, Darassé, [1943], in-18, 262 p. ; prix : 30 francs). C'est le résultat d'une expérience ancienne et d'une réflexion aigüe sur le rôle des bibliothèques populaires et, de façon générale, sur le fonctionnement des bibliothèques et la place du bibliothécaire dans la société actuelle. Nous, les historiens, nous sommes particulièrement intéressés par la bonne marche des bibliothèques, et nous constatons trop souvent, de la part des élèves et, encore plus, de la part des étudiants, une ignorance affreuse de livres et de revues utiles ou agréables. Souhaitons que la plus grande partie des idées de M. G. Henriot passent dans la réalité : c'est par la lecture bien dirigée qu'on refera en partie la France.

G. BN.

— Dans sa petite *Histoire de la Bretagne* (collection « Que sais-je ? », Paris, Presses universitaires de France, 1943, in-18, 128 p.), M. Henri WAQUET a mis, avec une dilection singulière pour un pays qu'il aime au point d'avoir souffert pour lui, des qualités remarquables de présentation, car, sans rien sacrifier d'essentiel d'une histoire complexe, il, en moins de 150 pages, dit ce qu'il convient de savoir sur l'évolution politique, économique, intellectuelle, artistique, sociale et morale de la Bretagne des origines à nos jours. A noter l'observation très judicieuse que certains

des caractères « bretons » les plus souvent allégués remontent seulement au ^{xvii}^e siècle. Puisse la collection où a paru ce charmant ouvrage s'ouvrir à d'autres monographies analogues !

G. Bn.

— Peu importe que ce soit le gouvernement de fait de Vichy qui ait, sous prétexte de rénover les « provinces », suscité ces petites histoires provinciales dont quelques-unes ont paru ces dernières années, ou que ce soient les programmes scolaires de 1946 qui ont prévu « l'étude de la région ». C'est à cette catégorie d'ouvrages que se rattache l'*Histoire du Bourbonnais pour la jeunesse* de MM. Paul DUPIEUX et Marcel MOREAU (Moulins, Crépin-Leblond, 1945, in-8°, 200 p., cartes et illustr. ; prix non indiqué). Le préfacier, M. Vanel, inspecteur d'académie, en souligne les qualités : les auteurs n'ont même pas oublié une petite bibliographie liminaire, les cartes, les dessins utiles à la compréhension du texte. Quant au texte, il est bien conçu, car MM. Dupieux et Moreau ont insisté surtout sur les caractères généraux, les lignes principales du développement de ce Bourbonnais qui, sans unité géographique, est de création féodale, mais dont les diverses régions, après l'âge néolithique, présentent des physionomies particulières. Romanisation, christianisation, invasions barbares sont tour à tour étudiées en leurs aspects généraux, et c'est avec un Aimard, vers 915, qu'est jetée, autour de Souvigny, la première base du Bourbonnais historique. Mais les auteurs, s'ils donnent les précisions généalogiques nécessaires, ne se cantonnent point dans cette catégorie de faits et fournissent des vues fort intéressantes sur les progrès sociaux, sur les institutions, sur les arts dont ont été le théâtre la sirerie, puis, à dater de 1327, le duché de Bourbonnais. Celui-ci disparaît, de fait, par suite de la trahison du connétable, en 1527 ; mais, douaire des reines de France, le Bourbonnais subsiste, et nous en suivons les vicissitudes pendant les guerres de Religion, la Fronde, la Révolution, et, sans insister sur les temps modernes, MM. Dupieux et Moreau indiquent, de façon sobre et juste, quelques-uns des faits sociaux, économiques et politiques des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles — y compris la présence des Allemands, qui valut au département de l'Allier le déshonneur d'abriter, à Vichy, le gouvernement de trahison et celui de compter la prison de Moulins et divers châteaux du pays parmi les plus sinistres geôles de l'occupation.

G. Bn.

— Dans une très bonne thèse de droit, M. Pierre DUPARC, archiviste en chef de la Haute-Savoie, étudie les *Origines de la grâce dans le droit pénal romain et français du Bas-Empire à la Renaissance* (Paris, librairie du Recueil Sirey, 1942, in-8°, 195 p.). Il précise la nature du droit de grâce, clarifie toutes les notions et tous les termes qui gravitent autour de ce droit, et en suit l'évolution jusqu'à la Renaissance — sans s'interdire, au reste, de distinguer ce qu'il est devenu au delà de cette période. De la fin du ^{ix}^e siècle au début du ^{xii}^e, il semble avoir disparu, en même temps que s'évanouissait la notion d'État, que disparaissaient les institutions judiciaires ; et, quand elle reparait, elle s'est appliquée d'abord à la peine la plus fréquemment appliquée, le bannissement. Elle reprend son développement sous l'action combinée du droit romain et du droit canon, et grâce aussi, sans doute, à une certaine confusion avec l'appel, et, à la fin du ^{xiv}^e siècle, la grâce non royale commence d'être éliminée pour disparaître complètement un siècle plus tard. L'ordonnance de Villers-Cotterets, d'août 1539, détermine finalement un état de législation qui se maintiendra dans ses grandes lignes pendant tout l'Ancien Ré-

gime. M. P. Duparc fournit, en terminant son travail, d'utiles indications sur la diplomatique des actes de grâce et publie quelques textes typiques. En somme, bon travail, qui dépasse singulièrement le niveau des thèses de droit.

G. BN.

— Avec les deux premiers fascicules de *Provinces et pays de France. Essai de géographie historique*. T. I : *Formation de l'unité française*. T. II : *Monographies provinciales, Agenais à Béarn* (Paris. Librairie des anciennes provinces Ch. Poisson, 1942-1943 ; 2 vol. in-8°, 121 et VIII-389 p.), M. l'abbé Eugène JARRY nous offre le début d'une œuvre considérable, dont on se demande comment un seul homme en a pu assurer la compilation, et qui fait songer aux travaux des Bénédictins d'Ancien Régime. L'histoire de la formation territoriale de nos anciennes « provinces » est restée trop longtemps l'apanage d'érudits locaux dont les études dispersées n'ont jamais fourni la matière d'un travail d'ensemble. Ni l'*Atlas historique* de Longnon, interrompu à 1380, ni le premier livre du *Manuel* de M. Miro, d'ailleurs bien imparfait, n'ont pu fournir un tableau satisfaisant de la France féodale, tableau dont M. Lot annonce depuis quarante ans la préparation. C'est en réalité le projet de M. Lot qu'a repris l'abbé Jarry. Car, s'il a étendu ses recherches au delà de la période médiévale, ses notices sur les divisions administratives ou religieuses de la période moderne restent très succinctes. L'essentiel est consacré à un historique de la formation féodale : origine et avatars des comtés carolingiens ; systèmes généalogiques échafaudés pour rendre compte des premières lignées féodales (d'où nombreuses discussions en notes, et tableaux généalogiques malheureusement insérés hors texte, sans être paginés ni brochés) ; accroissements et démembrements de ces entités féodales jusqu'à leur absorption plus ou moins rapide dans le domaine royal, tel est le plan uniformément suivi.

On reste confondu devant l'ampleur des dépouillements que suppose pareille entreprise. Qu'elle ne soit pas parfaite, l'auteur est le premier à s'en rendre compte. Le fascicule d'introduction générale manque de vigueur ; c'est un résumé banal, accompagné de tableaux empruntés à des manuels antérieurs, sur la formation territoriale de la France des origines à la création des départements. Les esprits chagrins pourront également critiquer les notices du volume descriptif : le choix de l'ordre alphabétique n'est pas heureux, une classification par régions eût évité les redites ou renvois, et mieux mis en rapport des faits connexes ; ça et là, l'information est insuffisante, ne présente pas le dernier état de la question (la notice Artois a été rédigée avant la notice Flandre et sera certainement corrigée par cette dernière) ; trop de fautes d'impression, affectant surtout les dates ; des imprécisions de vocabulaire qui trop souvent anticipent sur les événements (« province » employé dans le sens de « pagus » à l'époque gallo-romaine ; « gouvernement » attribué à Charles V alors que le mot n'apparaît pas avant Louis XI), etc. — D'une façon générale, il est certain que M. Jarry ne donne pas une idée assez exacte de la fluidité féodale ; les variations dans le temps sont laborieusement rappelées ; l'imprécision spatiale n'est nulle part mise en lumière. Or, une fois que se furent disloqués les cadres des comtés carolingiens, dont on peut dire qu'ils avaient encore des limites précises, quoique inconnues de nous, la notion de frontière a disparu. Comtés et seigneuries ne sont plus qu'un agrégat de droits et de mouvances imprécises, impossibles à transcrire sur une carte. Pour la commodité de son travail géographique, Longnon en était arrivé à donner du « domaine » une définition simpli-

fiée, dont on ne peut pas dire qu'elle satisfasse l'historien. M. Jarry s'y est tenu : il aurait dû en prévenir ses lecteurs.

Il est inutile d'insister sur l'utilité d'un pareil travail, dont les menues imperfections se corrigeront d'elles-mêmes. Au prix d'efforts inouïs, l'auteur a colligé une masse énorme de renseignements ; cet « essai » est en réalité une « somme » que tout chercheur devra avoir sous la main, à laquelle on aura constamment recours. Il y aurait mauvaise grâce, donc, à reprocher à M. Jarry de n'avoir pas fait plus. Et pourtant, pourquoi s'en est-il tenu à la conception traditionnelle, mais étroite, de la géographie historique, exclusivement politique et administrative ? Nos provinces se sont-elles formées et individualisées par le seul jeu des hasards dynastiques, des conquêtes, des échanges, des achats ou des héritages ? Et si l'École des chartes ne connaît encore la géographie historique que sous la forme de ces sèches nomenclatures, ne fallait-il pas lui montrer une voie plus neuve ? Les données de l'archéologie et de la toponymie relatives à l'occupation du sol, aux couches successives de peuplement, aux étapes des défrichements, ont-elles moins d'importance que l'énumération des partages mérovingiens ? La répartition des cultures et des établissements humains, celle des châteaux et des abbayes, a-t-elle eu une influence moindre que la filiation des comtes carolingiens ? Le réseau routier, les voies fluviales, les directions du commerce n'ont-elles pas mieux fixé le sort d'une province que les vicissitudes des guerres féodales ? Ne doit-on pas faire entrer en ligne de compte la carte des routes de pèlerinages, la localisation des sanctuaires, la répartition des formes architecturales ? Chaque province n'est-elle pas caractérisée par la densité des localités pourvues de chartes de franchise, par la propagation de tel ou tel type d'affranchissement (nous songeons, à titre d'exemple, à un travail récent sur le duché de Luxembourg) ? Aucune de ces préoccupations ne transparait dans l'ouvrage de M. Jarry. Il oublie de faire état de la grande transgression marine qui, entre le iv^e et le ix^e siècle, oblitère les limites septentrionales de l'Artois (t. II, p. 218-219) ; c'est dans une note bibliographique qu'il faut trouver de trop brèves mentions sur les bastides dont Capétiens et Plantagenets ont hérisé les frontières de l'Agenais (p. 17) ; pour la seule Auvergne nous est donnée, sans commentaires, la liste des « bonnes villes » (p. 317).

La conception de l'histoire totale, trop ignorée encore de beaucoup d'érudits, devrait renouveler la géographie historique, lui assignant comme tâche de fixer sur la carte, pour chaque période du passé, l'ensemble des activités humaines. Les ornières dans lesquelles s'est embourbée cette « science auxiliaire » sont d'autant plus dangereuses que le temps les a desséchées.

E. PERROY.

— LUC MONNIER. *Mémoires de Sully. Mémoires du passé pour servir au présent*, t. I (Paris, N. R. F., 1942 ; in-8°, xxviii-508 p.). — C'est une idée judicieuse de vouloir rendre accessibles et maniables les *Mémoires des sages et royales Économies d'Etat...*, entassés dans de massifs in-folio ou des collections-fleuves des $xvii^e$ et $xviii^e$ siècles ou dans les volumes de Petitot ou de Michaud et Poujoulat.

L'entreprise n'était pas de tout repos. M. Luc Monnier a porté la main — et les ciseaux et le polissoir — sur ce texte : son excuse, si on veut la lui accorder, est que ce volume s'adresse à d'autres qu'aux historiens de métier. Il a supprimé les lettres et les documents, plus ou moins exacts ou fidèlement reproduits, certains développements, par exemple, ceux qui concernent le « grand dessein », quelques autres digressions et récits « ou trop ennuyeux ou trop particuliers » qui

rompent souvent et massivement la suite du récit. (Sans doute eût-il été prudent d'en dresser, pour les gens curieux, un petit tableau.) Il a aussi — tâche délicate — retouché maintes fois le style. Il reste encore quatre cent dix-sept pages d'un texte serré qui forment un récit continu.

Une bonne introduction, quatre-vingt-quatre pages de notes souvent précieuses, un appendice qui contient en particulier un tableau de concordance entre les chapitres de cette édition et les paragraphes de Michaud et Poujoulat, et une brève bibliographie, un index des noms cités font de ce livre largement raccourci un instrument de travail qui pourra souvent suppléer aux éditions antérieures et les compléter parfois pour des chercheurs pressés.

E. COORNAERT.

— Nous sommes heureux de voir développées en un volume les thèses que M. John U. NEF a exposées dans des études variées (*Industry and Government in France and England 1540-1640*, American philosophical Society, Memoirs, vol. XV, Philadelphia, The America philosophical Society, 1940, in-8°, x-162 p.). Dans les cent années d'histoire envisagées par le professeur de Chicago, celui-ci considère les différences profondes qui séparent l'Angleterre et la France au point de vue gouvernemental et social ; l'essentiel consiste dans le fait que les classes actives, en Angleterre, sont étroitement associées à l'institution royale, tandis que, en France, celle-ci tend à un absolutisme pesant qui écrase les initiatives et interdit le progrès. En s'appuyant sur une documentation très large, M. Nef fait successivement le tour de la réglementation industrielle dans les deux pays, de la participation du pouvoir royal dans les entreprises industrielles, de la politique financière et agraire en liaison avec l'industrie ; il conclut qu'entre le constitutionnalisme britannique et l'absolutisme français s'avèrent des différences qui se répercutent sur le plan économique et qui expliquent l'évolution des deux pays comparés dans la seconde moitié du XVII^e siècle et au XVIII^e. M. Nef n'a pas dressé une bibliographie du sujet qu'il traitait, mais ses notes sont riches d'un matériel archivistique et bibliographique important ; notons à cet égard qu'il a recouru, parmi d'autres, à l'étude de M. W. Cole, *Colbert and a century of french mercantilism*. New-York, 1939, 2 vol. in-8°, dont l'analyse mériterait sans doute d'être rapprochée du travail de M. E. F. Heckscher, consacré au *Mercantilism* en général (Londres, trad. anglaise, 1935, 2 vol.). Ces thèses de M. Nef soulèvent des problèmes multiples : nous aimerions bien qu'elles fussent l'objet de vastes débats de la part, non seulement des historiens français de l'économie, mais des juristes, des sociologues et des philosophes.

G. BN.

— Fritz NEUBERT. *Die französische Klassik und Europa* (Stuttgart et Berlin, Kohlhammer, 1941 ; in-8°, 234 p.). — M. Fritz Neubert, connu en Allemagne par de très estimables travaux sur l'histoire littéraire de la France, a donné sous ce titre : *Le classicisme français et l'Europe*, un aperçu synthétique de l'influence exercée au dehors par l'art de nos grands écrivains. De la Scandinavie à l'Espagne, il passe en revue tous les grands pays d'Europe. L'étude la plus poussée est naturellement consacrée à l'Allemagne, et en Allemagne à Schiller et à Goethe. Un dernier chapitre traite de la survivance de l'esprit classique au XIX^e et au XX^e siècle, ainsi que du procès, ou plutôt des procès intentés de nos jours au romantisme. Bien que la campagne antiromantique lui apparaisse, chez certains Français, inspirée par un état d'esprit germanophobe, il sait en parler sans acrimonie apparente. — G. Z.

— Je ne crois pas qu'on trouve beaucoup de choses nouvelles dans le livre consacré par M^{lles} Marguerite GLOTZ et Madeleine MAIRE aux *Salons du XVIII^e siècle* (collection *De l'Histoire*. Paris, Hachette, [1945], in-18, 288 p. ; prix : 65 francs). Mais il est bien fait, agréablement écrit, fournit un très grand nombre de citations suggestives et donne même une intelligente bibliographie bien au courant. Si le grand public n'avait à sa disposition que des ouvrages de cette nature, ce serait parfait.

G. BN.

— Sous l'impulsion de l'archiviste en chef de l'Allier, M. P. Dupieux, avait été, en 1939, constitué à Moulins un Comité départemental chargé de commémorer le 150^e anniversaire de la Révolution française. Dès 1940, des études avaient été réunies — et imprimées en vue de cette commémoration. Il a fallu attendre la libération pour qu'elles parussent (*Études sur la Révolution française dans l'Allier*. Édition du Cent-cinquantième, 1939-1940, Moulins, impr. Valmy, in-8°, 212 p. ; prix non indiqué), et coiffées d'une judicieuse préface de M. Dupieux, qui souligne l'utilité de recourir aussi aux archives privées pour faire l'histoire complète d'un phénomène historique quelconque. Il y a peu de temps paraissait le second volume des études réunies par la Commission centrale du 150^e ; je suis heureux de saluer ici cette réplique départementale, qui contient des travaux et des documents intéressants : Paul DUPIEUX, *Les impôts, la dîme et les paysans sous l'Ancien Régime*, où des documents judicieusement choisis sont intelligemment commentés, en ce qui touche particulièrement le renom alors justifié de pauvreté de l'intendance de Moulins, particulièrement en ce qui touche le Montluçonnais ; — Id., *Aspects de la Terreur à Cusset*. « Mémoires » de Meilheurat, texte emprunté aux archives de M. de Villette, château de la Pougé, et qui, en nous renseignant sur les difficultés rencontrées dans son administration par le maire de Cusset, membre de surcroît du directoire du district de cette ville, éclaire certains aspects de la vie politique locale en l'an II — y compris l'arrestation de l'auteur par ses adversaires sans-culotte ; — Id., *Noms révolutionnaires des communes de l'Allier* ; — E. MAUVE, *Débuts de l'industrie métallurgique dans l'Allier*. Nicolas Rambourg et les forges de Tronçais, créées par un Ardennais, qui avait trouvé singulièrement heureuse la présence jumelée du bois et du minerai ; — O. DELAUNAY, *Les lois du maximum et leur application dans le district de Moulins (4 mai 1793 4 nivôse an III)*, longue étude pleine de renseignements sur la production, le ravitaillement, les réquisitions, la pénurie de grains ou de pain sur divers points du département, les restrictions et le rationnement ; — C. GAGNON, *Une institution judiciaire de la Révolution*. La justice de paix d'Ygrande, avec une curieuse statistique des affaires de conciliation et de justice de paix dans les diverses communes du même canton ; — E. PAULY, *Un épisode révolutionnaire de 1791 au pays de la châtaigne*, épisode gravitant autour de l'installation d'une chapelle insermentée, si l'on peut ainsi s'exprimer, au château de la Romagère, paroisse de Saint-Sauvier. Le volume se termine par une *Bibliographie des principales publications relatives à la Révolution en Bourbonnais*. Dans l'ensemble, très bonne publication, qui fait honneur à tous les collaborateurs, M. Dupieux en tête.

G. BN.

— Le *Répertoire des Cahiers de doléances pour les États généraux de 1789 dans la sénéchaussée de Riom et de Clermont* de M. P.-F. FOURNIER (Clermont-Ferrand, Archives départementales, 1944, in-8°, 29 p.) a été dressé avec tout le soin qui

caractérise tous les travaux de ce remarquable archiviste en chef du Puy-de-Dôme. Il est précédé d'un excellent « avis liminaire », qui fournit d'utiles renseignements sur la vie administrative de la Basse-Auvergne et les conditions où ont été rédigés les cahiers. On y apprend que M. Fournier, à l'occasion du 150^e anniversaire de la Révolution, avait préparé la publication d'un choix de textes de la période 1788-1790, « propres à mettre en relief le comportement et les réactions des habitants de l'Auvergne en présence des idées et des faits d'alors, ainsi qu'à l'élaboration de principes sur lesquels devaient se former les réformes subséquentes et à la mise en train des institutions nouvelles ». Ce manuscrit est prêt : il faudra bien trouver le moyen de le publier !

G. BN.

— Malgré la disparition de ses livres, détruits au cours d'un bombardement, l'abbé E. SEVESTRE continue de publier le résultat de ses intéressantes recherches sur l'histoire religieuse de la Normandie pendant la Révolution ; témoin sa récente brochure sur *La vie religieuse à Verneuil pendant la Révolution unie à la vie économique et souvent dominée par elle, 1787-1801* (Paris, Picard, 1945, in-8°, 23 p. ; prix : 10 francs). Le titre est un peu long, mais exprime bien le contenu de l'opuscule. Les textes allégués par M. Sevestre donnent bien l'impression que le culte révolutionnaire a bénéficié pour son installation et son développement des conditions révolutionnaires — elles-mêmes déterminées par la situation économique — où se trouvait Verneuil en 1791 et les années suivantes. Avec le Directoire commence une période de torpeur pour toutes les manifestations cultuelles, à l'exception de celles du culte révolutionnaire, bénéficiant des avantages attachés à la religion officielle. M. Sevestre indique que Verneuil n'a pas plus de place dans les luttes fédéralistes que dans la chouannerie, et c'est bien parce que c'était une ville de tout repos que les autorités y firent juger Frotté et six de ses compagnons en l'an VIII : l'an VIII, annonciateur de ce Concordat qui, pour M. Sevestre, est l'acte pacificateur par excellence.

G. BN.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

I. GÉNÉRALITÉS ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Albert Grenier. Notice sur la vie et les travaux de M. Eugène Albertini. [*C. R. Ac. des I. et B.-L.*, janv.-mars 1945.] — Augustin Fliche. Notice sur la vie et les travaux de M. Léon-Honoré Labande. [*Ibid.*]

Raymond Lantier. Autour d'un centenaire (1844-1944) (celui de la *Revue archéologique*). [*R. A.*, janv.-juin 1945.]

F. Taylor. Selected Cheshire seals (12th-17th Century) from the collections in the John Rylands Library (description et reproduction de 20 sceaux). [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXVI (1942).] — F. Taylor. The Hatton Wood Manuscripts in the John Rylands Library (belle collection de chartes et documents anglais, du XIII^e au XVIII^e siècle). [*Ibid.*, t. XXIV (1940).] — C. T. Flower. Manuscripts and the war (précautions prises en Angleterre pour mettre à l'abri les archives et manuscrits pendant la guerre). [*Ibid.*, 4^e série, t. XXV (1943).] — P. Quarré. Les châteaux de la Côte-d'Or asiles de chefs-d'œuvre (1939-1945). [*A. de Bourg.*, sept. 1945.]

G. N. Clark. The origin of the *Cambridge Modern History*. [*Camb. hist. J.*, 1945.]

J. Cuillandre. La répartition des aires dans la Rose des vents bretonne et l'ancienne conception du monde habité en longitude. [*An. de Bret.*, LI, 1944.]

II. ORIENT ANCIEN ET ANTIQUITÉ

Henri Lamarre. La cachette de fondeur de Longueville (Seine-et-Marne). [*R. A.*, janv.-juin 1945.]

G. A. Wainwright. Studies in the petition of Peteësi (d'après le papyrus démétique du VI^e siècle avant J.-C.). [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXVIII (1944).] — Paul Collart. A propos d'un ostrakon Clermont-Ganneau, de l'Académie des Inscriptions. [*C. R. Ac. des I. et B.-L.*, avril-juin 1945.] — M. Vandier. Le papyrus Jumilhac. [*Ibid.*] — Victor Loret. La lettre L dans l'alphabet hiéroglyphique. [*Ibid.*]

T. Fish. Letters from the war front in ancient Mesopotamia. [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXVI (1942).] — *Id.* The place of the small State in the political and cultural history of ancient Mesopotamia. [*Ibid.*, t. XXVIII (1944).]

Karl Nielsen. Remarques sur les noms grecs et latins des vents et des régions du ciel. [*Classica et mediaevalia*, 1945, vol. VII, fasc. 1-2.] — J. Jannoray. Le peuplement de la Phocide maritime aux hautes époques. [*R. A.*, janv.-juin 1945.] — François Chamoux. L'école de la grande amphore du Dipylon. [*Ibid.*]

Adam Afzelius. Zur Definition der römischen Nobilität vor der Zeit Ciceros. [*Classica et mediaevalia*, 1945, vol. VII, fasc. 1-2.] — Einar Löfstedt. Zur Datierung

der Altercatio Hadriani et Epicteti. [*Ibid.*] — *Louis Leschi*. La carrière de Q. Marcus Turbo, préfet du prétoire d'Hadrien. [*C. R. Ac. des I. et B.-L.*, janv.-mars 1945.]

G. Ryckmans. Les fouilles de Hureyda (Hadremout). [*Ibid.*, avril-juin 1945.] — *Charles Picard*. La grande peinture de l'hypogée funéraire dit du Viale Manzoni à Rome. [*Ibid.*, janv. mars 1945.] — *Gilbert Picard*. La basilique funéraire de Julius Piso à Mactar. [*Ibid.*, avril-juin 1945.] — *François Chamoux*. Sur un bas-relief du mausolée de Saint-Rémy. [*Ibid.*] — *Jules Formigé*. Note sur le baptistère de Fréjus (Var). [*Ibid.*]

III. MOYEN AGE

Christian Courtois. Reliques carthaginoises et histoire carolingienne. [*Ibid.*, janv.-mars 1945.] — *M. Grabar*. L'architecture balkanique avant et après les invasions, à la lumière des découvertes récentes. [*Ibid.*, avril-juin 1945.] — *R. Waltzer*. Arabic transmission of Greek Thought to medieval Europe. [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXIX (1945).]

Jean Hubert. Recherches sur la topographie religieuse des cités de la Gaule, du IV^e au IX^e siècle. [*C. R. Ac. des I. et B.-L.*, avril-juin 1945.] — *Ferdinand Lot*. Que nous apprennent, sur le peuplement germanique de la France, les récents travaux de toponymie. [*Ibid.*] — *Léon Levillain*. Études mérovingiennes. La charte de Clotilde (10 mars 673) (la plus ancienne charte sur parchemin connue en France). [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CV (1944).] — *B.-A. Pocquet du Haut-Jussé*. Nominé et la renaissance de la Bretagne (l'introduction par lui des institutions carolingiennes en Bretagne). [*Mém. Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, XXV, 1945.] — *R. Couffon*. Les pagi de la Domnonée au IX^e siècle, d'après les hagiographes (avec une carte de ces pagi depuis la pointe du Léon jusqu'au Couesnon). [*Ibid.*, XXIV, 1944.]

Margaret Deanesly. Early English Gallic Minsters (influence des monastères de la Gaule sur les couvents anglais). [*Transactions of the Royal Hist. Society*, 4^e série, t. XXIII (1941).] — *F. M. Stenton*. The historical bearing of Place-Name studies : Anglo-saxon heathenism. [*Ibid.*] — *Id.* The historical bearing of Place-Name studies : The Danish settlement of Eastern England. [*Ibid.*, t. XXIV (1942).] — *Id.* The Historical bearing of Place-Name studies : The place of women in Anglo-Saxon history. [*Ibid.*, t. XXV (1943).] — *Id.* The Scandinavian colonies in England and Normandy (contraste d'après leurs traces toponymiques). [*Ibid.*, t. XXVII (1945).] — *Id.* English families and the Norman Conquest. [*Ibid.*, t. XXVI (1944).] — *Ph. Grierson*. The relations between England and Flanders before the Norman Conquest. [*Ibid.*, t. XXIII (1941).]

Ad. Stender-Petersen. Études varègues, V. [*Classica et mediaevalia*, 1945, vol. VII, fasc. 1-2.] — *Walter A. Berendsohn*. Sind die Skyldinge und Skilfinge im « Beowulf » hunnische und hemlische Könige? [*Ibid.*]

G. Souillet. Toponymie et histoire. La Guerche et la Marche franco-bretonne (avec deux cartes des geresches qui seraient des forts francs). [*Mém. Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, XXIV, 1933.]

V. H. Galbraith. Nationality and language in medieval England. [*Transactions of the Royal Hist. Society*, 4^e série, t. XXIII (1941).] — *Erich Bach*. Imperium romanum. Étude sur l'idéologie politique du XII^e siècle. [*Classica et mediaevalia*, 1945, vol. VII, fasc. 1-2.]

N. Huyghebaert. Un légat de Grégoire VII en France. Warmond de Vienne. [*R.*

H. E., 1944-1945.] — H. Glaesener. Les démêlés de Godefroid le Barbu avec Henri III et l'évêque Wazon. [*Ibid.*]

Dorothy Whitelock. Archbishop Wulfstan, homilist and statesman (archevêque d'York de 1002 à 1023). [*Transactions of the Royal Hist. Society*, 4^e série, t. XXIV (1942).] — R. A. L. Smith. The Regimen Scaccarii in English monasteries (administration et finances monastiques du XII^e au XIV^e siècle). [*Ibid.*] — H. G. Richardson. The morrow of the Great Charter (raisons de la rupture entre Jean et les barons en août 1215). [*Ibid.*, t. XXVIII (1944) et t. XXIX (1945).] — Bertie Wilkinson. The Council and the crisis of 1233-4. [*Ibid.*, t. XXVII (1943).] — R. F. Treharne. The significance of the baronial reform movement, 1258-1267. [*Ibid.*] — Dom David Knowles. Some developments in English monastic life, 1216-1336. [*Ibid.*, t. XXVI (1944).] — Bertie Wilkinson. The Government of England during the absence of Richard I on the Third Crusade. [*Ibid.*]

M. Chaume. Équivalences monétaires. L'état des dettes de Saint-Bénigne de Dijon en 1228-1229. [*A. de Bourg.*, sept. 1945.]

P. Rey. Les peintures de l'ancien palais abbatial de Moissac. [*R. A.*, janv.-juin 1945.] — Marc Thibout. Les grottes de Jonas et les peintures murales de leur chapelle. [*C. R. Ac. des I. et B.-L.*, janv.-mars 1945.] — M. Deshoulières. Arcatures de couronnement des absides. [*Ibid.*] — Paul Deschamps. Les travaux de Pierre Coupel au château de Sahyoun (Syrie). [*Ibid.*, avril-juin 1945.] — Albert Hollaender. The pictorial work in the « Flores Historiarum » of the so-called Matthew of Westminster (Ms. Chetham, 6712) (enluminures du XIII^e siècle). [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXVIII (1944).]

R. Somerville. The Duchy of Lancaster Council and Court of Duchy Chamber (le Conseil du duché, dans sa capacité judiciaire, se transforme au XV^e siècle en une cour de justice). [*Transactions of the Royal Hist. Society*, 4^e série, t. XXIII (1941).] — T. F. T. Plucknett. The origin of impeachment (procédure par laquelle les Communes peuvent mettre en accusation les fonctionnaires et conseillers du roi devant le Parlement ; utilisée pour la première fois en 1376). [*Ibid.*, t. XXIV (1942).] — Helen M. Cam. From Witness of the Shire to full Parliament (origines de l'expression « plein parlement » au XIV^e siècle). [*Ibid.*, t. XXVI (1944).] — K. B. McFarlane. Parliament and « Bastard Feudalism » (dans quelle mesure le patronage des Grands permettait, au XV^e siècle, de diriger les élections dans les comtés). [*Ibid.*] — H. G. Richardson. The English coronation oath (histoire du serment du couronnement aux XIV^e et XV^e siècles). [*Ibid.*, t. XXIII (1941).] — N. B. Lewis. The organisation of indentured retinues in fourteenth-century England. [*Ibid.*, t. XXVII (1945).] — E. F. Jacob. Petitions for benefices from English Universities during the Great Schism. [*Ibid.*] — A. R. Myers. The Captivity of a Royal Witch : The Household accounts of Queen Joan of Navarre, 1419-21 (veuve d'Henri IV de Lancastre). [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXIV (1940) et t. XXVI (1941).]

Robert-Henri Bautier. Guillaume de Mussy, bailli, enquêteur royal, panetier de France sous Philippe le Bel (sa carrière sous les comtes de Champagne, puis au service du roi ; bras droit de Nogaret ; ses concussions, sa fortune). [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CV (1944).] — Pierre Duparc. Une redevance féodale alpestre : l'aucière (fruit d'un ou plusieurs jours de lait des vaches inalpées, ne se développe qu'à partir du XIV^e siècle). [*Ibid.*] — M. Forget. Le mouvement du port de Blavet (fragments inédits du registre de la recette ducale levée sur les denrées à l'entrée et à la sortie, 1422). [*Mém. Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, XXIV, 1944.] — Robert La-

touche. L'exploitation agricole dans le Maine (aux xiv^e et xv^e siècles, les baux à rente pour deux ou trois vies se substituent aux baux à cens qui, par l'effet de la dévaluation monétaire, diminuaient graduellement). [*An. de Bret.*, LI, 1944.] — *Yv. Labbé*. Les débuts d'une ville bretonne : Vitré aux xv^e et xvi^e siècles. [*Mém. Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, XXIV, 1944.] — *E. F. Jacob*. The collapse of France in 1419-20. [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXVI (1942).] — *J. Richard*. Les archives et les archivistes des ducs de Bourgogne dans le ressort de la Chambre des comptes de Dijon. [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CV (1944).]

Erwin I. J. Rosenthal. Ibn Khaldun : a North African Muslim thinker of the fourteenth century. [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXIV (1940).]

F. Taylor. Some manuscripts of the « Libelle of English Polycye » (célèbre traité de géographie économique et politique du xv^e siècle). [*Ibid.*] — *E. F. Jacob*. The Book of St. Albans (traité de fauconnerie, de chasse et d'héraldique, imprimé à Saint-Albans en 1486). [*Ibid.*, t. XXVIII (1944).]

F. L. Carsten. Medieval democracy in the Brandenburg towns and its defeat in the fifteenth century. [*Transactions of the Royal Hist. Society*, 4 e série, t. XXV (1943).]

IV. xvi^e SIÈCLE ET ANCIEN RÉGIME

H. du Halgouet. La Bretagne inconnue. Demeures seigneuriales : Coëtmandec (curieuse décoration héraldique de la Renaissance), le Plessis-Josso, les Ferrières, Cadoudal (avec dix photographies hors texte). [*Mém. Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, XXIV, 1944.] — *René Couffon*. La peinture sur verre en Bretagne. Origine de quelques verrières du xvi^e siècle (influences flamande, allemande et italienne, 24 photos h. t.). [*Ibid.*, XXV, 1945.]

Gordon Donaldson. The attitude of Whitgift and Bancroft to the Scottish Church (W., archevêque de Canterbury, et B., prédicateur épiscopalien, leurs rapports avec l'Écosse de 1583 à 1590). [*Transactions of the Royal Hist. Society*, 4 e série, t. XXIV (1942).]

Noël Valois. Les essais de conciliation religieuse au début du règne de Charles IX. [*R. d'Hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-déc. 1945.]

E. R. Brinkworth. The study and use of archdeacons' Court records, illustrated from the Oxford records (1566-1759). [*Transactions of the Royal Hist. Society*, 4 e série, t. XXV (1943).] — *F. Taylor*. Books and manuscripts of Scipio Le Squyer, Deputy Chamberlain of the Exchequer (1620-59). [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXV (1941).] — *J. H. R. Moorman*. In commemoration of Archbishop Laud, executed on Tower Hill, 1645. [*Ibid.*, t. XXIX (1945).] — *Rev. B. H. G. Wormald*. How Hyde became royalist. [*Camb. hist. J.*, 1945.] — *Rev. Norman Sykes*. Archbishop Wake and the Whig Party, 1716-1723. A study in incompatibility of temperament. [*Ibid.*]

P.-A. Wimet. La Table des pauvres de Bourecq (fondation charitable de 1620). [*Bull. Soc. des Ant. de Morinie*, fasc. 311.] — *J. Richard*. Deux petits documents cisterciens pour l'histoire des prix (1676-1728). [*A. de Bourg.*, sept. 1945.] — *G. Cooleen*. La taxe du pain au $xviii^e$ siècle. [*Bull. Soc. des Ant. de Morinie*, fasc. 311.] — *Séverin Canal*. La Compagnie de Jésus au diocèse de Nantes sous l'Ancien Régime (son établissement en 1663 malgré la municipalité. Personnel et biens de la résidence, prédications, missions, retraites, cours public d'hydrographie). [*Mém. Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, XXV, 1945.] — *L. Raison*. Le mouvement janséniste au

diocèse de Rennes (jansénisme parlementaire, 1752-1756. — Le jansénisme et les Jésuites). [*An. de Bret.*, L et LI, 1943, 1944.]

V. LA RÉVOLUTION, LE PREMIER EMPIRE ET L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Cl. Tournier. L'Aa toulousaine contre le serment de Liberté-Égalité. [*R. d'Hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-déc. 1945.] — P. Hardouin. Chaumont, député à la Convention : le procès et la mort de Louis XVI racontés par un contemporain. [*Mém. Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, XXIV, 1944.]

Charles R. Sanderson. Some notes on Lord Sydenham (gouverneur du Canada après la rébellion de 1837, d'après les papiers de Sir G. Arthur). [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXV (1941).]

W. N. Medlicott. Bismarck and the three Emperors' alliance, 1881-87. [*Transactions of the Royal Hist. Society*, 4^e série, t. XXVII (1945).] — Lilian M. Penson. The new course in British foreign policy, 1892-1902. [*Ibid.*, t. XXV (1943).]

H. Drouot. Coupures de presse sur l'épiscopat de Le Nordez. [*A. de Bourg.*, sept. 1945.] — Gabriel Le Bras. Notes de statistique et d'histoire religieuse. [*R. d'Hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-déc. 1945.] — Id. La vitalité religieuse de l'Église de France (précieuses remarques relatives à l'enquête menée par l'auteur sur la pratique religieuse). [*Ibid.*]

✓ André François-Poncet. Les préliminaires de la guerre (les années 1933 à 1935). [*R. de Déf. nat.*, oct. 1945.] — Colonel de Gaulle. Mémoire du 26 janvier 1940. [*Ibid.*]

Marcel Larnaud. Un aspect du problème colonial en Algérie. [*Ibid.*, sept. 1945.] — René La Bruyère. L'Égypte et le Moyen-Orient. [*Ibid.*, oct. 1945.] — Maurice Pernot. La Turquie et les problèmes méditerranéens. [*Pol. étr.*, oct. 1945.] — Pierre Rondot. L'Union soviétique et les confins irano-kurdes du Moyen-Orient. [*Ibid.*]

P. Barjot. Résistance militaire en Indochine. [*R. de Déf. nat.*, sept. 1945.] — Jacques Chazelle. Que faire du Japon? [*Ibid.*] — Roger Lévy. Voies d'accès nouvelles vers l'Extrême-Orient. [*Pol. étr.*, oct. 1945.] — A. S. B. Olver. La politique coloniale britannique. [*Ibid.*]

René Arnaud. L'aide des États-Unis à leurs alliés. La loi prêt-bail. [*R. de Déf. nat.*, sept. 1945.] — Jean-Jacques Mayoux. San-Francisco. Histoire et leçons d'une conférence. [*Pol. étr.*, oct. 1945.]

Général Carpentier. Le corps expéditionnaire français en Italie (I). [*R. de Déf. nat.*, oct.-nov. 1945.]

René Lauret. Notes sur l'Allemagne. [*Ibid.*, nov. 1945.]

VI. HISTOIRE RELIGIEUSE

Edward Robertson. The Pentateuch problem : some new aspects. [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXIX (1945).] — Id. The Priestly Code : the legislation of the Old Testament and Graf-Wellhausen. [*Ibid.*, t. XXVI (1942).] — Id. Samuel and Saul. [*Ibid.*, t. XXVIII (1944).] — Alexander Altmann. Saadya's Conception of the Law. [*Ibid.*] — I. J. Rosenthal. Saadya Gaon : an appreciation of his biblical exegesis (le premier des grands exégètes rabbiniques dans le monde musulman). [*Ibid.*, t. XXVII (1942).]

T. W. Manson. The Life of Jesus, a study of the available material. 2. The foundation of the synoptic tradition : the Gospel of Mark. — 3. The work of St. Luke.

[*Ibid.*, t. XXVII (1943) et t. XXVIII (1944).] — *David Daube*. Concerning the reconstruction of the Aramaic Gospels. [*Ibid.*, t. XXIX (1945).] — *Dom Bernard Orchard*. A new solution to the Galatian problem. [*Ibid.*, t. XXVIII (1944).] — *T. W. Manson*. St. Paul in Ephesus : 3. The Corinthian Correspondance. [*Ibid.*, t. XXVI (1941).] — *V. Morel*. *Disciplina*. Le mot et l'idée représentée par lui dans les œuvres de Tertullien. [*R. H. E.*, 1944-1945.] — *E. Vandenbusschen*. La part de la dialectique dans la théologie d'Eunomius « le technologue ». [*Ibid.*]

Louis Cristiani. Avant-propos aux « Remarques critiques » de M. le chanoine Bardy. [*R. d'Hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-déc. 1945.] — *Gustave Bardy*. Remarques critiques sur une liste des saints de France (de Bourgogne et de Franche-Comté). [*Ibid.*]. — *Fr. de Saint-Palais d'Aussac*. Crescent en Gaule ? (non). [*Ibid.*]. — *F. Falc'hun*. Les noms bretons de saint Yves. [*An. de Bret.*, LI, 1944.] — *E. W. Kemp*. Pope Alexander III and the canonization of saints. [*Transactions of the Royal Hist. Society*, 4^e série, t. XXVII (1945).] — *Maurice Coens*. Anciennes litanies des saints (*suite*). [*Anal. Boll.*, t. LXII, 1944.] — *Ernest Stein*. Cyrille de Scythopolis. A propos de la nouvelle édition de ses œuvres. [*Ibid.*] — *Paul Peeters*. Sainte Golindouch, martyre perse († 13 juillet 591). [*Ibid.*]. — *François Halkin*. Saint Antoine le Jeune et Pétronas le vainqueur des Arabes en 863 (d'après un texte inédit qui est publié à la suite). [*Ibid.*]. — *Baudouin de Gaiffier*. Traductions et miracles de S. Menas par Léon d'Ostie et Pierre du Mont-Cassin. [*Ibid.*] — *Paul Grosjean*. Notes sur les documents anciens concernant S. Patrice. [*Ibid.*] — *Id.* Analyse du Livre d'Armagh. [*Ibid.*] — *Ch. Moeller*. Nephalius d'Alexandrie. [*R. H. E.*, 1944-1945.] — *G. Bardy*. Sur une citation de S. Ambroise dans les controverses christologiques. [*Ibid.*] — *H. Vanderhoven*. S. Benoît a-t-il connu la Règle du Maître? [*Ibid.*]

Abbé *Villin*. Les prieurs du Val-Restaut. [*Bull. Soc. des Ant. de Morinie*, fasc. 311.] — *Léon Halkin*. Lettres inédites du bollandiste Du Sollier à l'historien Schannat (1721-1734) (à suivre). [*Anal. Boll.*, t. LXII, 1944.]

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

PIERRE ROUSSEL (1881-1945)

Pierre Roussel est mort à Paris le 1^{er} octobre 1945, après une longue maladie qui l'avait contraint à interrompre ses cours à la Sorbonne depuis la fin de 1943. Né à Nancy en 1881, devenu membre de l'École d'Athènes en 1904, il y séjourna cinq années. Docteur ès lettres en 1916, il fut nommé dès le retour de l'Alsace à la France professeur à l'Université de Strasbourg. En 1925, il revint à Athènes comme directeur de l'École française d'archéologie et ne quitta ces fonctions que pour occuper, à la fin de 1935, une chaire d'histoire ancienne à la Sorbonne, où il consacra ses cours à l'histoire de la Grèce classique ou du monde hellénistique. Correspondant de l'Institut depuis 1930, il avait été élu membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres en 1937.

Agrégé des lettres, professeur de langue et littérature grecques à la Faculté des lettres de Strasbourg, bon nombre de ses travaux demeurent en dehors du domaine propre de cette *Revue* : une édition des discours d'Isée (1922) dans la collection des Universités de France et, dans diverses revues, plusieurs articles portant principalement sur les Tragiques. Mais, dès son arrivée à l'École d'Athènes, il avait consacré ses premières publications (*Bull. de Corr. hell.*, 1907, *Inscriptions anciennement découvertes à Délos*; 1908, *Les Athéniens mentionnés dans les inscriptions de Délos*) à l'épigraphie grecque et l'impulsion comme l'exemple du grand directeur d'alors, Maurice Holleaux, auquel le lia la plus affectueuse amitié, l'orientèrent vers l'histoire, dont l'épigraphie constitue pour l'époque classique et surtout hellénistique une base essentielle en même temps qu'une source d'incessants renouvellements. Il y affirma plus d'une fois sa maîtrise, notamment dans les manuels qu'il donna aux collections *Peuples et civilisations* (t. II, *La Grèce et l'Orient des guerres médiques à la conquête romaine*, 1928, où il rédigea les chapitres relatifs aux premières décades du v^e siècle, à l'empire d'Alexandre et aux royaumes macédoniens) et *Histoire générale* (t. IV, 1, de *l'Histoire grecque*, 1938, où il fut l'auteur du livre II sur le démembrement de l'empire d'Alexandre de 323 à 281), comme dans son petit livre sur *Sparte* (1939), qui fournit un exposé synthétique remarquable de précise clarté. Il apporta ainsi avec éclat la preuve de cette vérité, à laquelle il était très sensible, qu'une spécialisation précoce n'est nullement indispensable au travail comme à l'enseignement historiques. Mais on n'oubliera pas — ce dont lui-même, généralisant à l'excès son cas personnel, ne prenait peut-être pas suffisante conscience — l'étendue de la culture, l'ouverture d'esprit, la souplesse d'intelligence et l'intensité de l'effort nécessaires pour passer d'une discipline à l'autre, ou plutôt pour les dominer l'une et l'autre. Rares sont assurément ceux qui peuvent comme lui légitimement prétendre, et plus rares encore parvenir à embrasser plusieurs des

disciplines qui touchent à l'hellénisme, afin de pénétrer plus profondément au cœur d'une pleine connaissance de la vie grecque, où s'effacent les frontières entre nos mesquines catégories de travail.

Ses qualités d'épigraphiste rapidement reconnues lui valurent de très bonne heure la charge du *Bulletin épigraphique* de la *Revue des Études grecques* : de 1913 à 1936, n'appelant de collaborateurs qu'à de rares occasions, il y dépouilla en dix-huit précieux bulletins non seulement les publications d'inédits, mais les lectures, corrections et restitutions nouvelles, ainsi que les travaux relatifs à l'alphabet, à la linguistique et aux dialectes, à la chronologie, au droit et aux institutions pouvant servir à la compréhension des inscriptions. La plupart de ses multiples mémoires, dispersés dans les publications périodiques ou dans les recueils de *Mélanges*, ont un intérêt épigraphique, soit qu'ils publient un texte nouveau, soit qu'ils soumettent un texte déjà connu à une revision critique, soit qu'ils apportent un rapprochement ou une interprétation efficace. Mais il n'est point de pays hellénique ni d'ordre de questions où, à partir du ^ve siècle, les inscriptions, si nombreuses et variées parvenues ou parvenant jusqu'à nous, ne conduisent qui veut les comprendre et en exprimer l'intérêt. Pierre Roussel aborda ainsi des sujets très divers, qu'il épuisa souvent, où il marqua toujours au moins sa large place. Sans songer à les énumérer tous, la liste de ceux qu'il est impossible de passer ici sous silence sera déjà longue.

Délos, d'abord et avant tout, où Maurice Holleaux l'associa à la publication et à la mise en œuvre des textes révélés par les fouilles. Dès 1914, dans les *Inscriptiones graecae* de l'Académie de Berlin, il procura le fascicule 4 du tome XI réservé à l'île sainte. Puis, l'Académie des Inscriptions ayant entrepris de publier en France la suite des *Inscriptiones de Délos*, la mort de Félix Durrbach (1931) fit retomber sur lui cette lourde tâche. Successivement, les tomes III (1935, en utilisant les papiers de Durrbach) et IV (1937, en collaboration avec M. Launey) apportèrent 1.479 textes dont la plupart n'étaient connus que partiellement. Mais, entre temps, il avait donné l'exemple de l'exploitation historique de cette abondante récolte avec ses thèses, la principale traitant de *Délos colonie athénienne* (de 166 à 88), l'autre des *Cultes égyptiens à Délos du III^e au I^{er} siècle avant J.-C.* De même, il avait inauguré en 1925 la collection *Le monde hellénique* en y publiant un *Délos*, charmant bréviaire du passé, des monuments et de la vie de l'île. En ce lieu où la science française a déployé tant d'efforts, de méthode et de sagacité, c'est aux tout premiers rangs que son nom devra être retenu. — Delphes ensuite, l'autre grand sanctuaire grec fouillé par l'École française. Avant même son retour en Grèce comme directeur de cette École, deux articles du *Bulletin de correspondance hellénique* (1923) et de la *Revue des Études anciennes* (1924) avaient montré son intérêt pour les plus ardues problèmes, ceux de la chronologie du III^e siècle posés par les inscriptions delphiques. Le second surtout, *La fondation des Sôtéria de Delphes*, en établissant le principe de l'attribution de deux séries de nos documents à deux séries de fêtes, l'une antérieure, l'autre postérieure à la réorganisation des *Sôtéria* par les Aitolien, a ouvert une voie nouvelle unanimement reconnue aujourd'hui comme seule acceptable. D'autres mémoires suivirent pendant le séjour à Athènes, également marqué par l'appui et les conseils donnés aux membres et anciens membres de l'École aiguillés sur le sanctuaire pythique. — Ce fut une activité moins suivie qu'il consacra à d'autres domaines géographiques, Athènes et Attique, Macédoine et Thrace, Carie, Syrie et Palestine, Égypte (pour laquelle il

s'intéressa même aux papyrus) et Cyrénaïque ; mais, pour chacun d'eux, plusieurs articles seraient à citer, dont aucun ne demeurera indifférent aux spécialistes des époques classique ou hellénistique. Je m'en tiens à relever l'un des derniers, *Décret des péliganes de Laodicée-sur-Mer*, dans *Syria*, 1942-1943, où il explique le nom jusqu'ici inconnu de ces magistrats municipaux, dont l'origine macédonienne ajoute un trait suggestif à l'effort des Séleucides pour urbaniser à l'image de la patrie lointaine la Syrie septentrionale.

Un classement logique ferait apparaître une identique variété. L'histoire des religions, et principalement la pénétration dans les milieux helléniques des religions orientales, sur laquelle portait déjà sa thèse complémentaire, eut certainement pour lui un attrait particulier que trahissent de nombreux articles. L'histoire politique et diplomatique est largement représentée dans son œuvre. Celle des institutions, même militaires, ne s'en trouve pas exclue. Peut-être est-ce elle qui l'a finalement conduit à des recherches d'ordre à la fois juridique et social. Un article de 1931 (*La population de Délos à la fin du II^e siècle avant J.-C.*, dans le *B. C. H.*) l'avait déjà entraîné sur le terrain démographique. Il élargit encore par la suite ses préoccupations. Son avant-dernier article de la *R. É. A.* (*L'exposition des enfants à Sparte*, 1943) est d'un sociologue très averti autant que d'un helléniste interprétant un texte de Plutarque. De fait, ayant donné en 1942 au tome XLIII, 2, des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions* une longue *Étude sur les principes de l'ancienneté dans le monde hellénique du V^e siècle avant J.-C. à l'époque romaine*, il travaillait à un livre sur *La famille grecque* dont il laisse achevé le manuscrit et dont le sujet suffit à montrer quelle ampleur avaient prise, dans les dernières années de sa vie, ses recherches et ses réflexions.

Quel que soit le thème de ces études — dont il faudra, afin de remédier tant bien que mal à leur dispersion originelle, dresser au moins la liste complète, si les difficultés de notre époque ne permettent point de les réimprimer en volumes — on y retrouve le même esprit d'une exemplaire lucidité critique. Peu ont su comme lui ramener à ses éléments de départ la plus enchevêtrée controverse et les soumettre à une impitoyable épreuve. Sans jamais s'acharner, son trait fin, mais imparable, atteignait au point mortel les arguments vicieux et les raisonnements imprudents. Rien ne lui était plus étranger, rien ne l'irritait davantage que l'imprécision dans les termes trahissant une confusion de la pensée qui conduit aux majorations inconscientes. Cette juste rigueur lui faisait cerner avec exactitude ses propres conclusions et la sobriété dépouillée de son style ajoute à la sécurité constamment ressentie par son lecteur. Sa mort enlève à l'érudition française un de ses meilleurs représentants, à la science de l'Antiquité grecque un travailleur qui en saisissait les aspects variés avec l'esprit sûr, l'élégante netteté et le talent caractéristiques d'une de ses plus pures manifestations, l'atticisme.

André AYMARD.

JACQUES PANNIER

Nos études viennent de subir une perte notable en la personne de Jacques PANNIER. Il avait d'abord été le collaborateur du bouillant huguenot, longtemps secrétaire de la Société historique du protestantisme français, Nathaniel Weiss. Il lui succéda ensuite avec plus de sérénité objective et l'on peut dire qu'il s'était identifié avec sa fonction. La bibliothèque de la rue des Saints-Pères était devenue,

grâce à lui, un riche dépôt de documents et de renseignements, admirablement classés et dont l'accès nous était rendu aisé, par l'obligeance et l'érudition minutieuse et étendue de son gardien. En dehors de ce travail quotidien, dont seuls ceux qui ont tiré parti peuvent mesurer l'importance, Jacques Pannier a laissé deux travaux qui méritent de survivre, *l'Histoire de l'Église réformée de Paris sous Henri IV et Louis XIII*. Ces deux volumes constituent une étude approfondie de la vie religieuse, intellectuelle, morale, littéraire et même artistique, au temps d'Ablon et de Charenton. Une étude sur *La controverse au temps de l'Édit de Nantes*; depuis lors Pannier n'avait pas cessé de consacrer ses forces jusqu'à un âge avancé à ses études de prédilection. Avant la guerre, il s'était donné à l'étude de la biographie et à la publication des œuvres d'Olivier de Serres. Plus récemment, il avait eu la grande satisfaction de participer à la belle célébration des fêtes du Désert. Il laisse une œuvre très vivante confiée maintenant à M. de Felice qui restera inséparable de son nom.

Henri HAUSER.

France. — *Le dépôt des travaux historiques manuscrits.* — Les historiens ont trop souvent eu à regretter qu'un confrère estimé n'ait pu, avant de mourir, terminer tel important travail entrepris par lui; au moins pouvait-on aisément, avant 1940, publier les parties déjà rédigées par l'auteur. Mais, depuis cette date, les publications historiques, volumes ou revues de spécialistes, ont presque disparu; leur reprise est encore rejetée dans l'avenir par l'actuelle pénurie de papier. Cependant, la production n'a pas cessé; les études d'histoire ont été pour beaucoup une consolation et une source d'espoir. Il y a donc assurément de nombreux travaux de valeur en manuscrit. Cet effort scientifique sera-t-il perdu pour ceux que la recherche historique intéresse? On voudrait croire que non.

On s'est habitué à voir la Bibliothèque nationale accueillir les manuscrits de nos écrivains et de nos hommes politiques; en ce moment, la Section moderne des Manuscrits dispose de prospecteurs et de collecteurs de documents contemporains, à qui, en bons historiens, nous souhaitons heureuse chance. Cette Section ne pourrait-elle recevoir en dépôt les travaux terminés, mais non imprimés, de nos confrères? Certes, il faudrait s'accorder auparavant sur le principe d'une sélection, sur les conditions dans lesquelles le manuscrit déposé serait donné en communication, sur les droits conservés à l'auteur ou à sa famille, notamment en cas de publication par un tiers. Rien de tout cela ne paraît insoluble à des hommes de bonne volonté et il en est assurément à la tête de la Bibliothèque nationale (dirigée présentement par un historien) comme dans les comités des sociétés de spécialistes, la Société d'Histoire moderne par exemple. Ils sauraient certainement trouver les conditions d'un dépôt, à limiter peut-être dans le temps, dont le but serait d'éviter que soit perdu pour tous, du fait des circonstances, le fruit du travail d'historiens estimés.

Ferdinand BOYER.

— Les rapports de l'histoire et de la sociologie sont extrêmement étroits. C'est ce qui ressortait de l'activité des sociologues durkheimiens qui, jusqu'à la guerre, ont continué d'être associés pour la publication des *Annales sociologiques*. Ce groupe, renforcé de nouvelles unités, a reconstitué l'Institut français de sociologie, dont j'ai, pour un premier démarrage, assumé la temporaire présidence, et aux séances duquel des exposés extrêmement importants de droit, d'économie ou d'histoire ont été présentés sous l'angle sociologique.

En liaison avec l'Institut fonctionne maintenant un Centre d'étude sociologiques, dont l'activité, dirigée par MM. Gurvitch, Lévy-Bruhl et G. Le Bras et contrôlée par un Comité de direction de quatorze membres, s'appliquera à donner un enseignement d'initiation à la sociologie, à organiser des enquêtes et à publier des travaux sociologiques. Peut-être s'y rattachera-t-il l'*Année sociologique*, reconstituée selon un plan qui a été déjà de très près mis au point et dont la formule rappelle celle, initiale, du maître Émile Durkheim. — Georges Bourgin.

— L'étude scientifique et historique des problèmes concernant l'opinion publique et singulièrement la presse, qui est très poussée dans certains pays, l'est peu en France. Avant la guerre avait été fondé, en liaison avec la Sorbonne, un Institut de la presse, qui avait commencé à s'orienter dans ce sens, et une revue avait été fondée, les *Cahiers de la presse*, qui avait pour but de mettre au point certains de ces problèmes. Le gouvernement de Vichy ne pouvait manquer, sur le plan autoritaire, de s'en préoccuper. A la suite de la libération s'est constitué un « Centre d'études scientifiques de la presse », où, à côté de l'examen des questions techniques, juridiques et fiscales que soulève la presse, sont abordés les problèmes sociologiques et psychologiques qu'implique le grand phénomène de l'opinion publique. C'est sous le contrôle de ce Centre qu'est publiée, depuis février 1946, une revue : *Études de Presse*, dont l'objet est semblable. Toutefois, une part est réservée, dans cette revue, à l'histoire même de la presse, et il a été arrêté que l'étude comparée de la presse dans les divers pays du monde constituerait l'un des objets des *Études*. M. Georges Bourgin a pris temporairement la direction de cette revue.

Le gérant : P.-J. ANGOUVENT.

-
s
h
h
-
n
.
-
u
t
é
e
-
e
s
-
e
-
s